

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernements actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin (France); Bedri Péyani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak (Albanie); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Parti Socialiste Génovais: Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœndres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.).

Alexandre Nicolaou

Alexandre Nicolaou était membre du Parti Social-Démocrate Roumain bien avant la guerre. Son procès en 1911 devant la cour d'assises de Bucarest pour propagande anti-militariste a été une date dans l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire roumain. Passé pendant la révolution russe du côté du bolchévisme, il est revenu illégalement en Roumanie en 1920 et a travaillé à jeter les bases du Parti Communiste Roumain avec Boujor et Alecu Constantinescu. A pu échapper à faire ses 20 années de travaux forcés en s'évadant de la prison, tandis que le malheureux Boujor subit aujourd'hui sa torture. Nicolaou, depuis, habite Moscou, où il occupe une chaire de professeur à l'Université Occidentale.

La question macédonienne, comme d'ailleurs les autres questions balkaniques, n'ont point été solutionnées « conformément aux principes de la justice et de la liberté et aux intérêts de la paix ».

La Macédoine, du point de vue économique, est encore assez arriérée. Le développement capitaliste et les guerres balkaniques ont conservé bien des restes du servage médiéval. Les contradictions de classe ne font qu'aiguïser les contradictions nationales et religieuses. Si la « libération » de la Macédoine avait été — comme Lénine le préconisait en novembre 1912 — le résultat de l'insurrection de tous les paysans et des masses ouvrières de toutes les nationalités : bulgare, grecque, serbe, koutso-valaque, etc., contre tous les propriétaires, ce petit pays des Balkans n'aurait point connu la triste situation qui y règne depuis 1913 et qui est plus triste encore que sous Abdul Hamid. « La libération serait plus facile, coûterait cent fois moins de vies humaines que la guerre actuelle et aurait été immensément complète » (Lénine 1912).

Les Balkans ont été toujours, grâce à la politique des grandes puissances, un foyer d'intrigues et de troubles qui empêchait le mouvement libérateur des masses. Mais c'est la Roumanie des boyards et de l'oligarchie financière qui est directement coupable de la situation faite à la Macédoine en 1913. La guerre balkanique de 1912 fut le résultat non seulement du choc

des intérêts dans les Balkans de la Triple Alliance et de la Triple Entente, mais aussi des tendances d'« unifications nationales » des jeunes bourgeoisies de la Grèce, de la Serbie et de la Bulgarie. Au mois de juin 1913, quand commencèrent les disputes entre ces pays, ce fut la Roumanie qui empêcha l'entente entre eux — au moment même où la Serbie était prête à accepter l'arbitrage russe et à envoyer Pachitch à Petersbourg; et elle a provoqué ainsi la deuxième et sanglante guerre balkanique qui a apporté à la Macédoine son sort d'aujourd'hui.

Il n'y a pas de doute que la Fédération des Etats balkaniques mettra fin à l'oppression des minorités ethniques et aux rivalités des peuples. Mais c'est seulement la démocratie ouvrière des Balkans qui peut accomplir l'idéal de Sava Rakovsky, de Boteff, et des autres, en menant à fin la libération politique et économique des pays balkaniques, en transformant ce champ de luttes fratricides en une grande unité économique et en une communauté de travail. Ce sont seulement les ouvriers et les paysans qui pourront garantir l'existence libre de la Fédération Balkanique, qui unira, en une intime et étroite collaboration économique, toutes les classes travailleuses, mettant ainsi fin à toutes les rivalités nationales et religieuses et à toute exploitation économique. C'est cette Fédération Balkanique qui, créée par la force de la démocratie ouvrière et paysanne, détruira dans les Balkans les derniers vestiges du féodalisme, en poussant cette contrée arriérée de l'Europe vers le développement intégral de ses forces économiques. C'est alors que sera liquidée aussi la question macédonienne conformément aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix. La Macédoine sera alors un membre libre de la libre Fédération des ouvriers et des paysans des Balkans.

Tous les peuples des Balkans : Bulgares, Yougoslaves, Grecs, Roumains, Albanais, etc. qui se sont développés ensemble sur les ruines du monde romain et byzantin, ont eu le même destin historique et presque le même développement économique et social, et ils ont tout leur intérêt à se forger un avenir commun. Dans cette œuvre, ce n'est pas la Société des Nations qui les aidera, mais le prolétariat mondial.

Alexandre Nicolaou

Charles Plisnier

Le journaliste belge bien connu Charles Plisnier, membre du Comité belge contre la terreur blanche dans les Balkans, qui, en 1925, après l'attentat de la St^e Nedelja, avait entrepris une enquête en Bulgarie et publié dans les journaux belges ses impressions que nous avons en son temps présentées à nos lecteurs, a bien voulu nous faire parvenir la réponse suivante.

Je m'empresse de répondre aux questions que vous voulez bien me poser.

La question des Balkans est une de celles qui me préoccupent le plus.

J'ai pu me rendre compte par moi-même, au cours d'un voyage en Bulgarie, avec quelle acuité se posait notamment le problème macédonien.

Il me paraît évident pour tout esprit qui ne veut pas s'aveugler, que la solution donnée actuellement à ce problème viole cent fois les principes de justice et de liberté proclamés

avec tant de fracas par les puissances victorieuses de la guerre mondiale. Elle est une menace permanente pour la paix de l'Europe.

La Macédoine a été crucifiée, écartelée, disloquée, au carrefour de trois impérialismes... Ses minorités ethniques constituent pour les grandes puissances des monnaies d'échange.

Il existe, à mon sens, un seul moyen de mettre fin à l'oppression de la Macédoine et aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres autour de son territoire dépecé. Ce moyen, c'est la constitution d'une République Macédonienne Autonome au sein d'une Fédération Balkanique.

Mais il est évident que, tant que les gouvernements actuels seront au pouvoir dans les Balkans, il n'existe aucun espoir qu'une pareille solution soit réalisée.

Avant tout, ceux qui veulent sincèrement pour la Macédoine la justice et pour les Balkans et l'Europe la paix, doivent lutter afin d'abattre les factions criminelles, qui tiennent le pouvoir à Belgrade, Athènes et Sofia.

Charles Plisnier

Mussolini a fait cadeau de la Bessarabie à l'oligarchie roumaine Mais c'est la Bessarabie elle-même qui décidera en fin de compte

Mussolini a ratifié la convention des quatre grandes puissances avec la Roumanie sur la Bessarabie. L'oligarchie roumaine jubile. C'est une piètre joie, mais chèrement payée. En échange de cette ratification, l'Italie reçoit de vastes gisements de pétrole de l'Etat roumain, des avantages considérables à la fixation du tarif douanier roumain, et des larges commandes de munitions et d'armements pour l'armée roumaine. Mais ce qui est plus important, c'est que, toujours en échange de cette ratification, la Roumanie se joint au bloc balkanique placé sous la direction de l'Italie impérialiste et constitué par la Bulgarie, la Grèce et l'Albanie, et se met à la disposition de l'Angleterre dans le front que l'impérialisme britannique organise contre l'U. R. S. S.

Considérée sous l'angle de la politique internationale, la ratification de ladite Convention signifie la soudure définitive de l'impérialisme anglais et italien, avec pointe dirigée contre l'U. R. S. S., et l'aggravation du danger de guerre pour les masses populaires.

Mais sous l'angle de la politique roumaine, cette ratification ne change rien d'essentiel dans la question de la Bessarabie. Même un journal comme la Neue Freie Presse, qui ne peut pas être soupçonné de partialité en faveur de l'U. R. S. S., écrit (le 10 mars) à ce propos : « En fait, la Roumanie est dorénavant sûre de la protection des grandes puissances, mais vraiment contente de la possession de la Bessarabie, elle ne pourra l'être qu'au moment, où l'entente avec la Russie réussira, où la haine toujours dangereuse d'un important voisin sera éteinte ! » La Neue Freie Presse parle de « haine », là où il n'est question que de la défense de la part de l'U. R. S. S. des intérêts d'une population qui a vu et voit son salut dans une communauté fraternelle avec la Grande République des Peuples Libérés. Mais il faut retenir le fait que le journal que nous citons voit juste, que la question de la Bessarabie ne peut pas être considérée comme « résolue » sans la participation de l'Union Soviétique — et sans la participation de la population bessarabienne elle-même, ajoutons nous.

Et quelle est l'attitude de cette population, nous l'apprenons précisément au moment où l'Italie ratifie cette convention par laquelle quelques grandes puissances font cadeau à l'oligarchie

roumaine d'une province qui ne leur appartient pas et ne leur a jamais appartenu, — nous l'apprenons au moment même où l'oligarchie pavoise la capitale en l'honneur de cette ratification. A Kichineff est arrivée une Délégation Soviétique pour résoudre, comme d'habitude, avec une Délégation Roumaine, quelques incidents de frontière. Cette visite, la première faite à Kichineff par des représentants officiels de la Russie soviétique, a été une occasion pour la population bessarabienne pour démontrer en masse en faveur de l'U. R. S. S. Les journaux parlant de ces démonstrations ont été confisqués et l'armée a dû être amenée dans les rues pour « maintenir l'ordre » et pour « défendre les Députés Soviétiques », et il s'est produit là-dessus des collisions violentes entre la population et l'armée. Malgré la censure il a pu pourtant se glisser dans l'Adverul, journal bourgeois indépendant de Bucarest, le 8 mars, sous le titre de : « L'intérêt provoqué par la Délégation Soviétique à Kichineff », les lignes suivantes, qui parlent volumes : « Pour aujourd'hui, les mesures prises pour le maintien de l'ordre ont été renforcées et ont produit, par là, de nombreux conflits entre le public et les patrouilles. On a signalé aussi quelques cas regrettables de brusquerie. Particulièrement vers le soir, quand deux des membres de la Délégation Russe se trouvaient dans un magasin pour faire des achats, la circulation dans les rues Puchkin et Alexandre le Bon (les rues principales de Kichineff. N. d. l. R.) est devenue impossible. L'entrée dans le magasin a été barrée par les patrouilles et par des agents de la Sigurantsa. L'ordre n'a pu être maintenu qu'avec beaucoup de difficultés à cause des milliers de curieux (! ? Féd. Balk.) agglomérés sur les trottoirs. Les patrouilles existantes ont été renforcées et portées à 80 hommes chacune, en tenue de campagne. »

On pourrait dire : la ratification a été accueillie à Kichineff avec des manifestations de sympathie pour l'U. R. S. S. C'est la meilleure preuve de ce que le geste de Mussolini peut bien gagner l'oligarchie roumaine, mais ne peut pas décider du sort de la Bessarabie. Du sort de la Bessarabie, ce sera en fin de compte la population bessarabienne elle-même qui décidera, par un plébiscite librement effectué après le retrait, ou l'expulsion, des armées et des autorités d'occupation de l'oligarchie roumaine.

La Rédaction

Comment la réaction balkanique est soutenue par les puissances

J'ai déjà exposé à maintes reprises ici, et l'on n'y saurait trop y revenir, comment les intrigues impérialistes des grandes puissances contribuent à entretenir dans les Balkans un état d'instabilité et d'insécurité. Après, comme avant la guerre mondiale, les chancelleries des pays de premier plan ont noué des relations de suzerain à vassal avec les chancelleries de l'Europe Sud-orientale. Elles les ont subordonnées à leurs propres visées et s'en servent comme de pions sur un jeu de dames. Jadis, la Serbie et la Bulgarie étaient exploitées, l'une par la Russie Tsariste, l'autre par l'Empire Austro-Hongrois, à des fins égoïstes. Aujourd'hui, la France, l'Italie, l'Angleterre ont imposé des pactes plus ou moins secrets aux Etats balkaniques, et se combattent à l'aveugle, par personnes interposées, entre l'Adriatique, le Danube et la mer Egée.

Cette première constatation, à laquelle nul ne peut se soustraire, en commande d'autres. Si les grandes puissances sont responsables des menaces de conflagration armée qui s'accroissent dans les Balkans, elles sont responsables aussi des obstacles qui se dressent toujours devant la Fédération Balkanique. On peut supposer que même si se réalisaient certaines conditions politiques et sociales favorables à cette Fédération, les chancelleries de l'Europe occidentale y mettraient leur veto. Elles ont tout intérêt à substituer à un groupement compact, uni, et dont toutes les parties vivraient les unes pour les autres, la division chronique des peuples dispersés et qui nourrissent de mutuelles défiances. Il serait difficile à l'expansionnisme français ou anglais de faire entrer dans leur jeu une nation qui s'étendrait sur la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce, la Bulgarie — et par nation, nous entendons ici une collectivité qui, malgré les différences de races ou de langues, serait animée d'une même aspiration. Il serait impossible au fascisme italien d'intriguer dans les Balkans s'il n'avait pas les moyens d'opposer les militaires bulgares aux militaires serbes, et de s'implanter en Albanie comme dans un poste d'observation

Chacun comprend au surplus, qu'aussi longtemps que subsistent des dynasties dans les Balkans, qu'aussi longtemps que quarante millions d'êtres humains sont sous le joug de castes militaires, agrariennes, bourgeoises, aucune Fédération ne peut être envisagée. Ces dynasties ont des intérêts antagonistes ; ces castes militaires perdraient toute raison d'être — si les frontières s'abaissaient, si les vieux irrédentismes s'évanouissaient, et si les chances de guerre s'atténuaient du même coup. Je l'ai souvent dit et écrit, et je ne saurais trop le répéter : la Fédération Balkanique, qui est l'idéal auquel doivent tendre les ouvriers et les paysans de l'Europe Sud-orientale, ne peut s'accommoder ni du maintien des monarchies, ni de la conservation des hiérarchies sociales.

Et l'on discerne alors pourquoi les grandes puissances ont pris en charge, en quelque sorte, ces monarchies et ces hiérarchies sociales. Il leur est plus aisé de tenir en tutelle quelques potentats et quelques milliers de grands propriétaires fonciers et de grands industriels, en chaque pays, que d'asservir à leurs volontés de millions et de millions de Roumains et de Yougoslaves. Plus exactement : elles asservissent ces millions de Roumains, de Yougoslaves, etc. parce qu'elles dominent leurs chefs temporaires. L'explication du concours qu'elles donnent aux régimes fascistes plus ou moins déguisés qui se sont instaurés de Sofia à Bucarest et à Belgrade, l'explication des complaisances qu'elles manifestent à ces régimes, est là, et il ne faut pas la chercher ailleurs.

Quand donc a-t-on vu la grande bourgeoisie prétendument libérale et démocratique de France et d'Angleterre protester contre les procès politiques scandaleux ouverts en Roumanie par le général Averesco, ce digne héritier de M. Bratiano ? Quand a-t-on vu la presse de cette grande bourgeoisie — le *Times* ou le *Daily Telegraph* à Londres, *Le Temps* ou *Les Débats* à Paris

— s'élever en termes vengeurs contre les menées de la Sûreté Générale roumaine, les incarcérations en masse de travailleurs, l'interdiction des journaux, les envois en conseils de guerre, etc. ? Au contraire, on tend un voile pudique sur tous ces faits, comme si l'on voulait en imposer l'ignorance au public.

Il en va de même pour les crimes de Tsankoff et de Liapcheff en Bulgarie. Le silence de la grande presse est de règle en Europe occidentale. Les dirigeants du Quai d'Orsay et du Foreign Office ne veulent pas mécontenter les chefs des Etats balkaniques. Soit qu'ils se servent d'eux pour leurs combinaisons de chancellerie, soit qu'ils leur arrachent des concessions agricoles, ou minières, ou des grands travaux publics pour les banques et les sociétés qui leur sont agréables, ils affectent de ne rien savoir. Non seulement ils gardent eux-mêmes une discrétion calculée, mais encore ils la recommandent autour d'eux, et l'obtiennent par les moyens de persuasion dont ils disposent. La réaction bulgare a pu faire périr 20.000 ou 25.000 personnes, arrêter par milliers les opposants, et forcer d'autres milliers à émigrer : les journaux qui reçoivent l'inspiration des cabinets français ou anglais demeurent impassibles.

Point n'est besoin de s'étonner de l'attitude du gouvernement italien. Si le fascisme bulgare ou roumain était ébranlé, Mussolini viendrait plutôt au secours de Liapcheff ou d'Averesco, par simple souci de conservation personnelle.

C'est ainsi qu'apparaît très lourde la responsabilité des grandes puissances dans la victoire temporaire de la contre-révolution balkanique. Celle-ci doit être combattue non seulement sur place, mais encore dans les centres de l'Europe occidentale où elle trouve des appuis intéressés.

Paul Louis

Amnistie générale pour les prisonniers et émigrés politiques bulgares!

La grave question qui depuis des mois occupe l'opinion publique et les masses travailleuses en Bulgarie, c'est celle de l'octroi d'une amnistie pleine et entière, sans conditions, pour les prisonniers et émigrés politiques. Cette question prend le caractère d'une importante question politique — et avec raison. Car elle touche, vivement, non seulement les prisonniers et émigrés politiques, non seulement leurs parents et proches, mais aussi toutes les masses laborieuses, tout le peuple bulgare. Et c'est de la solution de cette question que dépend en plus grande mesure la pacification du pays.

Dans les geôles de Tsankoff et Liapcheff pourrissent 1.500 à 2.000 prisonniers politiques ; au dehors de la Bulgarie traînent une existence pénible plus de 1.000 émigrés politiques. Des renseignements que publient tous les jours les journaux bulgares de l'opposition légale on voit que toutes ces victimes de la guerre civile en Bulgarie vivent dans des conditions misérables inouïes. Les prisonniers politiques sont entassés, par 20 à 35, dans des petits et humides cachots d'environ 150 m³ chaque, malsains, suffoquants. Quelques prisons, comme celles de Plovdiv par exemple, lors des inondations de la Maritsa s'emplissent d'eau qui ne se retire qu'après des semaines, et, à la suite de cette permanente et insupportable humidité, les prisonniers tombent gravement malade et une grande partie en périssement en pleine jeunesse. Dans chaque prison il y a des cellules tout-à-fait obscures, particulièrement humides, où sont jetés les prisonniers politiques pour la moindre infraction aux règlements inhumains.

Les prisonniers politiques sont soumis à un traitement mille fois plus barbare que les prisonniers de droit commun. Les directeurs et les gardiens des prisons les traitent comme des bêtes. Ils les injurient, les battent, les fouettent. Plusieurs malheureux ont eu les mains, les pieds, les jambes rompus, les côtes défoncées. Un grand nombre en sont morts sous les bastonnades et les autres tortures à eux infligées. La situation des prisonnières est pire encore. De sadiques et lubriques gardiens les violent lorsque l'envie leur en prend — on se rappelle le cas de Dragoïtchéva, condamnée à mort, puis violée dans la prison, où elle a accouché d'un enfant ; alors, pour calmer un peu l'indignation publique, le gouvernement se vit obligé de ne pas exécuter la sentence de mort, et la peine de la malheureuse a été commuée en travaux forcés à perpétuité. L'enfant, âgé maintenant d'un an, est condamné à s'étioler dans la prison, ensemble avec sa mère.

Aucune lecture n'est permise aux prisonniers politiques, sauf celle de la Bible, de l'Evangile et des journaux gouvernementaux. La nourriture qu'on leur donne est la plus infâme — quelques poireaux et quelques pommes de terre pourries dans une espèce d'eau noirâtre, et un peu de pain sec et infect — voilà leur menu quotidien. Il leur est interdit de recevoir des secours.

Le gouvernement et ses journaux ne cessent de traiter les

prisonniers politiques de « brigands » et d'« assassins ». Mais, que sont-ils, en réalité, ces malheureux ? Ils sont les plus conscients représentants des masses travailleuses en Bulgarie. Et parmi eux se trouvent des centaines de jeunes gens, l'avenir de la nation. Des ouvriers, des paysans et des artisans conscients, des avocats, des ingénieurs, des instituteurs, des étudiants, des étudiants, des écoliers, des écolières — voilà les « criminels », voilà les « brigands », les « assassins ». — « Parmi nous il n'y a qu'un seul prisonnier condamné pour assassinat et quatre pour activité de tchéta de caractère politique » déclarent les prisonniers politiques de Sofia dans leur exposé des motifs qui les ont poussés à avoir recours à la grève de la faim. (Si l'on prend en considération que les accusations portées contre ces cinq prisonniers n'ont été soutenues que par des « témoignages » des agents policiers, et devant des cours martiales, on est bien en droit de croire que même ces cinq personnes ont été injustement condamnées pour assassinats.) Tous les autres prisonniers politiques n'ont été condamnés que sous l'accusation d'avoir participé ou aidé à des organisations interdites par la fameuse loi sur la Défense de l'Etat — toujours en vertu des témoignages des agents policiers de Tsankoff et Liapcheff.

Les prisonniers politiques de Roussé déclarent qu'ils sont les victimes de la guerre civile ; que, dans tout le district de Roussé, depuis le 9 juin 1923, pas une seule émeute n'a eu lieu, pas un seul attentat, pas un seul pillage — et quand même le gouvernement et ses organes les traitent de « brigands », d'« assassins ».

Le sort de l'émigration en Yougoslavie et en Europe centrale et occidentale est aussi des plus pénibles. Les émigrés sont épuisés par les privations matérielles, ils sont sans travail, ils crèvent de faim. Mais la vengeance de classe de la bourgeoisie qui soutient spécialement la Ligue Militaire les poursuit, les harcèle, bien qu'ils ne se trouvent pas dans son royaume. Ses représentants, par voie diplomatique, par la presse achetée par elle à l'étranger, par des publications mensongères, font des dénonciations calomnieuses aux gouvernements des Etats où les émigrés ont cherché refuge — et tous les jours ces malheureux sont soumis à des vexations et des persécutions.

En présence de cette situation des prisonniers et émigrés politiques, le peuple travailleur bulgare, le peuple bulgare en entier pouvons-nous dire, demande qu'on leur octroie une amnistie réelle ; il demande encore que l'on crée dans le pays les conditions nécessaires pour que les prisons, les geôles ne soient pas remplies de nouveaux prisonniers politiques, que le nombre des émigrés politiques ne soient pas augmenté ; il demande qu'on supprime la cruelle et inhumaine loi sur la Défense de l'Etat dont tous ces prisonniers et émigrés sont les victimes, il demande une vie normale, et pour cela la restitution des libertés constitutionnelles qui sont aujourd'hui foulées aux pieds. Cette volonté du peuple bulgare s'est exprimée dans les pétitions des détenus politiques de toutes les prisons en Bulgarie, les

demandes de leurs pères, mères, femmes, enfants, proches et amis, les demandes et protestations des émigrés politiques en Yougoslavie et ailleurs en Europe et de toute la presse de l'opposition, les déclarations des députés de l'opposition au Parlement. La presse ouvrière en Bulgarie mène systématiquement une lutte acharnée pour la promulgation d'une amnistie pleine et entière.

Mais à tout cela, le gouvernement et ses organes ont répondu, et continuent à répondre : « l'amnistie a été accordée, et déjà à deux reprises ; chaque amnistie signifie l'ébranlement de la justice ; ils n'y a pas de prisonniers politiques dans les prisons ; ne s'y trouvent seulement que des brigands et des assassins, et ces gens doivent d'abord donner des preuves de ce qu'ils se sont « repentis » — c'est ensuite seulement qu'ils pourront compter sur la clémence royale... »

En effet, le gouvernement a accordé une amnistie, et ce même à deux reprises : la première fois en janvier 1924, et la deuxième fois en janvier 1926. Mais qui donc a-t-il amnistié ? La première fois ont bénéficié de l'amnistie les assassins des 20.000 paysans et ouvriers massacrés : des officiers et des sous-officiers de l'active et de la réserve, membres des différentes organisations fascistes — la Ligue Militaire, le Koubrat, la Rodna Zachtita ; les décapiteurs macédoniens d'Ivan Mikhaïloff et de Protogouérov ; les officiers de Wrangel. La deuxième fois ont bénéficié de l'amnistie les différents criminels de guerre qui avaient été condamnés comme coupables de la catastrophe nationale, et les différents spéculateurs et voleurs. Et, pour jeter de la poudre aux yeux de l'opinion publique bulgare et étrangère, le gouvernement Liapcheff a englobé dans cette amnistie quelques dizaines d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels qui avaient été des adversaires de sa politique.

En dépit du cynisme du gouvernement et de ses organes, la question de l'octroi d'une amnistie politique générale et réelle ne descend pas des colonnes des journaux de l'opposition. Presque tous les partis de l'opposition légale demandent l'amnistie : les socialistes, les agrariens, les radicaux, les démocrates, les stambouloviistes. Au Parlement, le député agrarien P. Mineff a présenté une proposition d'amnistie soutenue par les députés de tous les partis oppositionnels, y compris le représentant du parti national-libéral D. Keurtcheff. Mais le gouvernement de Liapcheff n'a pas consenti même à mettre en discussion cette proposition du député agrarien M. Liapcheff a déclaré, avec ironie, que de cette question pouvait s'occuper la Chambre prochaine.

Cette attitude du gouvernement militariste et fasciste a fait déborder la coupe de la patience des prisonniers politiques et ils ont décidé d'agir. Ils ont décidé d'exprimer leur protestation en déclarant la grève de la faim. Ils ont adressé publiquement au peuple bulgare un appel dans lequel ils expliquent qu'ils ont été contraints à avoir recours à ce moyen ultime comme le seul

qui leur reste pour obliger le gouvernement à faire discuter et accepter par le Parlement un projet de loi pour une amnistie pleine et entière.

La grève de la faim a été déclarée par les prisonniers politiques dans toute la Bulgarie. Depuis le 28 février, 500 prisonniers politiques refusent toute nourriture. Le gouvernement en a été bouleversé. Il s'est empressé de nier l'existence de la grève de la faim, mais en même temps il a commencé à agir avec la brutalité et la férocité qui lui sont propres. Par l'intermédiaire du procureur de la Cour d'assises de Sofia il a fait ouvrir une instruction parmi les prisonniers ayant déclaré la grève de la faim pour y « découvrir » l'existence d'une « organisation conspirative » et les malheureux ont été jetés dans des cachots sévères. Et le gouvernement ne s'en est pas tenu là. Il a suspendu le journal ouvrier *Novini* qui donnait régulièrement des renseignements sur la grève de faim et avait publié l'appel des malheureux prisonniers exposant les motifs qui les avaient contraints à avoir recours à ce moyen désespéré, et il en a fait arrêter tout le personnel de la rédaction et de l'administration.

Mais ces nouvelles violences ne serviront à rien à M. Liapcheff.

La grève de faim, en masse, des prisonniers politiques en Bulgarie pose devant le peuple bulgare, avec une insistance plus grande encore, la question de l'octroi d'une amnistie politique pleine et entière. Cet acte des prisonniers politiques pose avec acuité cette question devant les masses ouvrières et l'opinion publique progressive à l'étranger, qui redoubleront d'énergie dans leur lutte pour la proclamation en Bulgarie d'une amnistie politique générale et réelle.

La lutte pour la libération des prisonniers politiques et le rapatriement des émigrés politiques, et pour la création des conditions nécessaires afin que ces derniers ne puissent plus être tués lorsqu'ils rentreront chez eux ou ne « disparaissent » plus « sans trace », à l'instar de tant de leurs camarades dans le courant des deux dernières années, continue avec toujours plus d'intensité.

Les pétitions des prisonniers, les demandes de leurs parents et proches et des partis d'opposition en Bulgarie pour une amnistie politique générale et réelle ; les meetings et les réunions dans les différentes capitales de l'Europe et les différentes brochures spéciales qui ont été publiées, et demandant tous cette amnistie en Bulgarie, démontrent que cette lutte ne cessera pas jusqu'à ce qu'il ne soit pas fait droit à leurs demandes, jusqu'à ce que ne soit accordée l'amnistie véritable à tous les prisonniers et émigrés politiques, jusqu'à ce que ne soit abolie l'ignoble loi sur la Défense de l'Etat, jusqu'à ce que ne soient rétablies les libertés constitutionnelles dans ce malheureux pays.

G. Kazanovsky

La Situation en Macédoine

Le peuple macédonien sous la domination de l'impérialisme et du chauvinisme serbes

La Fédération Balkanique publie toujours des renseignements sur la situation en Macédoine, écartelée entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. Les informations qu'elle donne, quoique très importantes et d'un intérêt précieux, sont cependant éparpillées dans les différentes parties du journal, de sorte qu'elles ne fournissent pas au lecteur la possibilité suffisante de se faire une idée claire et précise de ce qui se passe dans ce pays et des dispositions et de l'état d'esprit du peuple macédonien.

Etant donné que la situation de ce peuple terrorisé et martyrisé depuis des siècles, et surtout depuis les dernières décades, est des plus tragiques dans les Balkans ; que la question macédonienne est l'une des plus importantes, si non la plus importante, de toutes les questions multiples qui sont englobées dans le problème balkanique ; et vu que c'est de sa juste et équitable solution que dépend à un plus haut degré la solution du problème balkanique — la Fédération Balkanique, pour mieux pouvoir éclairer les lecteurs sur la situation en Macédoine et sur les luttes et revendications du peuple macédonien, a décidé d'ouvrir, dans sa rubrique « Faits et Evénement », une partie spéciale pour la Macédoine, et de publier régulièrement des articles sur la situation dans ce pays. Ces articles seront donnés en français et en bulgare, et très souvent aussi en les autres langues balkaniques.

Nous commençons ce chapitre macédonien par une série d'articles de notre ami et collaborateur Marcel Walter.

La Rédaction.

C'est sous le joug des impérialistes et chauvinistes serbes que se trouve la plus grande partie de la Macédoine — presque la moitié de son territoire et les 45% de sa population.

Dans cette partie de la Macédoine, les déplacements des populations ne sont pas faits comme dans la Macédoine sous joug grec et en partie aussi comme dans la Macédoine sous joug bulgare. Ils y ont lieu plus lentement — mais non moins

inexorablement. Le plan appliqué, arrêté depuis longtemps déjà, est celui de changer le caractère ethnique du pays. Les Bulgares en sont chassés tous les jours, les Turcs et les Albanais sont contraints à abandonner leurs foyers, la colonisation par des Serbes se fait d'une manière systématique — tout cela d'après des projets bien préparés à l'avance par l'impérialisme et le chauvinisme serbes. Ces derniers se sont posé le but net de chasser la population autochtone macédonienne et, jusque là, de la terroriser, de la piller, de la dénationaliser, de l'assimiler. Les impérialistes serbes croient mieux pouvoir exploiter le pays et plus facilement réussir à étendre leur joug sur les autres parties de la Macédoine, lorsque le territoire macédonien qui se trouve entre leurs mains sera peuplé non plus par des Bulgares, des Turcs, des Albanais et d'autres nationalités non-serbes, mais par des Serbes seulement, et par de tels Serbes qui voudront soutenir la politique des dominateurs et se faire les propagateurs des plans expansionnistes de la clique de Belgrade.

La situation du peuple macédonien sous le joug serbe est identique à celle des peuples coloniaux. Dans le numéro précédent de ce journal a été décrite la situation dans les principaux pays coloniaux et semi-coloniaux. En remplaçant les mots : *Indo-Chine, Indes, Indes Hollandaises, la Corée*, etc. par le mot *Macédoine sous la Serbie*, nous aurons un tableau de la situation sous laquelle gémit ce pays.

Mais comment le peuple vit-il dans cette partie de la Macédoine ?

Le peuple macédonien y est privé des libertés politiques et civiles les plus élémentaires — oh, pardon : d'après la Constitution du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le peuple macédonien a le droit de participer à l'administration de l'Etat et aux élections qui ont lieu dans les différentes provinces de cet Etat, partant en Macédoine aussi — mais ce, seulement s'il renie sa nationalité, s'il sert fidèlement l'impérialisme serbe, s'il vote pour

... des partis et personnes qui y soutiennent la domination serbe. Les Macédoiens ne peuvent pas avoir leur propre parti, ils ne peuvent pas avoir leurs candidats, ils ne peuvent même pas voter pour des partis non-macédoiens mais qui reconnaissent au peuple macédoien le droit d'exister comme peuple. Plus encore : le gouvernement des impérialistes serbes a recours aux moyens de terreur les plus violents pour empêcher les Macédoiens de voter pour les représentants du parti démocrate, pourtant aussi panserbe que le parti au pouvoir (les autres partis de la Yougoslavie n'ont pas le droit d'exister en Macédoine). Ceci est dicté par l'étroite mentalité de coterie des radicaux serbes aujourd'hui au pouvoir en Yougoslavie. Il en serait de même, bien entendu, si au lieu d'être entre les mains des radicaux, le pouvoir se trouvait être entre celles des démocrates de M. Davidovitch ou de M. Pribitchévitch.

La terreur pré-électorale en Macédoine, la population macédoienne la ressent d'une façon très acerbée. Elle donne des victimes, continuellement, sans fin. Les gens sont battus, blessés, tués. Il y a cinq ou six mois, lors des élections communales et municipales en Macédoine, la population du pays a été particulièrement terrorisée. Dans plusieurs localités la terreur a été tellement affreuse que les démocrates eux-mêmes en ont été indignés. Dans le district de Skopjé, dans les villages de Lubantsi et de Boulatchéné, plus de 60 paysans ont été cruellement battus ; et il y avait parmi eux des vieillards de 70 ans. Une vingtaine d'entre eux ont été si atrocement torturés que l'on s'est vu obligé de les faire transporter dans les hôpitaux de Skopjé — huit se trouvaient dans un état mourant. Au cours de cette campagne électorale sept personnes ont été tuées.

La terreur en Macédoine sous le joug serbe est un des moyens les plus coutumiers du gouvernement. Elle est pratiquée comme un système. Bastonnades, tortures sont des phénomènes de tous les jours. Tous battent : la police, les gendarmes, les militaires, les « héros nationaux » tel que Vassil Trbitch et les renégats macédoiens tels que Kalamatieff et Tsikleff, et tous les fonctionnaires. Ce que ces agents du gouvernement ne pouvaient jamais se permettre de faire à Belgrade, à Niche, à Valjevo, à Pojarévatz ou même à Zagreb, Ljubljana, Serajevo — des villes en Serbie, Croatie, Sloveinie et Bosnie — en Macédoine ils le font par ordre du pouvoir central. Ils le font, parce que la Macédoine est une colonie serbe et que de tels crimes n'y sont point punissables. Nous ne connaissons pas un seul cas où un fonctionnaire serbe, fût-il policier, militaire ou civil, ait été puni pour un tel crime.

Il y a quelques temps, des élections ont eu lieu en Macédoine pour les conseils départementaux — « la terreur a été des plus furieuses en Macédoine » écrivaient les journaux de Bulgarie, et cela signifie : bastonnades, bastonnades, bastonnades.

Nous avons dit que la terreur en Macédoine sous la Serbie était un moyen de gouvernement. Cette terreur se perpète non seulement avant et pendant les élections — elle se perpète tous les jours, sans aucun prétexte, sans même que les victimes puissent être inculpées de la moindre infraction aux lois draconiennes en vigueur dans le pays — une de ces lois, c'est celle sur la Défense de l'Etat. On arrête des paysans, des artisans, des ouvriers, des intellectuels, des commerçants. De prétextes, les gendarmes et les policiers peuvent toujours en trouver : le plus commun et le plus fréquent est l'allégation d'avoir participé à des organisations conspiratives — et les arrestations commencent. On arrête par dizaines, par centaines des gens paisibles qui n'ont rien fait du tout contre les lois.

Il y a trois ans, il y avait dans les prisons de la Macédoine quelques milliers de détenus politiques. En été 1924 le gouvernement du Davidovitch, dans lequel se trouvaient aussi Korochev et Spaho, sur les instances du parti de Raditch (le parti paysan républicain croate de Raditch était alors un parti vraiment démocrate) accordait une amnistie politique. Plus de 1.500 prisonniers politiques ont été remis en liberté en Macédoine. Mais après la chute du gouvernement de coalition Davidovitch-Spaho-Korochev-Raditch et dès l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement (celui de Pachitch) les prisons se remplirent de nouveau de Macédoiens.

En 1925 et 1926, des centaines des paysans macédoiens des arrondissements de Chtip, Stroumnitza, Guevguéli, Skopjé, Velès, Bittolja et ailleurs ont été arrêtés et « jugés ». Quelques-uns d'entre eux ont été condamnés à mort, et exécutés ; tous les autres, sauf quelques rares acquittements, ont été condamnés à des travaux forcés de 4 à 20 ans. Il y avait, parmi les condamnés, des enfants de 12 à 14 ans.

Il y a aujourd'hui dans les prisons de la Yougoslavie plus de 7.500 détenus politiques macédoiens (ce ne sont pas seulement les prisons en Macédoine qui sont bondées de détenus politiques macédoiens, mais aussi celles dans d'autres parties de la Yougoslavie). Ce chiffre, c'est le député démocrate Kouyoumdjitch qui l'a indiqué dans un discours prononcé à Krалеvo.

Les impérialistes serbes appliquent leur politique en Macédoine par d'autres moyens aussi. Ils tuent. Tout simplement. Ils tuent des paysans, des artisans, des intellectuels macédoiens.

Le massacre par des mitrailleuses, en mars 1923, des 29 paysans du village de Garvan, arrondissement de Radoviche, est encore dans la mémoire de tous. Ce massacre a soulevé l'indignation et les protestations de tout le peuple macédoien. Les malheureuses victimes ont été tuées sur l'ordre de Dobritza Matkovitch, bien connu par ses forfaits dans tout le département de Chtip.

On est tué constamment, en Macédoine ; soit comme « katehak », soit « en tentative de fuite », ou « attaqué par des malfaiteurs inconnus » qui ne sont toujours que les gens de la police, les gendarmes et les « tohetnikis ». D'après les déclarations du député radical Pouzderliévitch, rien que dans l'arrondissement de Kotchani, en 1925, dans l'espace de quelques mois seulement, plusieurs paysans ont été tués, plusieurs centaines ont été bastonnés et torturés, et 225 maisons ont été incendiées. Tout récemment encore, l'ancien révolutionnaire macédoien Krsto Léonoff, arrêté il y a 8 ou 9 mois, a été tué à Bittolia « en tentative de fuite ».

Le régime en Macédoine sous le joug serbe est intolérable au plein sens du mot. « C'est la Sibérie yougoslave » — a dit un journal serbe en parlant de cette partie de la Macédoine. C'est l'enfer. La situation y est tellement affreuse que même un Ljuba Davidovitch, dans un discours prononcé au mois de mars 1926 à Pirott, s'est senti obligé de la dépeindre en les termes suivants : « Dans le sud (Macédoine), on gouverne aujourd'hui comme il y a 600 ans. A Chtip, un homme, qui avait été arrêté, est mort quatre jours après sa remise en liberté. Il avait subi des bastonnades tellement cruelles que sa chair vive s'était détachée en lambeaux de son corps. »

Le tableau que nous avons peint de la situation de cette partie de la Macédoine n'est pas entier. Nous le compléterons en exposant dans notre prochain article la politique poursuivie par l'impérialisme serbe dans le domaine de la culture du peuple macédoien, sa politique de colonisation et de spoliation économique. Nous montrerons en même temps la corruption de toutes les autorités gouvernementales et leur pillage journalier de la population de cette partie de la Macédoine.

Marcel Walter

La crise économique et financière dans la monarchie des S. C. S.

La « stabilisation » du capitalisme. La falsification du budget. Les impôts insupportables. La crise industrielle et agricole. Conclusion.

La crise industrielle dans la monarchie des S. C. S. devient de jour en jour plus insupportable. Ce que l'on a appelé la « stabilisation du capitalisme », que l'on a voulu réaliser principalement aux dépens du prolétariat par une attaque générale contre les salaires et par des impossibles impôts, se trouve aujourd'hui dans une situation presque sans issue. Parallèlement avec cette « stabilisation », la bourgeoisie pan-serbe a augmenté progressivement les budgets de ses besoins militaristes et impérialistes : 2.437 millions de dinars en 1919/20, 4.818 millions en 1920/21, 6.149 millions en 1921/22, 8.284 millions en 1922/23, 10.344 millions en 1923/24, 10.405 millions en 1924/25, 11.910 millions en 1925/26, 12.900 millions en 1926/27. Pour 1927/28, le budget prévoit 11.690 millions de dinars ; mais le véritable montant des prévisions budgétaires est de bien plus supérieur ; car il faudrait y ajouter encore la dette flottante de l'Etat qui, d'après les calculs de Juraj Demetrovitch, l'un des leaders des démocrates indépendants et leur délégué à la commission parlementaire des finances, s'élève à plus de 2 milliards de dinars. Et encore, le budget pour 1927/28 ne contient point les sommes destinées pour le service des dettes d'Etat d'avant et d'après guerre s'élevant à plus de 30 milliards de dinars.

Il s'ensuit de ces calculs que dans la monarchie des S. C. S., réactionnaire et corrompue, chaque habitant est imposé en moyenne de 1.000 dinars, ceci en dehors des autres contributions communales et administratives, des « koullouks » (travail forcé pour l'Etat — corvée), des amendes, des impôts prélevés en nature — comme, par exemple, dans le Banat où, en dehors des impôts en espèces, il a été prélevé de chaque paysan un impôt en nature de 50 à 100 kg de blé.

Le budget pour 1927/28 est, extérieurement, de quelques centaines de millions moins élevé que celui de 1926/27 ; mais ceci n'est qu'une cynique falsification, un mensonge éhonté. Là où, apparemment, il a été procédé à des réductions, cela n'a été fait que par une méthode de pure forme extérieure, de falsification, tel que les banques savent si savamment appliquer dans leurs bilans.

On le voit, d'ailleurs, sans peine. Dans l'application du système des économies, les impôts indirects ont été augmentés de 11 millions de dinars ; et ils s'élèvent aujourd'hui à presque 10 milliards. Rien n'a été changé des systèmes de l'imposition, rien des

positions d'impôts. Pas le moindre allègement sur toute la ligne du pillage du peuple. Le pourcentage de l'augmentation des contributions indirectes au cours des derniers sept ans est de 360% ; celui des impôts directs est de 18%. Il s'ensuit que les $\frac{3}{4}$ des innombrables milliards du budget, la bourgeoisie pan-serbe régnante les extorque des impôts indirects, c'est-à-dire des ouvriers, des paysans, des employés, des petits artisans, pour maintenir l'énorme appareil des policiers et des mouchards, des militaires, de la cour et des autres institutions réactionnaires et anti-sociales. Rien que pour le budget de la guerre, on affecte, d'après les chiffres officiels : 2,5 milliards de dinars, mais en réalité 5 milliards ; pour la police : $\frac{3}{4}$ de milliard ; et, d'autre part, c'est à peine si l'on veut dépenser une somme égale pour la situation économique et pour la santé publique et pour les mesures sociales toutes ensemble. D'après une statistique de l'économicien bien connu Chétchéroff, député démocrate, la charge du budget dépasse de 30% le revenu national, et la charge de l'impôt est à peine inférieur de 30% au revenu national.

Le revenu national était en 1914 entre 30 et 40 milliards de dinars ; par la crise générale surtout dans l'industrie agricole et par l'énorme baisse des prix des produits agricoles, il s'y produit une diminution de plusieurs milliards.

Le bilan commercial, pris en entier, est, pendant les cinq derniers ans, passif de plus de 3 milliards de dinars. L'importation est bien supérieure à l'exportation. Ce qui est bien caractéristique : il a été importé des produits de moulins pour 56.484.000 dinars — fait inouï pour un pays éminemment agricole.

Et quelle est la situation dans l'industrie agricole ? Nous avons déjà relevé plus haut l'énorme baisse des prix des produits agricoles comme conséquence de l'offensive du capital sous telle ou telle forme et l'énorme différence entre les prix des produits agricoles et des produits industriels. De plus, le paysan est spolié par l'Etat même qui s'assure d'innombrables millions par les monopoles du sel, du pétrole, etc., des articles de première nécessité pour le paysan. Ce dernier n'est d'ailleurs pas plus favorisé dans ses achats des moyens de production, pour tant que ces moyens peuvent entrer pour lui en considération. Il se trouve entièrement livré au capital d'usure qui, grâce à la protection étatique et policière, le transforme, en général, en un *esclave* de l'usure. Dans le travail de sa terre, s'il en possède une, le paysan est livré entièrement à la merci des spéculateurs et des banques, qui, exploitant sa pénible situation, entassent d'immenses bénéfices. Grâce au partisanisme, la bourgeoisie pan-serbe régnante poursuit une politique de crédits servant exclusivement ses propres intérêts. Elle accorde des crédits à longs termes à ses établissements de crédit dans les provinces, et ceux-ci, à leur tour, prêtent au paysan à des taux de 60 à 100% et plus. De là le processus de *prolétarianisation* des villages, de là les *faillites* dans les villages.

La *Politika* du 9 février illustre en ces termes la destruction de l'économie rurale :

« La chute des prix des produits agricoles de 1924 à 1925 se fit comme suit : du blé — 31%, maïs — 44%, prunes — 25%, betteraves — 31%, tabac — 60%, porcs — 45%, bétail à cornes — 38%, etc. ; alors que dans la même période les prix des produits dont le paysan a besoin changèrent à peine, ou, pour quelques articles, baissèrent à peine de 5%. Le billet de créance étrangle aujourd'hui le village, tout comme, dans la ville, il étrangle le petit artisan, le petit commerçant. Le prix de la terre a aussi baissé de $\frac{1}{3}$, ou plus. Un hectare qui, il y a encore 2 ou 3 ans, coûtait 25.000 à 30.000 dinars, ne coûte aujourd'hui que 18.000 à 20.000 dinars.

Il en est de même des autres industries. L'industrie du moulin et du bois traversent une crise aiguë. 90% des entrepreneurs travaillent avec un passif. Après la fin de la grève des mineurs anglais, la conjoncture dans l'industrie minière en Yougoslavie prit également fin. L'Italie, qui avait apparu sur notre marché houiller, se retourne de nouveau vers ses alliés — les Anglais. Les licenciements d'employés et d'ouvriers sont à l'ordre du jour. Les faillites augmentent de jour en jour et atteindront bientôt le chiffre de 10.000. Comme conséquence naturelle d'une situation économique tellement critique, le nombre des sans travail, employés et ouvriers, dépasse déjà 250.000.

Il est donc clair, sous de telles circonstances, que la bourgeoisie pan-serbe personnifiée par le parti radical au pouvoir, cherche à sortir de cette crise économique qui menace de lui rompre l'échine. Ouzounovitch VI « pense » que le problème économique est pour le gouvernement d'une grande importance ; il a annoncé qu'il « songe à prendre » certaines mesures — plates et générales — qui provoqueraient un allègement de cette crise.

On ne le sait, cependant, que trop bien que la bourgeoisie régnante ne se décidera nullement à apporter elle-même des « sacrifices » — et ce n'est pas par des interviews de cabinet que l'on peut remédier à une crise économique.

Cette crise porte d'ailleurs un signe caractéristique national. Des « réformes » comme celles envisagées par la bourgeoisie régnante, d'imposer aux ouvriers et paysans des conditions toujours plus pénibles, n'y peuvent porter absolument aucun sou-

lagement. La crise ne peut être quelque peu allégée que par l'application d'une réforme agraire conséquente, *sans indemnités*, l'inventaire devant aussi appartenir à celui qui laboure le sol — et non pas, comme le désirent les radicaux, les raditchiens, et d'ailleurs les autres partis bourgeois aussi, sans ou avec achat facultatif. Elle peut être allégée encore par une diminution radicale de l'armée, de la police, du budget de la cour, en faveur de positions sociales productives ; par un changement du système spoliateur actuel de l'imposition, en le remplaçant par une imposition uniforme et *progressive*, d'après le revenu et la fortune — les ouvriers, les paysans, les employés et les autres citoyens pauvres devant jouir d'une exemption absolue d'impôts jusqu'à une certaine hauteur du revenu. Il faudra aussi créer des coopératives agricoles et leur accorder des crédits bon marché à longs termes, modifier les tarifs douaniers en faveur des larges masses, conclure de favorables traités de commerce et surtout établir au plus tôt des relations commerciales et diplomatiques avec l'Union Soviétique.

Telles seraient quelques mesures qui pourraient alléger la crise — mais ce sont là justement des mesures que la bourgeoisie régnante ne veut et ne peut pas appliquer. Son attitude réactionnaire dans les affaires économiques est soutenue par sa politique réactionnaire, et vice-versa — car ce sont le pouvoir et le lucre qui sont en jeu. Sous de telles conditions, cependant, elle se heurte à la résistance des larges masses laborieuses. Cette résistance n'est pas encore assez unie et assez puissante pour pouvoir prendre une contre-offensive contre le régime d'oppression. L'immense masse paysanne serbe prolétarisée et celle des nationalités non-serbes, qui constituent l'armée principale de la résistance contre le régime, ne savent pas encore très nettement distinguer où se trouve leur adversaire principal — et ce grâce à la terreur blanche et à la perfide politique des raditchiens. Mais, les illusions disparaissent de plus en plus. L'idée de l'alliance des ouvriers et des paysans s'implante de plus en plus tant chez les ouvriers inorganisés que chez les masses opprimées paysannes serbes et non-serbes qui reconnaissent de plus en plus qu'une nouvelle lutte de libération leur est imposée contre leurs propres oppresseurs, une lutte âpre et acharnée, devant renverser la monarchie et le système actuel de l'oppression nationale et économique, et devant assurer la victoire des masses travailleuses.

Dimitri Jovanovitch

La question agraire et paysanne en Roumanie

III.

Qui sont ceux qui reçoivent des terres ?

Nous avons montré dans notre dernier article (N° 62, F. B.) comment, malgré l'expropriation, la grande propriété détient encore dans l'Ancien Royaume 3.821.157 ha, dont environ $1\frac{1}{2}$ millions de terres arables. Faisant pour toute la Roumanie un calcul analogue à celui que nous avons fait pour l'Ancien Royaume — déduisant notamment de la superficie totale du pays de 29.424.400 ha, les eaux, les voies, les bâtiments, etc. (5.016.862 ha), la superficie de la petite propriété d'au-dessous de 10 ha (6.991.715 ha), ainsi que la superficie des propriétés entre 10 et 100 ha (4.645.794 ha) — nous obtenons la superficie détenue *avant l'expropriation* par la grande propriété, c'est-à-dire 12.770.029 ha.

Qu'a-t-on distribué aux paysans par la réforme agraire, de cette superficie de la grande propriété ? M. Cipayano, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a affirmé dans une conférence qu'il a faite récemment à Bucarest, que la superficie distribuée aux paysans se monterait à 6 millions de hectares. D'après les données officielles, le total de la superficie *expropriée* de la grande propriété n'a que 5.914.019 ha.* S'il fallait donc croire M. Cipayano, il s'ensuivrait qu'on a distribué aux paysans plus qu'on n'a pris aux boyards.

Mais a-t-on distribué aux paysans au moins ces 5.914.019 ha ? D'après les faiseurs de réclame de l'oligarchie, il paraîtrait qu'oui. Et cela n'est qu'un mensonge. De la superficie expropriée ont été retenus (conf. aux statistiques du Min. de l'Agric.) pour les pacages communaux 867.978 ha, comme forêts communales** 392.232 ha et comme « réserves » de l'Etat 507.361 ha — en tout donc 1.767.571 ha.*** Par conséquent, d'après les données même

* Quand nous disons superficie expropriée, nous devons tenir compte de ce que les grands propriétaires ont été indemnisés de jusqu'à 40 fois le montant du fermage de 1917 à 1922. Il ne faut donc pas confondre l'expropriation avec confiscation. Il est ici question d'un achat par force de loi.

** Les forêts ne sont pas soumises à l'expropriation. Mais les propriétés des étrangers et de quelques autres catégories ont été complètement expropriées, avec les forêts.

*** D'après M. Rommenhoeller (La Grande Roumanie, pag. 185/186) la superficie des pacages retenus serait seulement de 546.868 ha, par contre celle des forêts communales retenues, de 701.027 ha.

officiels, il reste une superficie non pas « distribuée », mais vendue aux paysans de seulement (5.914.019 ha moins 1.767.571 ha) 4.146.448 ha. Et notamment vendue aux paysans à un prix de 20 fois celui du fermage des années 1917 à 1922.

Mais qui a donc reçu vraiment ces terres ? D'après la loi, les paysans sans aucune terre devaient recevoir des lots de 5 ha, et ceux qui en possédaient un lopin, des lots complétant jusqu'à 5 ha. Sur cette base, il était clair d'avance que les 4 millions de hectares étaient complètement insuffisants. D'autre part, l'oligarchie ne voulait pas exproprier toutes les propriétés d'au-dessus de 50 ha par exemple, ce qui aurait créé un fond de terres d'une étendue proche à celle nécessaire pour réaliser une réforme utile aux paysans. Il ne restait donc à l'oligarchie d'autre issue que de distribuer des terres *seulement à une partie* des paysans, divisant ainsi la paysannerie en deux camps, attirant l'un des camps contre l'autre et transformant, par ce moyen machiavélique, la haine légitime de la paysannerie contre l'oligarchie en une haine d'un camp des paysans (non doté de terre) contre l'autre camp (doté).

En fait, et pour commencer, ont été écartés de la distribution des centaines de milliers de paysans sous le prétexte de désertion ou insoumission pendant la guerre, ou de pactisation avec l'ennemi, ou d'attitude non-patriotique sous l'occupation allemande. Ce qui est caractéristique, c'est que nombre d'autres paysans ont été écartés de la distribution pour des prétextes diamétralement opposés : pour incapacité à travailler la terre à la suite d'invalidité provenant précisément de l'attitude « patriotique » sur le front. Après cette première réduction des paysans ayant droit à la distribution des terres, leur nombre est tombé à 1.692.000. Puisque la terre expropriée ne suffisait même pas à ceux-ci, 485.862 en sont restés non pourvus de terres, malgré leur droit reconnu par la loi et par diverses commissions. Le nombre de ceux ayant reçu de la terre est indiqué par le chiffre 1.206.138. C'est ainsi que l'affirme la statistique officielle : 1.206.138 personnes auraient reçu de la terre, et tous seraient des paysans. Nous verrons plus loin que c'est là une affirmation charlatanesque. Mais même en acceptant ce chiffre, il s'ensuit que 485.862 paysans avec des droits reconnus à la distribution, plus environ 800.000 paysans sans terre ou avec de la terre insuffisante mais écartés du premier moment, en tout plus d'un million et un quart de paysans, ont été trompés dans leurs espérances en la réforme agraire.

Nous avons calculé plus haut la superficie distribuée aux paysans, et nous sommes arrivés au chiffre de 4.146.448 ha. Mais les chiffres concrets sont de beaucoup inférieur à ce chiffre qui ressort des calculs comme ayant été réparti aux paysans. Voici les chiffres concrets : dans l'Ancien Royaume ont été distribués 1.400.490 ha à 414.968 personnes ; en Transylvanie 404.644 ha à 241.286 personnes ; en Bessarabie 1.098.045 ha à 357.016 personnes ; et en Boukovie 8.581 ha à 13.065 personnes. En tout, donc, ont été distribués à 1.026.335 personnes seulement 2.911.763 ha. Combien loin sommes-nous des 6.000.000 ha de M. Cipayano ! 2.911.763 ha, cela veut dire 1.234.685 ha de moins qu'il fallait distribuer si nous tenons compte de la superficie destinée pour la distribution. Les chiffres datent du 1^{er} août 1924 et paraissent les plus sûrs, puisque c'est M. Rommenhoeller, consul-général de Roumanie, qui les reproduit dans son livre, et il est évident qu'il les a recueillis à la source officielle même. D'autres chiffres plus récents (de 1925), incomplets et non-sûrs, ne donnent pas plus que 3.191.281 ha comme superficie distribuée, et notamment distribuée à 1.206.138 personnes (donc le chiffre que nous avons aussi trouvé). Mais d'après ce chiffre aussi il s'ensuit que (4.146.448 ha moins 3.191.281 ha) 955.167 ha ont été distribués de moins que ce qu'il fallait distribuer d'après la superficie expropriée. Où est-elle donc disparue, cette étendue considérable de terre expropriée, mais non distribuée ?

Mais restons à la superficie déjà distribuée. Que signifie cette distribution ? Combien le paysan « doté » a-t-il reçu ? Dans l'Ancien Royaume, conformément aux chiffres mentionnés (1.400.493 ha : 414.968 personnes) 3,37 ha en moyenne ; en

Transylvanie (404.644 : 241.286) 1,67 ha ; en Bessarabie (1.098.045 : 357.016) 3,08 ha ; en Boukovie (8.581 : 13.065) ... 0,65 ha, pour chaque personne. Voilà la « révolution pacifique » effectuée par l'oligarchie roumaine ! Un demi hectare pour chaque paysan « doté » !...

Mais en Bessarabie, où la réforme a été effectuée de la manière la plus radicale, comment la réalité se présente-t-elle ? Dans cette province, la réforme agraire a signifié non pas l'expropriation des seigneuries, mais au vrai dire *des paysans*. En effet, en Bessarabie, avant son occupation par les armées de l'oligarchie roumaine, la révolution avait exproprié *sans aucun dédommagement* (c'est-à-dire avait confisqué) toute la superficie de la grande propriété et l'avait passé *sans aucun payement* en la possession de la paysannerie : la terre arable avec tout l'inventaire avait passé directement en les mains des paysans, sans égard à la nationalité, et les forêts, les eaux à pêche, etc. en la possession commune de la paysannerie en la personne de l'Etat ouvrier-paysan — la République Moldave. Telle avait été la révolution agraire qui avait eu lieu en Bessarabie. Mais l'occupation de la République Bessarabienne par l'oligarchie roumaine a amené l'annulation de cette œuvre de profonde transformation sociale et de pleine libération de la paysannerie. Les forêts ont été d'un coup reprises de la jouissance de la paysannerie bessarabienne et ont été en partie déjà données, et sont en partie en train d'être données, en retour aux grands-propriétaires nobles russes et russifiés. Et la terre a été reprise par l'oligarchie et distribuée à nouveau d'après son bon plaisir et l'intérêt cupide de ses agents et alliés de Bessarabie. Les paysans ont été forcés de payer la terre qu'ils avaient conquise par la révolution. Au lieu d'une dotation des paysans, nous avons donc eu là en réalité une expropriation des paysans que l'occupation roumaine avait trouvés possédant toute la terre et tout l'inventaire. Mais ce n'est pas pour rien que la révolution a passé sur la Bessarabie. Le prix imposé a dû être moindre que dans le reste de la Roumanie, et la moyenne de la terre distribuée plus grande que dans les autres provinces annexées. En Bessarabie, la moyenne est d'un peu supérieure à 3 ha, tandis que dans les autres régions elle descend par endroits à un demi hectare.

Une pelletée de terre ! Symbole de la « grande » et pacifique « révolution » agraire réalisée par l'oligarchie roumaine...

Les chiffres donnés plus haut sont des chiffres de moyennes. Mais la réalité est au-dessous de ces moyennes. En premier lieu, dans le nombre de 1.206.138 de personnes dotées de terres, il y en a quelque cent mille qui n'ont rien de commun avec la paysannerie : agents de l'oligarchie, officiers, maîtres d'école, pé-engagés, popes, cabaretiers, agronomes, facteurs postaux, percepteurs d'impôts, etc. Ceux-ci ont reçu non pas l'étendue moyenne, mais des lots de 15 à 25 ha et plus. Ainsi, par exemple, on prépare en ce moment même la dotation des chevaliers de l'ordre Mihaile-Vaillant à raison de 25 ha à chacun. La même cote ont reçue les personnes qui se sont conquis des mérites lors de l'« union » des provinces avec la « mère-patrie », tel M. Hallpa par exemple. Les évêques ont reçu 150 ha chacun, plus des étendues de forêts, séparément. Le général Berthelot, pour les services rendus à la Roumanie pendant la guerre, a reçu un vaste domaine, avec résidence et inventaire. Par ces moyens, et par d'autres analogues, le nombre des paysans réels dotés est de beaucoup inférieur à celui indiqué par les statistiques officielles, la superficie reçue par chaque paysan est au-dessous de la moyenne indiquée et la portion de terre reçue est de la plus mauvaise qualité — de ce qui est resté après que les agents et favoris du régime ont choisi pour eux ce qu'il y avait de plus fertile et de mieux situé.

Voilà l'avorton infirme, nommé « grande réforme agraire », tel qu'il apparaît lorsqu'on lui arrache les haillons dont veut le couvrir l'oligarchie.

Mais nous n'avons pas fini.

I. Mateescu

P. S. Dans notre dernier article (*Féd. Balk.* N° 62, page 1158) — deuxième colonnée ligne 48 — il faudra lire : « occupé arbitrairement » au lieu de « inventorié ».

Les impressions de M. Georges Pioch de la Roumanie « charmante et terrible »

M. Georges Pioch s'était rendu en Roumanie, en janvier dernier, tant comme correspondant du grand quotidien parisien de gauche *Le Soir* que comme membre du Comité contre la Terreur Blanche dans les Balkans.

La série d'articles que l'éminent publiciste français a publié dans *Le Soir*, il l'a intitulée de : « La Roumanie charmante et terrible. »

et celle des réserves de l'Etat 638.681 ha ; en tout 1.886.576 ha ; c'est-à-dire à peu près 120.000 ha de plus que ne l'indique la statistique dont nous parlons dans le corps de l'article et qui a été aussi communiquée à la Chambre par le ministre d'alors Al. Constantinescu.

Ce double titre, et si éloquent, a invoqué en moi des souvenirs, de Constantinople, lorsqu'elle était le siège du Khalifat. Là-bas, lorsque des journalistes, de la France, de l'Occident en général, venaient voir, entendre, écouter, ils étaient saisis du charme, de la poésie, du pittoresque de la ville, de la courtoisie des Turcs ; mais, en retournant des mosquées et des collines d'Eyoub, des réceptions du Sélamlık, ils devaient passer devant les églises arméniennes où les rescapés des massacres, femmes et enfants, hagards, éperdus, mourant de deuil et de misère, levaient sur eux des yeux qui ne pouvaient plus pleurer ; ils devaient passer devant la place du ministère de la guerre où, dans un petit enclos grillé et sous la surveillance de soldats baïonnettes au

canon et fouets aux mains, des condamnés politiques étaient acroupis, à côté des boulets attachés aux bouts des chaînes rivées à leurs pieds et mains ; ils devaient passer devant ces trois trous où la veille des potences avaient été dressées. Ces Français, ces Européens, qui tous, avec les horreurs qu'ils avaient vues, avaient aussi subi le charme pénétrant de l'Orient, lorsque ils écrivaient leurs impressions ne pouvaient pas être suspectés d'une hostilité quelconque contre la Turquie ; aussi, par les horreurs qu'ils relevaient ne faisaient-ils que plus frémir encore d'épouvante leurs lecteurs.

M. Georges Pioch a trouvé la Roumanie charmante. Il a eu raison. Mais il l'a aussi trouvée terrible. Et cette définition, suivant la première, devient plus puissante ; l'intensité de l'horreur, en lisant ces choses vues, en devient plus poignante.

L'éminent écrivain a eu d'abord une entrevue avec le chef du cabinet du ministre de la justice. « Ma curiosité, écrit-il, en était à s'inquiéter de certaines spécialités des prisons roumaines — exemple : la *carcéra*, sorte de cerceuil vertical où il m'avait été dit que des incarcérés ont dû se tenir debout pendant six à dix jours ; la *ghérta*, sorte de trou en ciment, sans lumière aucune, et que l'on trouve particulièrement dans la section II de la prison de Doftana, etc.... quand notre entretien s'enrichit d'un nouvel interlocuteur.... Recueilli dans un fauteuil, celui-ci avait entendu mes propos.... Il me répondit : « Nous sommes les gardiens de l'Europe et de la civilisation occidentale contre le bolchévisme.... Nous recourons à l'arbitraire, parce qu'il nous est indispensable. Il peut y avoir des abus ; ils nous sont commandés par l'instinct de conservation.... » — J'appris, l'ayant quitté, que j'avais causé avec M. Camil Dèmeşescu, procureur-général du district de Bucarest. »

Donc, le procureur-général du district de Bucarest a dû lui-même confirmer que l'arbitraire était indispensable aux autorités roumaines, que les abus leur sont commandés par l'instinct de conservation. Ces paroles de M. Camil Dèmeşescu forment document.

Et qui s'indigne, qui se révolte contre cet état des choses ? Seulement et uniquement les masses travailleuses. Et les autres ? N'élèvent-ils aucune voix de protestation, en tant qu'humains eux-mêmes ?

M. Pioch nous l'expose : dans le train, il a été observé « avec une curiosité, vite sympathique.... », puis, « des propos divers, courtoisement échangés », — « j'avais l'impression, allant à Bucarest, de revenir de quelque station balnéaire, où j'aurais fait trempette dans l'eau en la compagnie d'hommes et de femmes, tous des amis, et les plus charmants du monde. » — Naturellement, on l'interrogeait. — « Je répondis que je venais de Paris tout exprès pour assister aux audiences du procès Boris Stéfanoff.... — Boris Stéfanoff ? Un procès ?... Ah ! bah ! — Autour de moi, hommes et femmes, que leur étonnement faisait plus charmants encore, s'interrogeaient sincèrement du regard.... Aucun d'eux n'avait entendu parler de ça. Je précisai : Un procès politique —.... ce qui me valut cette réponse d'un jeune homme, devenu tout-à-coup aussi indifférent qu'il était élégant : « Il y en a tant, chez nous, de procès politiques ; nous avons tellement l'habitude des complots, qu'on n'y fait plus attention.... Cela regarde le gouvernement. » Comme j'avais parlé d'une enquête que je pourrais mener à Bucarest, je m'attirai cette réponse d'une femme exquise : « Une enquête : quelle drôle d'idée ! Mais vous le verrez vous-même : il ne se passe rien à Bucarest.... »

C'est cette horrible indifférence de la masse bourgeoise qui, avec la terreur exercée sur la masse travailleuse, fait la force de l'oligarchie au pouvoir.

Puis, M. Pioch parle de la situation des nationalités non-roumaines.

« C'est à qui, parmi eux, se souviendra, nostalgique et douloureux, c'est à qui regrettera : celui-ci de n'être plus classé Hongrois, celui-là de n'être plus tenu pour un Bulgare, cet autre de n'être plus un Russe, comme tant d'autres. Un Bessarabien, Russe naguère, et présentement Roumain, me disait : « Vous m'aurez compris, Monsieur, se je vous dis que, comparés aux fonctionnaires du gouvernement roumain, les fonctionnaires du tsar pouvaient passer pour d'honnêtes gens.... » — 35.000 Dobroudjanais, naguère Bulgares, se trouvaient si bien d'être Roumains qu'ils ont pris, désespérément, le parti de s'expatrier. »

Pour « prélude à cette réalité sinistre », il y eut, selon l'usage, de belles promesses : expropriation des terres féodales, partage de ces terres entre les paysans.

« ...L'expropriation a eu lieu, écrit M. Pioch, le partage aussi.... Mais le partage a été si bien l'ouvrage de l'oligarchie et de l'administration roumaines qu'il n'a fait les affaires que de leur clientèle, de leurs favoris, de leurs suppôts. »

A Bucarest, il constate que l'état de siège y règne, imperturbable, depuis 1916 : il rencontre des patrouilles. Et, dans le centre le plus brillant, le plus vivant de la ville, dominant impérieusement « jusqu'à paraître les écraser, sur toutes les maisons qui l'environnent, sur tous les gens qui grouillent à sa base, sur tout le mouvement civil qui flue et reflue à son ombre » s'élève le

Cercle Militaire. Et il se rappelle qu'en Roumanie le budget de la guerre n'absorbe pas moins du tiers des dépenses nationales.

Il constate encore que « comme dans toutes les villes où la Victoire, en ruinant les braves gens, a ouvert infiniment carrière aux agioteurs », les Banques à Bucarest « font figure de palais ».

Et, tout à côté, c'est la misère la plus horrible. C'est *Grova-zesti* et *Grivitza*, deux de ces faubourgs « où la peine ordinaire aux hommes est chargée d'une douleur de vivre qui a peu d'égaux sous le ciel.... » ces quartiers qui « par leur dolent mutisme, portent contre les maîtres de la Roumanie une accusation de tous les instants.... une accusation telle, faite d'une réalité si odieuse, si abominable, si pitoyable aussi que je mets au défi le roi de Roumanie, qui n'aura guère eu de viril et de caractérisé que ses turpitudes, sa femme, aux façons familières de Grande Catherine, le génie, seul, lui manquant ; et tous leurs ministres.... de me faire condamner par un jury français si je dis, ayant vu ce que j'ai vu, qu'ils égalent en infamie les assassins issus de la plus méchante pègre.

« Un roi, une reine, un gouvernement, des édiles, qui ont, à leurs portes, la présence, la prière quotidienne d'une telle misère de l'ouvrier, d'un tel enfer de l'homme, de l'enfant, de la femme, n'ont su, jusqu'à ce jour, que s'en cacher, s'en taire.... sont des criminels de droit historique, certes, mais, aussi, de droit commun.... Un roi qui peut, souverainement, superbement, béatement, quasi-divinement, recevoir chaque jour, rien que sur la liste civile, 124.241 leis.... alors que sa capitale porte à ses flancs ces chances de la pire pauvreté : *Grova-zesti* et *Grivitza* — ce roi peut bien souffrir tous les maux qu'il endure aujourd'hui dans sa chair, et de plus vifs encore : je dis qu'à défaut des hommes, c'est la nature qui lui fait ainsi justice.... »

Terrifiant réquisitoire, formidable expression de révolte et d'indignation. Mais combien vraie, combien justifiée !

« Ces fondrières qui furent, peut-être, des rues ; ces *isbas* qu'on y voit, toutes lézardées, toutes minées ; ces maisons très basses aux aspects d'étable, où l'âne et le bœuf manquent afin que Noël n'y soit jamais, mais dans lesquelles il est ordinaire que se parquent jusqu'à douze êtres humains.... cette lèpre humaine, où je voyais, attirés sur le pas de leur porte par notre passage, des hommes effarés, des femmes geignantes, des gosses mendians, tous en haillons, tous grelottants.... baignant dans une neige changée en boue par le dégel.... Ici ce qu'on fait encore de mieux, c'est mourir, ceci, avec soulagement sans doute, et dans le désespoir d'avoir vécu.... » Et le contraste : la gare des marchandises, où abondent, certains jours, les richesses en pétrole, en marchandises, en céréales, étalés sous les yeux « de ceux qui meurent, lentement mais sûrement, de la tuberculose et de la misère.... »

Certes, la Roumanie n'est pas le seul pays où « l'ordre social établi » veut que l'un crève de faim pour que l'autre se gave de jouissances. Mais elle est aujourd'hui, avec la Bulgarie, le coin de terre où l'oligarchie ne recule devant aucun moyen, devant aucun crime, pour se maintenir au pouvoir et continuer son exploitation effrénée. L'arbitraire est indispensable aux autorités roumaines, et les abus leur sont commandés par l'« instinct de conservation » — l'on ne saurait vraiment trop se rappeler ces paroles.

La seule réponse que MM. Averesco, Bratiano et suppôts aient à toutes les demandes les plus élémentaires des affamés, c'est la *Sigurantsa*.

Mais, on serre les dents, on crise les poings : on n'en parle pas encore trop haut, en Roumanie, mais on y songe toujours. Les masses, lentement mais sûrement, irrésistiblement, tendent leurs mains, décharnées mais vigoureuses, vers un meilleur être, vers un meilleur avenir.

Un jour, on pourra manger à sa faim, en Roumanie aussi, et ce jour n'est pas très éloigné.

Louis Mesnard

La meurtrière de Panitsa : Mencia Carniciu, et le meurtrier des ouvriers, paysans et intellectuels macédoniens : Ivan Mikhaïloff, mariés

Le digne collaborateur de Protoguéroff, le digne successeur de Todor Alexandroff : Ivan Mikhaïloff, ce sanguinaire aventurier qui dégoutte encore du sang des ouvriers, paysans et intellectuels macédoniens et bulgares qu'il a versés, vient de se marier avec Mencia Carniciu, la meurtrière physique du héros macédonien Todor Panitsa, son bienfaiteur.

Lorsque Mencia Carniciu avait à répondre de son crime devant les jurés viennois, il fut établi que le meurtrier qu'elle a accompli avait en réalité été perpétré par l'O. R. I. M., par Protoguéroff, par Mikhaïloff, et que cette fille n'avait été que l'instrument de cette bande d'assassins. Le défenseur de la meur-

rière, enthousiasmé par les lévas bulgares, et les journaux à la solde de Tsankoff et de l'O. R. I. M., ont proclamé à haute voix que Mencia Carniciu était une nouvelle Charlotte Corday. On fit tant, et si bien, que, quoique condamnée à huit ans de prison, elle a été immédiatement remise en liberté, vit son état de « mourante ». Rentrée en Bulgarie, elle a été accueillie par une certaine clique comme une héroïne nationale, fêtée, choyée ; et cette fille qui, à Vienne, vivait surtout de la charité de celui qu'elle abattit par la suite ignominieusement, a enfin connu l'aisance, l'opulence. Et, aujourd'hui, Ivan Mikhaïloff, chef de l'O. R. I. M., épouse Mencia Carniciu, meurtrière de Panitsa qui fut l'une des figures les plus saillantes du mouvement révolutionnaire de l'ancienne O. R. I. M.

Rien ne saurait mieux caractériser l'ignoble cynisme de cette horde qui, juchée sur la détresse de son propre peuple, n'a jamais reculé devant les pires forfaits pour maintenir sa position privilégiée sous des gouvernements tels que celui de Tsankoff et celui de Liaptcheff.

Le sang ne cesse pas de couler. Car, plus la réaction continue sa brutale destruction, plus les opprimés serrent les rangs. Le gouvernement de Sofia frappe, dans le tas, l'O. R. I. M., empressée, lui fournit ses condottieri ; on « découvre » des « complots communistes » — arrestations, tortures, massacres ; des « élections » ont lieu — terreur, bastonnades, tueries ; quelque journal se montre assez hardi, assez indépendant, pour élever une voix de protestation — on en arrête toute la rédaction, tous les collaborateurs (*Novini*) ; les prisonniers politiques, au nombre de 2.000, demandent l'amnistie — on leur inflige des traitements qui les obligent à avoir recours à ce moyen ultime, ce moyen horrible : la grève de la faim ; un homme d'honneur, un homme de bien, un médecin, a eu, en son temps, une activité communiste — on le brûle vif, lui, sa femme, ses enfants (*Dr Bécheff*). Et si quelques personnes, quelques hommes dont les vies n'ont été qu'un dévouement sans fin et sans limite à la cause de leur peuple, ont pu s'échapper des serres des vautours, ont pu se rendre à l'étranger pour y élever des cris de détresse dans l'espoir de faire mettre une fin à ce carnage de leur propre peuple, ces hommes de courage et d'abnégation sont proclamés des « traîtres » à leur patrie ! et un criminel qui, à Milan, tue un Tchaouloff, une fille qui, à Vienne, tue un Panitsa, sont proclamés les « sauveurs » de leur pays !

D'autres « sauveurs » ont été à nouveau dirigés vers les pays européens où des « traîtres » travaillent avec énergie à la libération de leur peuple. Un certain Drangoff, membre de l'O. R. I. M., est, dit-on, arrivé à Vienne pour épurer l'atmosphère. Ce Drangoff est un professionnel : en 1924 il a exécuté l'arrêt de mort prononcé par l'O. R. I. M. contre Aleko-pacha. Il se trouverait, d'ailleurs, déjà en très bonnes relations avec des organisations fascistes à Vienne et avec un certain « étudiant » bulgare Nicolas Véleff, qui « étudie » en cette ville depuis 1910. Si Drangoff réussit à exécuter un ou plusieurs arrêts de mort de l'O. R. I. M., on trouvera pour lui aussi le moyen de le faire rentrer en Bulgarie, où il sera lui aussi fêté comme un héros national, un sauveur, et, s'il n'est pas encore marié, il convolera en justes noces avec une sœur ou une fille d'un des chefs de l'O. R. I. M.

Ivan et Mencia Mikhaïloff (née Carniciu) sont allés, dit-on, passer leur lune de miel sur les bords de l'Adriatique, en Italie ; au pays de Mussolini.

Tu duca, tu signore et tu maestro.

Spectator

Une grande réunion à Paris pour l'Amnistie en Bulgarie

Le lundi 28 février, salle des Sociétés Savantes, à Paris, le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a organisé une grande démonstration en faveur de l'amnistie en Bulgarie, sous la présidence de Mme de Saint-Prix, assistée de M. Marcel Willard, secrétaire général du Comité.

Devant une très nombreuse assistance, MM. Daniel Renoult, Bracke, Paul-Louis, Gabriel Péri et un délégué de l'émigration bulgare, prirent la parole.

Ils stigmatisèrent les crimes commis par le Zgovor et les organisations secrètes à son service sous les gouvernements Tsankoff et Liaptcheff.

Ils saluèrent le mouvement libérateur qui se dessine en Bulgarie, et dont les premiers triomphes seront le vote de l'amnistie intégrale, l'abolition de la loi de Défense de l'Etat, la légalisation de l'action ouvrière.

Ils montrèrent les dangers, que la réaction fasciste, en liaison étroite avec Mussolini, fait courir à la paix du monde et appelèrent les travailleurs manuels et intellectuels de France à l'aide des opprimés de Bulgarie.

C'est au milieu d'un magnifique enthousiasme que l'ordre du jour suivant a été voté à l'unanimité :

« Les citoyens réunis le 28 février, salle des Sociétés Savantes, à Paris, sous la présidence de Mme de Saint-Prix, après avoir entendu les citoyens Daniel Renoult, Bracke, Paul-Louis, Gabriel Péri et un délégué de l'émigration bulgare, élèvent une fois de plus la protestation de l'opinion publique française contre les crimes accumulés par la Terreur Blanche en Bulgarie depuis le 9 juin 1923.

» Ils constatent que le ministère Liaptcheff n'a fait que continuer l'œuvre sanguinaire du ministère Tsankoff et a ajouté plusieurs milliers de victimes aux 20.000 morts dont ce dernier est responsable.

» Ils saluent avec enthousiasme le grand mouvement populaire qui se développe en Bulgarie pour l'amnistie intégrale, la légalisation des partis et associations exclus du droit commun, et l'abolition de la monstrueuse loi sur la Défense de l'Etat, c'est-à-dire, pour la liquidation du régime de la Terreur Blanche et le retour de la Bulgarie à une vie normale.

» Ils félicitent et encouragent tous ceux qui, en Bulgarie et à quelque parti qu'ils appartiennent, luttent pour l'amnistie intégrale qui sera la délivrance de tout un peuple.

» Ils les assurent que l'opinion publique française les soutiendra dans cette lutte, notamment lors des prochaines élections législatives d'où dépend le sort de la Bulgarie.

» Et se séparent aux cris de :

A bas la Terreur Blanche ! Vive l'amnistie complète en Bulgarie ! »

M. Emile Kahn, professeur, du Comité de la Ligue des Droits de l'Homme, avait chargé M. Bracke de donner son adhésion au meeting.

Le mouvement pour l'amnistie

Le grand mouvement populaire se poursuit en faveur de l'amnistie.

L'organe socialiste *Narod* a publié un article intitulé « L'amnistie à tout prix ! ».

Znamé, le journal du parti démocrate fait également campagne pour, ainsi que les journaux *Zemledelsko Znamé* (du parti paysan) et *Novini* (des Comités du Travail).

* * *

Les réfugiés politiques bulgares se trouvant actuellement dans le camp d'émigrés à Indja (Yougoslavie) ont envoyé, le 31 janvier 1927 au président du Sobranié, avec des copies à toute la presse, une requête dans laquelle ils demandent l'amnistie générale, l'abolition de la loi de Défense de l'Etat, etc....

Ont signé pour les émigrés : A. Zlatkoff, A. Bisseroff, X. Andréeff, R. Christoff, D. Ivanoff, I. Stankoff.

Des requêtes pareilles ont été envoyées par tous les prisonniers politiques de la prison de Varna et par les parents des prisonniers politiques de Harmanli.

Une pétition signée par plus de soixante femmes et enfants des prisonniers politiques a été adressée aux députés de l'opposition : Sakasoff, Kostourkoff, Malinoff, Dilianoff, Ganef et aussi au Président du Conseil et au Président de la Chambre.

Les signataires, en exposant la situation tragique des familles des prisonniers et des disparus, demandent en premier lieu, une amnistie générale pour les détenus et émigrés, et aussi la création légale d'un Comité de Secours aux victimes politiques.

Intervention du Comité de Vienne contre la Terreur Blanche dans les Balkans en faveur des prisonniers politiques en Bulgarie

Le Comité de Vienne contre la Terreur Blanche dans les Balkans a envoyé à M. Liaptcheff et aux journaux bulgares des dépêches de protestation, signées par le président M. Rudolf Goldscheid et le secrétaire Dr Schönfeld, contre les mesures ayant contraint les prisonniers politiques à déclarer la grève de la faim, et demandant que l'on trouve dans un esprit humanitaire une solution pour ces malheureux.

LA RÉACTION DANS LES BALKANS

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie:

Nouvelles condamnations à mort. — Le tribunal politique continue son activité de terreur et de barbarie. Ces derniers jours deux moines réguliers ont été condamnés à mort, et l'un d'eux, un jeune prêtre nommé Dom Gjon Gazulli, a été pendu devant sa maison. Dom Gjon Gazulli avait terminé ses études universitaires à l'étranger et était retourné dans sa patrie, plein d'amour pour son peuple. Lors de la dernière révolte il s'était exprimé ouvertement contre les mesures barbares du gouvernement qui faisait mourir de faim et de froid, dans les prisons, des vieillards, des femmes et des enfants. Il a payé de sa vie cette attitude humanitaire. Nous n'avons pas encore de nouvelles sur le sort du second moine condamné à mort.

La confiance d'Ahmed Zogou en ses propres facteurs. — Depuis la ratification du traité italo-albanais qui transforma l'Albanie en une colonie italienne, Ahmed Zogou n'ose plus se montrer dans la rue et a une peur terrible de ses propres gens. Il ne trouve de la sécurité nulle part, pas même chez ses propres partisans. Depuis la conclusion du traité il n'a même pas encore reçu son propre Cabinet. Il n'est en relation avec ses ministres et les autorités que par le téléphone.

Bulgarie:

Les « disparitions sans trace ». — Le journal « Narod » écrit que Dimitri Hieff, l'avocat de Dorechovo, ancien secrétaire de l'Union de la Jeunesse agrarienne a été enlevé par des « inconnus » et n'a plus reparu. C'était un émigré qui s'était enfui de la Bulgarie en 1924, mais, croyant que l'amnistie proclamée était une amnistie véritable, ayant pour but de pacifier la Bulgarie, il était rentré il y a quelques temps chez lui. Les autorités responsables déclarent ignorer où il se trouve.

L'immunité parlementaire sous Liaptcheff. — Le 7 février, le député Karaïvanoff, du parti agrarien, voulait tenir une réunion à Roussé; mais il en a été empêché par la police, qui l'a arrêté et l'a si cruellement battu qu'il en est tombé évanoui. Karaïvanoff a adressé dernièrement au Parlement une question au ministre de l'intérieur M. Liaptcheff en exposant son cas. Mais M. Liaptcheff lui a répondu que tout ce que le député précité exposait — avec preuves à l'appui — n'était que des mensonges, et lorsque là-dessus l'opposition toute entière, indignée de ce cynisme, protestait avec véhémence, M. Liaptcheff répliqua tout simplement qu'il n'entendait pas.

De nouveaux malheurs sur les réfugiés. — D'après les déclarations de M. Liaptcheff au Parlement bulgare le nombre des familles des réfugiés qui doivent être installées s'élève à 31.511. Il y a, en outre, 7.176 familles qui n'ont pas les qualifications nécessaires pour être installées, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas donné la déclaration d'accepter la nationalité bulgare.

D'autre part, d'après le rapport du commissaire de la Société des Nations pour l'installation des réfugiés M. Charron, on prévoit les déplacements de 442 familles de la zone sur la frontière grecque, 1.029 familles de la zone sur la frontière serbe et 479 familles de la zone sur la frontière roumaine de la Dobroudja.

On voit donc que l'emprunt, qui était destiné à alléger les souffrances des réfugiés, par l'application des mesures que le gouvernement bulgare a décrétées ne fait qu'empirer le sort de ces malheureux.

Fascistes et militaristes. — Lors de la discussion au parlement bulgare du budget de la guerre, qui s'élève à 1.200 millions de lévas, soit le 1/3^{me} du budget de l'Etat le député socialiste Grigor Techechmedjief s'est permis d'en faire la critique. (Le parti socialiste n'a pas de représentant dans la commission parlementaire de la guerre.) Mais cet essai de toucher à ce sancta sanctissima des fascistes militaristes bulgares a effrayé le ministre de la guerre, le sanguinaire Vlkoff, et ses aides-de-camp, les différents membres de l'escadron parlementaire Kiamileff, Petroff, et tutti quanti. Il a suffi seulement que Techechmedjief relève que pour les 26.000 soldats de l'armée bulgare (en Bulgarie l'armée se compose de volontaires payés) il n'a été prévu que 120 millions de lévas, c'est-à-dire près de 5.000 lévas par personne et par an, et que pour les 7.000 officiers on prévoit 480 millions, soit en moyenne 90.000 lévas par personne et par an; que dans le budget pour le personnel du ministère de la guerre on prévoit de gros émoluments pour 13 officiers « à disposition » — et toute la bande d'assassins de Vlkoff a éclaté en fureur, attaquant, invectivant, menaçant le député socialiste. Ils l'ont qualifié de « traître », d'« agent », provocateur », et le président s'est empressé de lui retirer la parole.

Il est intéressant de relever quelques passages du discours du député socialiste :

« Si nous continuons à marcher sur le même chemin, a dit M. Techechmedjief, que nous avons suivi jusqu'à présent (les citations sont faites d'après les sténogrammes parlementaires publiés par le « Narod » du 9 crt), nous devons enregistrer dans notre histoire non seulement les deux dernières catastrophes du pays, mais encore une troisième catastrophe, et qui sera encore plus grande. Ce n'est pas le chemin des armements militaires seulement qui mène au salut de la patrie. »

Puis, après avoir montré les exemples de l'esprit militariste en Grèce et au Portugal, le député socialiste a ajouté que le parlement a bien le droit, s'il veut remplir son devoir, de savoir vers quelle

direction est dirigée la politique du pays et sur quel chemin on doit marcher à l'avenir — ce qui a provoqué de nouvelles insultes et menaces de la part de la horde de Vlkoff et ce qui a poussé un député agrarien à leur crier : « Mais pourquoi avez-vous donc peur de lui ? Vous lui enverrez tout simplement une chemise noire, et tout sera dit. »

Malgré le vacarme et les cris des fascistes bulgares, Techechmedjief a pu encore prononcer les paroles suivantes :

« Nous ne pouvons pas permettre que l'on fasse du partisanisme avec l'armée bulgare. Cette armée doit être conduite de telle sorte qu'elle serve les intérêts du peuple bulgare. Ne poussez pas les choses au point de faire tomber l'armée bulgare à un tel degré que demain elle marche peut-être contre son propre peuple opprimé et épuisé par les désastres et la misère dans lesquels vous le jetez. »

A ces mots, le président retira la parole à l'orateur déclarant ne pas pouvoir tolérer que l'on dise de telles choses. Cette mesure arbitraire a provoqué les plus vives protestations sur les bancs de l'opposition et Pastoukhoff s'est écrié : « C'est révoltant ! On n'est pourtant pas ici au club des officiers ! C'est ici le parlement, la chambre des députés bulgare ! »

Dans un grand tumulte, Techechmedjief a pu encore déclarer :

« Nous ne voterons pas ce lourd budget » — puis, s'adressant aux gouvernementaux :

« Vous ne faites que créer des conditions pour de nouvelles violences dans le pays. »

La situation de la jeunesse en Bulgarie, telle qu'elle est en réalité. — Dans une réunion, tenue le 25 février, de l'Union des syndicats indépendants à Sofia, le secrétaire de l'Union a dépeint les conditions effroyables dans lesquelles sont obligés de travailler les enfants bulgares dans l'industrie. Il a relevé le fait saillant que dans tous les dépôts de tabac le nombre des enfants de 12 à 15 ans augmente d'une façon terrible. Il en est de même dans la production textile à Sliven, à Gabrovo, et en partie à Sofia, dans l'industrie métallurgique, de la chaussure, du meuble, du papier, de l'imprimerie, etc. et même dans l'industrie du sucre où, il n'y a pas longtemps, aucun enfant ne devait travailler. Et dire que dans ce pays il existe depuis 1905 une loi pour la protection des enfants qui interdit l'emploi des enfants d'au-dessous de 14 ans.

En dépit de la loi de 8 heures qui existe aussi en Bulgarie, ces enfants sont obligés de travailler 10 à 12 heures par jour et même plus.

Cela sonne comme un paradoxe si nous relevons que tandis que la situation inhumaine faite aux enfants en Bulgarie était ainsi stigmatisée, l'« Union bulgare pour la protection des enfants » tenait sa réunion annuelle dans la salle de l'Académie des Sciences à Sofia et que dans cette réunion la femme de M. Liaptcheff était proclamée membre honoraire de 1^{er} rang !

Mesures contre la grève de la faim des prisonniers politiques... — Le journal « Novini » ayant publié l'appel des prisonniers politiques qui avaient déclaré la grève de la faim et qui y exposaient les raisons qui les avaient contraints à avoir recours à ce moyen extrême, le gouvernement de Liaptcheff a fait arrêter tout le personnel de la rédaction et de l'administration du journal précité.

La crise chez les viculteurs en Bulgarie et l'attitude du gouvernement. — Les viculteurs bulgares se trouvent depuis quelques années dans une situation déplorable. La production du vin est suffisamment grande par rapport aux besoins de la consommation; les prix du vin sont tombés; mais les impôts, au lieu de baisser, ont augmenté. Près d'un million de personnes qui vivent de cette branche de l'économie nationale, sont livrées à une crise d'autant plus aiguë que beaucoup de vignes ont été détruites par des maladies diverses; mais le gouvernement, au lieu de prendre en considération la situation pénible de cette masse de travailleurs, favorise une poignée de gros industriels : les producteurs d'alcool.

Dernièrement, une délégation de 30 personnes des viculteurs qui sont tous organisés, est arrivée à Sofia pour demander au ministre des finances Moloff la diminution de certaines taxes, etc. et principalement la non-application de l'augmentation des droits d'accises récemment décidée. Mais l'honorable ministre des finances, soucieux des intérêts des différents sociétés capitaliste, a refusé de recevoir même cette délégation. (« Narod. »)

L'assassinat d'un fonctionnaire supérieur de la police à Sofia. — Le 5 crt a été assassiné, par des « inconnus », à Sofia, le chef de la section politique étrangère de la direction de la police Ivan Iconomoff. Les assassins n'ont pas pu être arrêtés. On prétend avec insistance que ce meurtre est l'œuvre de l'ancien directeur de la police Kovatcheff, qui a été contraint à se démettre de ses fonctions le 23 février dernier à la suite de l'acquiescement du gérant responsable du journal gouvernemental « Posledna Pochta » qui l'avait accusé d'avoir abusé de sa position pour des intérêts privés. Kovatcheff est un partisan du groupe de Tsankoff-Rousseff qui mène une lutte clandestine mais acharnée contre le groupe de Liaptcheff auquel appartenait Iconomoff.

Malgré que tout confirme le bien-fondé de cette supposition, le gouvernement cherche à exploiter ce fait pour entreprendre de nouvelles mesures de violence contre ses adversaires politiques et spécialement contre les ouvriers. Les journaux gouvernementaux ont déjà com-

mené à écrire qu'Iconomoff avait été en train de « découvrir » une « organisation conspirative », et veut ainsi donner l'apparence qu'il ait été tué par des membres d'une telle organisation. Le gouvernement fait propager les mêmes explications tendancieuses par les journaux à sa solde à l'étranger.

Un Parti Ouvrier en Bulgarie. — Le 24 février a eu lieu à Sofia une Conférence des groupes ouvriers sans parti de la capitale et de la province qui, après en avoir élaboré la plate-forme, a proclamé la constitution d'un Parti Ouvrier en Bulgarie. C'est un parti de classe dans sa composition et dans le but qu'il poursuit. Il demande la collaboration des autres organisations de travail pour la formation d'un Bloc du travail et il accepte même celle des partis bourgeois.

Le Parti Ouvrier est contre l'action individuelle, la terreur, les attentats. Il condamne ces moyens de lutte comme nuisibles à la classe ouvrière et ne servant que de prétextes au pouvoir bourgeois pour renforcer ses violences contre les travailleurs. Il se place sur le terrain légal de la lutte des masses en une action organisée et légale. Seront membres du Parti Ouvrier les salariés et les employés qui accepteront son programme et ses moyens de lutte. D'autres groupes de travailleurs, les artisans, les paysans, les travailleurs intellectuels peuvent aussi entrer dans le Parti Ouvrier s'ils en acceptent le caractère, les buts et les moyens de lutte.

Le Parti Ouvrier élève des revendications économiques et politiques.

Il demande une législation sociale complète, l'amélioration de la situation des petits fonctionnaires et employés, des mesures pour la diminution du chômage, la création de possibilités de travail pour les sans-travail, l'expulsion des émigrés russes wrangéliens, protection spéciale du travail des adolescents, journée de 6 heures, suppression du travail nocturne, application effective de l'instruction générale obligatoire et gratuite, admission facile des enfants d'ouvriers dans toutes les écoles; protection du travail des femmes et salaires égaux à ceux des hommes, protection de la maternité; protection des coopératives contre le gros capital; octroi des revendications des autres couches des masses travailleuses, des crédits faciles et à bon marché aux artisans; protection des paysans, artisans et commerçants ambulants contre les usuriers et les gros commerçants; remise en vigueur de la loi sur la propriété du travail, distribution de terres aux réfugiés et paysans sans terre ou avec un tout petit lopin de terre, installation des réfugiés et participation de leurs représentants dans les commissions ad hoc; acceptation des revendications des invalides, des veuves et des orphelins de guerre pour une vie supportable; application des mesures pour le ravitaillement de la population, lutte contre la cherté, la spéculation, l'usure; cessation des persécutions contre les organisations professionnelles et liberté de lutte pour celles-ci, application des mesures pour atténuer et supprimer la crise économique, suppression des impôts indirects, impôt progressif sur le revenu, exemption d'impôts des personnes ayant un revenu de moins de 50.000 lévas par an, réduction des budgets affectés à des buts improductifs — police, etc.; efforts pour la suppression des réparations; mesures contre la crise des logements, etc.

Les revendications politiques du Parti Ouvrier sont les suivantes: restitution des libertés politiques et civiles, droit de réunion, d'organisation, liberté de presse, suppression de la loi sur la Défense de l'Etat, de la loi sur la police, sur la presse, etc., droits électoraux aux femmes, suppression des violences et iniquités contre le mouvement ouvrier, les organisations ouvrières, la presse ouvrière, les conseils et les conseillers municipaux et départementaux, garantie de l'autonomie des municipalités et des départements, amnistie politique générale et réelle pour les prisonniers et les émigrés, subsides aux familles des « disparus sans trace » et liberté de distribuer des secours aux victimes des luttes politiques, dissolution des organisations fascistes, préservation de la Constitution contre toute atteinte et modification réactionnaire telle que par exemple la création projetée d'un Sénat; paix et amitié avec tous les peuples, pas d'alliances avec les Etats impérialistes, efforts pour le rapprochement des peuples balkaniques dans le but d'une action commune de défense contre la politique de conquêtes des Etats impérialistes et pour la création d'une Fédération Balkanique, rétablissement des relations de paix avec la Russie Soviétique, remplacement du gouvernement actuel, nouvelles élections législatives en pleine liberté et par le système proportionnel de départements; pas de changement réactionnaire du système électoral; création d'un pouvoir démocratique de travail, etc.

C'est avec la plus vive satisfaction que nous saluons la constitution du Parti Ouvrier en Bulgarie qui est destiné à jouer un rôle de la plus haute importance dans l'œuvre de libération des masses travailleuses contre l'exploitation et l'oppression des cliques capitalistes, impérialistes et militaristes.

Macédoine:

Protestation du groupe macédonien à Paris contre l'oppression en Macédoine. — Nous extrayons de l'ordre du jour voté par le groupe populaire macédonien à Paris le 13 février, les points suivants:

« Le groupe constate l'état d'oppression et de régime exceptionnel existant en Macédoine sous les jougs serbe, grec et bulgare. Il proteste contre cet état intolérable et déclare qu'il luttera pour l'affranchissement complet de la Macédoine dans ses frontières géographiques et économiques, à l'intérieur d'une Fédération des Républiques Balkaniques.

» Il demande l'amnistie générale pour les détenus et les émigrés politiques. Il exige la dissolution de tous les groupes nationaux fascistes serbes, grecs ou bulgares, véritables exterminateurs du peuple macédonien, qui ont allumé les guerres fratricides.

» Il appuie de toutes ses forces la lutte des masses opprimées dans les pays balkaniques, et en particulier celles de Bulgarie, pour l'amnistie, l'abolition des lois d'exception et le rétablissement des droits politiques.

Vive la Macédoine libre et indépendante!
Vive la Fédération Balkanique!

Le bourreau D. Matkovitch. — La sinistre figure du bourreau Draguicha Matkovitch reparait sur l'horizon macédonien.

C'est en 1922, lors des événements de Garvan (district de Chtip qu'il s'illustra. Etant préfet de Chtip il fit alors mitrailler publiquement plus de trente paysans macédoniens.

Devant l'indignation publique ses maîtres de Belgrade durent le révoquer de ses fonctions, mais voici qu'il vient d'être nommé préfet de Bitolia (Monastir).

Cette nomination ne peut que signifier une recrudescence de terreur de la part des gouvernants serbes contre la population macédonienne annexée.

Déjà plusieurs personnes ont été arrêtées et c'est par son ordre que Leondef a été assassiné par les gardes.

En mettant un pareil homme à la tête de la grande ville macédonienne de Monastir, le gouvernement serbe veut pousser à bout la population et l'acculer à la révolte pour organiser le massacre en masse.

La Macédoine et ses richesses. — La récolte du tabac en Grèce pour l'année 1926 a été de plus de 50.000.000 kg dont plus de la moitié, 26.000.000, provient de la Macédoine: la région de Salonique avec 15 millions, celle de Cavalla avec 10 millions et celle de Dédéagatch avec 10 millions.

Il est clair que les tabacs grecs renommés sont de provenance macédonienne et on comprend aisément pourquoi les oppresseurs d'Athènes déclarent qu'ils ne pourraient jamais, à aucun prix renoncer à la domination d'un pays qu'ils dénomment eux-mêmes « la mine d'or ».

La corruption des fonctionnaires serbes en Macédoine. — Les journaux yougoslaves signalent presque tous les jours des cas multiples de corruption dans différentes régions de la Yougoslavie. C'est en Macédoine surtout que la corruption a atteint un degré inouï. Le « Makedonsko Delo » écrit dans le N° 36 qu'une vive indignation a été soulevée parmi la population de Skopje par les abus commis par le sous-préfet Stévitch qui, d'après ce qui a été établi jusqu'à présent, a détourné plus de 300.000 din. Le gouvernement serbe se vit obligé de l'arrêter. Ce fonctionnaire modèle est d'ailleurs l'auteur de massacres dans le village de Ljoubanti qui y eurent lieu il y a quelques mois lors des élections municipales.

On a dernièrement découvert d'autres détournements commis par deux fonctionnaires de l'administration des forêts, Gligor Radivojevitch et Jaroslav Konetchin. Ils se sont appropriés, des salaires des ouvriers, une somme d'environ 82.000 dinars.

Roumanie:

« **Chiffres singuliers.** » — Du montant total de 1.500 millions de leis de billets délivrés en 1924 par les Chemins de fer (qui appartiennent en Roumanie à l'Etat), les réductions et gratuités s'élèvent à 739 millions. Et qui profite de ces avantages au détriment du budget de l'Etat? Voici: en 1924 les gratuités dans la 1ère classe des wagons s'élevaient à 177 millions, tandis que le total des encaissements pour cette classe ne s'élevait qu'à 212 millions, — donc, ici, 84% de gratuités. En 1925, ces gratuités étaient de 199 millions tandis que les billets vendus ne faisaient que — 180 millions — donc les gratuités dépassaient de 19 millions la valeur des billets vendus. On a donc voyagé en 1925, en 1ère, plus gratuitement que payant. Un pays de gratuités pour les riches... (« Aurora » du 6 janvier.)

L'analphabétisme. — D'après une statistique faite par la préfecture de Jassy, de 30.600 enfants entre 6 à 7 ans 23.500 seulement fréquentent l'école. En outre, il y a encore 10.000 enfants entre 15 à 17 ans qui sont complètement analphabètes. En tout, les 30% des mineurs sont analphabètes. (« Universul » du 11 février.)

Quoique M. Cachin n'était pas arrivé. — Le leader communiste français M. Marcel Cachin, qui avait été appelé comme témoin au procès de Boris Stéfanoïf qui aurait dû commencer le 18 février, avait été retenu à la frontière par un inspecteur de la Sigurantsa et forcé à quitter le pays. Mais à la gare de Bucarest de nombreux ouvriers, et des fascistes aussi, l'attendaient. Les ouvriers avaient été brutalement dispersés, 80 d'entre eux arrêtés et passés à tabac. Les fascistes, protégés par la police et les gendarmes, avaient tenu occupée la gare jusqu'à minuit. Les Juifs qui descendaient des trains et ceux trouvés dans le restaurant de la gare étaient molestés et chassés à coups de matraques — sans que la police aient intervenu. Entre les ouvriers indignés et les fascistes protégés avaient eu lieu plusieurs collisions. Trois étudiants avaient dû être transportés à l'hôpital.

L'« Aurora » écrit à ce sujet que « les fascistes, en attendant l'arrivée de M. Cachin, battaient les Juifs. Puis, ayant vu que M. Cachin n'arrive pas, ils ont battu de nouveau les Juifs. En résumé: Cachin vient, ce sont les Juifs qui attrapent des coups; Cachin ne vient pas, ce sont les Juifs qui attrapent encore des coups... »

Equité « judiciaire ». — Lors des collisions, qui avaient eu lieu à la gare en liaison avec l'arrivée attendue de M. Cachin à Bucarest, 80 ouvriers et ouvrières avaient été battus par les étudiants et la police, et ensuite arrêtés. La plupart d'entre eux ont dû être libérés par la suite. Mais 16 militants bien connus du mouvement syndical unitaire ont dû comparaître devant le Conseil de Guerre de Bucarest. Parmi ces 16 accusés,

il y en avait qui n'avaient pas même été présents à la gare dans la soirée mémorable, comme par exemple l'ancien secrétaire-général de la C. G. T. U. Schein, Imre et autres. 12 d'entre eux ont été condamnés à des peines entre 15 jours et une année de prison, plus 6 années de privation des droits politiques et civils.

Le journal averescan «Indreptarea» du 3 mars observe que «la plupart des condamnés sont des étrangers (1.° F. B.) : des Juifs et des Hongrois».

L'«Adeverul» du 5 mars écrit à propos de ces condamnations un article sous le titre de «Deux Mesures», dont nous reproduisons ce qui suit : «Un nombre d'étudiants, heureusement très petit, voulait troubler un peu la tranquillité de la gare du Nord à l'occasion de l'arrivée supposée du communiste français Marcel Cachin. Dans leur manifeste, par lequel ils appelaient les étudiants à la gare, ils promettaient de faire à M. Cachin une réception «telle qu'il le mérite».

«Les troubles projetés par les étudiants ne se sont pas produits, mais la tranquillité a été troublée grâce à l'intervention des autorités, qui ont frappé et arrêté les ouvriers rassemblés à la gare du Nord. Et, à cette occasion étrange, le parquet militaire s'est rappelé qu'il existait une loi de l'ordre public. Conséquence ? Ont été condamnés 12 ouvriers à des peines variant entre 15 jours et 1 an de prison correctionnelle.

«Quand des groupes entiers de jeunes gens bastonnent les passants dans les rues et cassent les vitres des magasins, il n'existe point de loi de l'ordre public. Mais quand quelques ouvriers ont seulement l'intention de recevoir avec sympathie Marcel Cachin, la loi Marcescu (la dite loi — F. B.) est tirée de sous la poussière qui l'ensevelait et ses dispositions draconiennes sont appliquées avec une sévérité inexplicable.»

La sévérité n'est, malheureusement, que trop explicable. C'est la plus éhontée terreur blanche contre les masses du peuple travailleur, et l'aide ouverte pour les bandes fascistes antisémites.

Les excès pogromistes continuent. — Une nouvelle officielle de Bucarest annonçait que le général Averesco, par une lettre adressée au Ministère de l'Instruction Publique, demandait l'application de mesures de sévérité contre les étudiants hooligans. Ce n'était qu'un bluff. Le lendemain même, les étudiants juifs de la quatrième année de médecine étaient maltraités à coups de matraques et chassés du cours. («Lupta.»)

A l'occasion de l'acquiescement à Kimpolung de l'étudiant Totu, qui avait assassiné l'étudiant juif Falik, les bandes fascisto-antisémites sont montées dans le train Kimpolung—Gurahumor à la recherche de voyageurs juifs. Ceux «identifiés» comme tels, et avec ceux quelques Allemands aussi pris pour des Juifs, furent battus et jetés à bas du train. Le petit commerçant Max Schmidt a été jeté par terre, piétiné par les hooligans jusqu'à ce qu'il consentit à crier «Vive Cuza!» (le chef antisémite). («Vorwärts.»)

Nous avons reproduit dans la «Fédération Balkanique» les appels à l'assassinat des journaux antisémites, appels contre lesquels le gouvernement (qui confisque à chaque occasion, et sans occasion aucune, les journaux ouvriers et d'opposition) n'a pas cru, et pour cause, prendre des mesures. Maintenant, on vend dans les rues et cafés de Bucarest des illustrations accusant les Juifs de meurtre rituel, sans qu'aucune autorité réprime ces excitations ou fasse quoi que ce soit pour les empêcher. («Lupta.»)

Un bourreau à Phorizon. — L'ex-généralissime roumain Prezau, célèbre par l'exécution en masse des soldats juifs pendant la guerre, passe de plus en plus au premier plan de l'attention publique. Il paraît que l'oligarchie veut en faire le chef du gouvernement au cas où le carlisme menacerait de devenir un péril imminent.

Les émigrations. — Depuis le 1er janvier jusqu'au 30 juillet 1926, 14.168 personnes ont demandé des passeports d'émigration, la plupart des paysans des provinces annexées : 9.014 Bessarabiens, 3.379 Transylvaniens, 1.257 Boukoviens et 518 seulement de l'Ancien Royaume, dont la plupart des Juifs. D'après leurs nationalités, ce sont :

des Bulgares de la Bessarabie	5.112
» Ruthènes (Ukrainiens) de la Bessarabie	2.553
» » de la Boukovine	832
» Juifs	1.790
» Hongrois	1.253
» Allemands (de Transylvanie)	1.170
etc. etc.	

D'après leurs destinations : pour le Brésil 9.249, le Canada 1.163, la Palestine 777, l'Argentine 428, les Etats-Unis 894.

Le nombre total des ceux ayant effectivement émigré dans la même période (y compris ceux qui ont reçu des passeports d'émigration avant le 1er janvier) est de 18.768. D'après leurs nationalités :

Bulgares	8.746
Russes	2.852
Ruthènes (Ukrainiens)	2.027
Allemands	2.402
Juifs	1.265
Hongrois	1.134
Roumains	115
etc. etc.	

Ont donc émigré 18.653 minoritaires et seulement 115 Roumains. («Adeverul» du 30 janvier.)

Salaires de Kouli. — La Cour de Cassation a prononcé la décision définitive dans le conflit entre l'Etat et les ouvriers des mines de l'Etat.

Pour les ouvriers mineurs (dans les profondeurs) le salaire moyen de 1ère classe sera de 85 leis par jour, c'est-à-dire 2 fr. d'avant guerre, et de 2me classe 70 à 75 leis. Les pousseurs de wagonnets auront de 38 à 45 leis, c'est-à-dire 1 fr. or par jour. Les ouvriers aux fournaux : 60 à 75 leis, les femmes 30 à 40 leis, c'est-à-dire 75 centimes à 1 fr. or par jour. («Viitorul» du 23 février.)

On le voit bien : la terreur fasciste va de pair avec le rabaissement du standard d'existence des masses travailleuses jusqu'au niveau des Koulis et des noirs d'Afrique.

La presse permise en Bessarabie. — On apprend accidentalement du «Viitorul» du 6 mars que le journal «indépendant» de Kichineff «Romania Nou» (Roumanie Nouvelle) reçoit annuellement une subvention de 6 millions de leis....

Dr Lupu redevenu homme avec accès à la Cour. — Au thé artistique qui a eu lieu dernièrement au palais royal, on a remarqué la présence du Dr Lupu — parallèlement avec l'absence des autres leaders de l'opposition. («Indreptarea» du 2 mars.) On comprend facilement que ce n'est là que la conséquence du «virage» politique vers l'oligarchie effectué récemment par le Dr Lupu.

Progrès du militarisme. — De «grands» personnages, le ministre de la guerre en tête, viennent de créer une Association pour l'Aéronautique, avec comme but d'aider l'Etat à relever le niveau de l'aviation militaire.

Yougoslavie:

Le spectre de la terreur au Parlement à Belgrade. — Nous avons relaté dans notre dernier numéro cette scène affreuse qui s'était déroulée dernièrement au Parlement à Belgrade : des députés démocrates avaient apporté le 24 février dans la salle du Parlement, en pleine séance, un malheureux ouvrier, Yovan Ristitch, qui avait été horriblement battu et torturé par le commissaire de police de Toptchiler. L'«Agence des Balkans» publie les détails suivants de cette séance parlementaire :

Le Parti croate paysan avait porté plainte au Parlement contre M. Maximovitch, ministre de l'intérieur, pour oppression et menées terroristes — au moyen de la police — contre les partis d'opposition, au cours des élections des Conseils Généraux. La plainte a reproduit toute une série de noms d'électeurs maltraités, battus et féroceusement torturés.

Tous les partis d'opposition avaient décidé de soutenir cette accusation contre la Terreur Blanche.

Le 24 février, M. Maximovitch tenta de se défendre devant le Parlement contre cette grave accusation, prétendant que tous les faits reprochés sont sans fondement, exagérés ou faux.

L'opposition protesta contre ces déclarations de M. Maximovitch niant tous les faits concrets de la plainte.

Au cours d'une discussion passionnée, M. J. Davidovitch, chef du Parti démocrate, fut appelé d'urgence au club du Parti démocrate. Il y trouva un homme assommé, nommé Jovan Ristitch, employé d'octroi de Toptchiler (environs de Belgrade). On le dévêtit, son corps était tout bleu par les coups de bâton. Le malheureux déclara avoir été battu par Sokolovitch, commissaire de police à Toptchiler.

Ce spectacle indigna tous les assistants qui décidèrent d'amener à la Skouptchina ce témoignage vivant de la Terreur.

M. Davidovitch et plusieurs de ces amis amenèrent donc Jovan Ristitch à moitié dévêtu dans la salle même du Parlement où tous les députés purent constater les traces des violences sur le corps de la victime. Les radicaux voulurent protester contre le scandale d'avoir amené un homme nu au Parlement. Mais les partis d'opposition se dressèrent contre le gouvernement en criant : «Assassins!»

La séance fut levée.

Les démocrates exigèrent la révocation immédiate de Sokolovitch, commissaire de police de Toptchiler, et l'ouverture d'une instruction contre lui ; le gouvernement fut obligé de satisfaire à cette demande.

La prison pour les rédacteurs des journaux ouvriers. — Le tribunal de Belgrade vient de condamner M. Kaljevitch, le rédacteur de l'«Organisovani Radnik», organe des syndicats indépendants, à quatre mois de prison et 3.000 din. d'amende pour un article intitulé : «Combien de temps encore ?»

La terreur électorale. — Le «Dom», organe de Raditch, publie une enquête faite par le député croate Vinco Trnja sur la terreur, préélectorale à Kouposina (Voyvodina). D'après les résultats de cette enquête il a été établie que de nombreux paysans ont été battus, maltraités, torturés avec une brutalité féroce. Le député précité classe les paysans maltraités en 9 catégories, d'après le degré des tortures à eux infligées. Les mêmes procédés barbares ont été appliqués dans les autres régions de la Yougoslavie.

Bestialité des gendarmes. — A Kolasin (Monténégro) les gendarmes battirent un pauvre paysan à mort après l'avoir complètement dévêtu et le laissèrent, à demi-mort et baigné de sang, dans la neige, les mains liées. («Dom», Zagreb, du 9 mars.)

Bestialité des fonctionnaires. — Le commissaire de frontière à Norska Subota (Slovénie) a été mis en accusation pour viol d'une enfant. («Obzor», Zagreb, du 7 mars.)

La corruption de la justice. — L'employé des douanes Tihomir Milosevitch se trouvait sous le coup d'une poursuite judiciaire pour détournements. La «justice», cependant, déclarait ne pouvoir le trouver. Or, les feuilles slovènes annoncent que ce fonctionnaire modèle se trouve... à Belgrade, comme fonctionnaire du ministère des finances. («Delavska Politika», Ljubljana, du 5 mars.)

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Slowenien am Scheidewege

IV.

Slowenien in den Fesseln der Vidovdan-Verfassung

Die Vidovdan-Verfassung war angenommen, die Hegemonie des großserbischen Regimes festgesetzt und befestigt, und dadurch hörte auch der Grund auf, den Slowenen fortwährend zu predigen, daß nur eine starke zentralistische Regierung und eine mit unsterblichem Ruhme gekrönte serbische Armee imstande sein werde, das slowenische Volk vor dem nationalen Untergange zu retten. Die Slowenen, bedrängt von Norden und Süden, glaubten anfangs den Sirenenstimmen der neuen Beherrscher, und, nichts ahnend von den berüchtigten Methoden der „Balkanpolitiker“, setzten sie großes Vertrauen in die Versprechungen und schriftlichen Übereinkommen der Belgrader Staatsmänner. Die slowenische Intelligenz wirft sich in die Arme des „nationalen Blocks“, schafft die Filialen der Regierungspartei — der Radikalen und Demokraten. Alles, was auch in früheren Zeiten die Unterstützung des Regimes suchte, stand auch jetzt in den Diensten der Regierungselite, verlangte von den Machthabern die bewährten Regierungsmittel „Zucker oder Peitsche“, um den slowenischen Arbeitern und Bauern beizubringen, wie man die Größe der nationalen Vereinigung und Befreiung schätzen muß, wie sie sich an das gepriesene Mysterium „der staatlichen und nationalen Einheit“ gewöhnen sollen; dabei stellten sie aber die Stockhiebe und Kolbenschläge, die sie täglich auf ihren Rücken spüren, gänzlich außer acht lassen. . . .

Es hat nicht lange gedauert und das slowenische Volk hat klar und deutlich erkannt, daß es im neuen Staate schmachlich betrogen wurde.

Im Staatsvertrage von Rapallo wurde ohne jedes Zögern der beste und schönste Teil Sloweniens dem italienischen Imperialismus geopfert, ohne daß man ernstlich versucht hätte, diese Teile zu retten. Serbische Diplomaten und Staatsmänner, die am meisten zum Abschlusse dieses verhängnisvollen Vertrages beitrugen, Miljenko Vesnić und Kosta Stojanović, ein Radikaler und ein Demokrat, Vertreter der zwei wichtigsten serbischen politischen Parteien, stimmten den Forderungen Italiens leichten Herzens zu, weil sie um diesen Preis die Hilfe des italienischen Imperialismus zum Schutze des besetzten Mazedoniens erhofften. Nach kurzer Beratung des Vertragsentwurfes und der Unterzeichnung desselben hielt der Chef der Delegation, Miljenko Vesnić, eine Lobrede auf die italienische Diplomatie und Regierung, die dieses historische Werk zustande gebracht und dadurch die traditionelle Freundschaft der Serben und Italiener wieder befestigt haben.

Es war dem Regime der Eroberer nicht genug, den slowenischen Teil Kärntens zu räumen und leichtsinnig 600.000 küstenländische Slowenen dem Moloch des Imperialismus zu opfern, nur um mit der italienischen Hilfe die armen Mazedonier besser und leichter unterdrücken zu können, sondern sie begannen, mit „balkanischen Methoden“ die Slowenen von dem momentanen Irrsinn und der Vergeblichkeit zu heilen, als diese von den großserbischen Imperialisten tatkräftige Hilfe gegen die italienischen Imperialisten erwarteten und auf diese Art die schöne Gegend ihres Freiheitsdichters Simon Gregorčič und ihre wirtschaftliche Verkehrsader — den freien Weg zu ihrem Meer, zu Triest — retten wollten. Im Interesse einer angeblichen nationalen Verteidigung begann die zentralistische Belgrader Regierung der slowenischen nationalen Industrie enorme Schwierigkeiten zu bereiten; man zwang die Industriellen, die Anlagen und die Niederlassungen ihrer Industrien in das Zentrum des Landes zu verlegen. Mit allen Mitteln, die der Staatsgewalt zu Gebote stehen, begannen die Machthaber die slowenische industrielle Produktion zu schikanieren und mit künstlichen Mitteln die Industrieunternehmungen ihrer Anhänger zu fördern. Das neu eingeführte Steuersystem hat jedoch den Nerv der slowenischen Volkswirtschaft arg getroffen. Das war nicht mehr eine schwere Besteuerung nur des Volkseinkommens in Gestalt von Einzelfirmen und Gesellschaften, sondern dieses Steuersystem der Belgrader Machthaber, das sie in den nicht-serbischen Gebieten erproben, war eigentlich eine Konfiskation des Volksvermögens, eine Art von Zwangskontribution zur Erhaltung des Heeres

und des Beamtenapparates. — Von allen diesen ungeheuren Staatsabgaben, die aus Slowenien für die zentrale Staatskasse eingehoben wurden, wurde auch nicht der geringste Teil für die ökonomische und kulturelle Hebung Sloweniens verwendet. Die relativ ausgezeichnete slowenische Verwaltung war durch den Machtwillen der neuen Herren zugrunde gerichtet worden. Tüchtige und redliche slowenische Beamte wurden auf das Pflaster geworfen und durch unfähige und korrupte Protektionskinder, Anhänger des geltenden Regimes, ersetzt. In Slowenien, wo man bisher von Beamtenbestechung nichts wußte, ist in der neuen Zeit das „Trinkgeldsystem“ das einzige Mittel geworden, um bei der Staatsverwaltung irgendeine Angelegenheit zu erledigen. Stockhiebe und Kolbenschläge sind auch in Slowenien als Erziehungs- und Kulturmittel von den neuen Machthabern eingeführt worden. Früher blühende slowenische Wirtschaftsinstitutionen verdorrten unter der neuen Verwaltung, die Kommunikationsmittel sind vernachlässigt und in elendem Zustande, Straßen und Brücken werden nicht mehr instand gesetzt. Die öffentliche Sicherheit ist auffallend unsicher geworden. Alle Beschwerden des slowenischen Volkes, alle Vorstellungen seiner Abgeordneten im Belgrader Parlament sind ergebnislos; auf all dies haben die Machthaber nur ein Achselzucken übrig oder ein verständnisvolles Lächeln und reden sich auf „budgetäre Unmöglichkeiten“ aus. Es dauerte nicht lange und das slowenische Volk erwachte aus seinem Traume. . . . Ihm ist klar geworden, daß es im SHS-Staate wirklich am dritten Platze ist, daß es Untertan der dritten Ordnung ist. Und alles, was frei denkt und fühlt, weiß, daß es unter solchen Bedingungen, solange mit den Fesseln der Vidovdan-Verfassung die großserbische Hegemonie fest verankert ist, keine Hoffnung gibt, daß das slowenische Volk aufatmen könnte. . . . Und so ist der Umschwung in der slowenischen öffentlichen Meinung eingetreten. Man sieht nicht mehr jene wahnsinnige Begeisterung, jene krankhafte Urteilslosigkeit; an deren Stelle ist eine nüchterne Beobachtung, Verbissenheit und Entschlossenheit getreten. Soll man sich dem Regime unterwerfen oder erheben Hauptes ihm den schärfsten Kampf ansagen? Biegen oder brechen? Das ist die Frage. Breite Volksmassen haben das Ziel erkannt und zu dem seinen gemacht, wenn auch die Wege zu seiner Erreichung verschieden sind. Der Gedanke von der slowenischen Autonomie, von der Befreiung aus den Fesseln der verabscheuten Vidovdan-Verfassung ist der führende Gedanke im politischen Leben des slowenischen Volkes geworden. So hat das slowenische Volk seinen Grundfehler wieder gutgemacht, den Fehler, den es am Ende des Krieges und bei seinem Eintritt in den neuen SHS-Staat machte, daß es sich nach den Forderungen der auswärtigen Politik orientierte und seine ganze Macht darauf verwendete, um den Gefahren des italienischen Imperialismus entgegenzutreten, ohne sich in erster Reihe das ihm gebührende Selbstbestimmungsrecht zu sichern, ohne den Staat auf der Grundlage der Volksherrschaft zu organisieren. Aber die Machthaber und ihre knechtischen Mitläufer in Slowenien täuschten sich darin, wenn sie glaubten, die Widerstandskraft des slowenischen Volkes wäre gebrochen und sie könnten über das Schicksal dieses Volkes nach Belieben frei verfügen.

Das slowenische Volk hat sich zu Widerstand und Kampf entschlossen. Die Anhänger des Regimes werden tagtäglich seltener, die Parteien des Zentralismus vegetieren nur, entschlossene Vorkämpfer des jetzigen Systems findet man kaum. Die eigentlichen Regierungsparteien, auf die man sicher rechnen kann, sind die Radikalen und die selbständigen Demokraten. Aber der ganze Regierungseinfluß, der Druck auf die Beamten, die Gelder der Dispositionsfonds können kaum dem totgeborenen Kinde (der radikalen Partei) das Leben fristen. In dieser Partei sammeln sich nur alle abhängigen Leute, die Staatsbeamten, welche um ihre Existenz zittern, und die Politiker außer Dienst, die schon für das politische Leben tot sind und von den „mazedonischen Methoden“ der radikalen Partei ihre politische Auferstehung erwarten. In dieser Gruppe sieht man die gewesenen Politiker Ravnihar, Župančič usw. Die selbständigen Demokraten rekrutieren sich aus Faschisten, städtischen Nichtstuern, und nähren sich von den Geldern jener Banken, welche die Dienstleistungen der Demokraten Kramer und Žerjav nicht vergessen können, welche diese den Bankgewaltigen während des Kurses des „nationalen Blocks“ erwiesen haben. Die Rechnungen und Bücher der „Slawischen Bank“ bestätigen offene Beziehungen der selbständigen Demokraten zum Finanzkapital und zu

den von diesem unterstützten industriellen Konzernen. Aus diesen Rechnungen ersieht man enorme Summen, die nur diese Bank für die Partei der selbständigen Demokraten und für die faschistische Organisation „Orjuna“, diese Avantgarde und Schutztruppe der Kapitalisten, „opferte“. Die stärksten slowenischen Parteien — die Slowenische Volkspartei (S. Lj. S.) und die Slowenische Bauernpartei (S. K. S.) — verwerfen energisch den Zentralismus, bekennen sich zum Föderalismus, berufen sich auf das Selbstbestimmungsrecht der Völker, aber ihre Kampfmethoden sind noch versteckt, sie haben sich noch nicht für den offenen Kampf gegen das gewalttätige Regime ausgesprochen. Ihre Anhänger sind dieses Kuhhandels schon satt, sie fordern mit den rechtlosen slowenischen Arbeitern eine gemeinsame Front gegen das Regime der serbischen Hegemonie und der Bourgeoisie. Diese Front ist schon in Entstehung begriffen, und der Moment ist nicht ferne, da der gemeinsame Kampf der unterdrückten Völker Jugoslawiens für Recht und Freiheit entflammen wird.

Slowenien war am Scheidewege, am Scheidewege sind noch viele unserer offiziellen Politiker, aber das slowenische Volk hat sich schon von ihm entfernt und hat den Weg, der in die gemeinsame Front der anderen balkanischen Völker führt, angetreten, um das Joch der Hegemonie, des Imperialismus und des Militarismus abzuschütteln und das Gebäude der Gleichheit, Freiheit und des Friedens zu errichten. In dieser Arbeit für die „Balkanföderation“ freier Völker, in diesem Kampfe für die Verwirklichung dieser Idee wird das slowenische Volk in den ersten Reihen marschieren, entschlossen und einig. In dieser Beziehung ist der Aufruf bemerkenswert, den die S. Lj. S. an ihre Wähler gerichtet hat: „Dem slowenischen Volke ist jetzt die Möglichkeit gegeben, mit dem verhängnisvollen Zentralismus, der das Blut des slowenischen Volkes saugt, abzurechnen. Unser Programm, von welchem wir nicht zurücktreten, lautet: Selbstverwaltung, Einigung und Freiheit Sloweniens.“ („Slovenec“, Ljubljana, 20. Jänner 1927.)

Joško Cotić

Die gegenwärtige wirtschaftliche Lage in Montenegro

Beobachten wir heute das wirtschaftliche Leben in Montenegro, so sehen wir Erscheinungen, die auf das Herz eines jeden Beobachters, sogar auf das des verstocktesten Optimisten, traurig wirken.

Die Großmächte des westlichen Europas, die dauernd von einem internationalen Recht sprechen — welches sie keineswegs erstreben — blicken mit wahrhaft stoischer Ruhe auf die gesteigerte Rechtlosigkeit, den Terror und die Korruption, die die wirtschaftliche Entwicklung Montenegros zerstören. Die heutige wirtschaftliche Entwicklung Montenegros ist erschüttert und bildet unter dem blutigen Regime Belgrads nicht jene sichere Staatsgrundlage, die sie in einem besser geordneten Staate bilden würde. Die Gewissenlosigkeit vieler Politiker Serbiens und Montenegros hat viel beigetragen zu dem gegenwärtigen öffentlichen Leben dieses unglücklichen Landes, das als erstes unter den Balkanländern eine bessere Zukunft aller Balkanvölker erkämpfen will, die vom Terror der monarchistischen Willkür unterjocht sind und die ihre Freiheit aus politischen und wirtschaftlichen Gründen erstreben.

Wenn wir die allgemeinen Nachkriegsverhältnisse im Zusammenhange mit der gegenwärtigen wirtschaftlichen Lage in Montenegro überprüfen, so kommen wir bald zu der Schlussfolgerung und zu der Überzeugung, daß das wirtschaftliche Leben in Montenegro nicht so ist, wie es einige Belgrader Economisten darzustellen versuchen, die somit in einer verlogenen Art und Weise die öffentliche Meinung über die wirkliche Lage Montenegros täuschen.

Die Zwistigkeiten, die zwischen den einzelnen Politikern Montenegros, die bis vor kurzem die innere und äußere Politik gelenkt haben, herrschen, haben Montenegro rücksichtslos etappenweise vernichtet und das Land in eine große Krise geführt. All dies aber schadet kaum den geistigen Gefühlen dieses historischen Volkes, das heute wie morgen bereit ist, sich an die Spitze des Kampfes für ein gemeinsames Leben in einem gut eingerichteten Staate zu stellen. Der Montenegriner arbeitet dafür, träumt davon seit Jahrhunderten und erwartet es auch mit aller Sicherheit.

Wenn sich alle Volksströmungen in Montenegro auf einem Boden finden werden, wenn sich alle Montenegriner überzeugen werden, welchen Nutzen dies ihrem Lande bringen könnte,

und wenn sie einsehen werden, daß die Grundlage eines modernen Staates nicht auf der allergnädigsten „Krone“, sondern auf dem Willen des Volkes ruht, und daß in ihm das allgemeine Wohl aller Montenegriner eingemauert ist, dann werden auch alle Zwistigkeiten und Mißverständnisse verschwinden und ein neues Leben voll Glück und brüderlicher Liebe erstehen.

Das wird vielleicht noch Opfer kosten; aber alle Völker machen Krisen in der Stunde ihres Einigungsprozesses durch, zur Bildung und zum Aufbau ihres gemeinsamen Vaterlandes. Auf so eine Krise müssen auch wir heute stoßen; dann aber erwartet uns eine bessere Zukunft.

Die tragischste Folgerung der schicksalsschweren Zeiten des Weltkrieges ist die jetzige wirtschaftliche Lage in Montenegro. Diese Tatsache kann niemand verneinen, der die heutigen montenegrinischen Verhältnisse kennt. Außer der Geschichte, die Montenegro durch Jahrhunderte mit seinem Blute schrieb, ist alles, was in irgendeiner Beziehung zu dem Leben Montenegros steht, von dem Belgrader Regime vernichtet. Während die europäische öffentliche Meinung von den Belgrader Agenten irreführt ist, gehen Tausende von Montenegrinern durch Verfolgungen, Not, Krankheiten usw. zugrunde.

Als Teil des heutigen S.-H.-S.-Staates stellt Montenegro kein wertvolles Land dar; es kann aber in einem geordneten Staate gewiß größeren ökonomischen Wert gewinnen, in der Föderation der Balkanvölker, gebildet in Gemeinschaft mit den übrigen Balkannationen. In dieser Föderation würden alle unglücklichen Söhne des Balkans Ruhe und Aufstieg finden und nicht mehr in die weite Welt zu wandern brauchen, um für sich und ihre Familien das tägliche Brot zu verdienen.

Die Grundlagen der wirtschaftlichen Kraft eines kleinen oder großen Staates bilden die Rohstoffe. Die Ausnützung dieser Kraft, ihre Ausbeutung und ihren Wert sehen wir in der Industrie.

Montenegro ist in dieser Beziehung ein sehr reiches Land, konnte aber durch die langjährigen Kriege den Prozeß der Industrialisierung nicht durchführen. Es wurde das Opfer seiner Aufrichtigkeit — nicht nur des politischen, sondern auch des wirtschaftlichen Standpunktes wegen. Es lag im Interesse des westeuropäischen Imperialismus, daß sich Montenegro in seiner heutigen Lage befinde. Montenegro ist so reich an verschiedenen Erzen und Wäldern, daß es selbst nicht in der Lage wäre, seine wirtschaftliche Wiedergeburt zu realisieren — es müßte gezwungenerweise anderswo Hilfe suchen, sonst würde der größte Teil der reichen Erde unausgenutzt bleiben. Unter dem Regime Belgrads ist aber das ganze Volk in eine verzweifelte und unglückliche Lage gebracht worden. Seiner Reichtümer wegen würde Montenegro von der reinen Viehzucht zu reger Industrietätigkeit übergehen müssen. Die reichen Gebiete Montenegros würden frei sein für die Arbeiter aller Balkanländer, so wie sie durch Jahrhunderte hindurch allen Kämpfern offen standen, die für die Freiheit und das Recht ihres Volkes kämpften. Auf montenegrinischen Boden würden die Vertreter aller Völker eine festere Gemeinschaft finden als irgendwo in einem anderen Balkanstaate.

In einer solchen brüderlichen Gemeinschaft würden auch die letzten Mißverständnisse zwischen den einzelnen Personen und einzelnen Stämmen verschwinden, und nur so können wir unser gemeinsames Heim bauen, das Heim, in welchem die wirtschaftliche und politische Gleichberechtigung herrschen wird.

Milan M. Kossoritsch

Die „sterbenskranke“ Mörderin vom Burgtheater in Wien auf Hochzeitsreise in Italien als Frau des Mörders Ivan Michailoff

Mencia Carniciu, die Mörderin des mazedonischen Freiheitskämpfers im Burgtheater in Wien, welche vom Wiener Schwurgericht zu acht Jahren Kerkers verurteilt, jedoch wegen ihres «sterbenskranken» Zustandes sofort auf freien Fuß gesetzt worden war, ohne ihre Strafe abzubüßen, hat nun, nachdem sie in Bulgarien von der Protogueroffbande als Heldin verherrlicht und mit Levas reichlich beschenkt wurde, ihre Hochzeit mit dem berüchtigten Mörder der bulgarischen und mazedonischen Arbeiter, Bauern und Intellektuellen, Ivan Michailoff, dem würdigen Helfershelfer Protogueroffs, gefeiert. Das Ehepaar soll sich gegenwärtig auf der Hochzeitsreise in Italien befinden.

Wie wir erfahren, hat die O. R. I. M. neue Mörder nach den europäischen Hauptstädten geschickt, um die für die Freiheit des mazedonischen und bulgarischen Volkes mit Wort und Schrift kämpfenden Emigranten zu beseitigen.

Falls sie die ihnen anvertrauten Aufgaben erfüllen, werden diese Mörder bei ihrer Rückkehr in Bulgarien auch als Helden gefeiert werden!

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUËT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

PERMBI

FEDERACIONIN BALKANIK

Konstantin Boshnjak

38 vjetsh. Në qeverin e parë shqiptare kie Drejtori i përgjithshëm i Tresoreris dhe i borshit publik.

Gjindet n'emigracion politik qysh në vjetë 1914. Anëtar i kryesis t'organizatave shqiptare në Rusi e në Turki. Perfaqësues i Shqipëris në konferencen e Hages në vjetë 1922 e i ngarkuar me punë në Bulgari.

Mbas invasionit në Shqipëri në vjetë 1924, dhe dëbimit të nacionalistëve shqiptar, Boshnjaku ka lanë vendin e tij e gjindet prap n'emigracion.

Nuk është vehtëm zgjidhja e sotëshme e çeshtjes macedone, e cilla nuk është konformë me principet e drejtësis e liris, kështu edhe me interesat e pagjes; bashkë me të ka mjaft tjera çeshtje qi s'janë zgjidhë e qi s'munt të zgjidhen në gjendjen e sotëshme të Balkanit. Per kundrasi këto çeshtje po shumohen dita me ditë, e gjith e cilla prej tyre ka një randesi të madhe aq sá gjithëcilla veçanerisht, munt të provokojë lufta në Balkanët.

Qeverinat e sotëshme, e ato qi do të vin n'avenir prej gjith atyre sistemevet pseudo-demokratik, nuk jan të zojat me zgjidhë çeshtje aq simple, si është akordimi i disá lirinavet minoritetevet etnike; përandaj ato s'munt të realizojnë një Federacion Balkanik qi, në barabasim me problemat e vogla e simple të nalt permen-dura, është një veper shum e komplikue me absolutisht e pá-realisuëshme, dhe n'imaginatë, prej qeverinavet të sotëshme balkanike.

N'efekt, këto qeverina nuk perfaqësojn t'jater veçse oligarkinat e klasevet feudale e borgese dominante e interesat e tyre rrin në kundershim njera me t'jater. Gjithëcilla prej tyre është e lidhur me një t'jater oligarki të huaj e në funt janë këto që urdherojn qeverinat e popujt balkanik.

Popujt balkanik janë, në një menyre të posatshme plaçka e influencavet të hueja; keto janë qi i lëshojn kundra shoqi-shoqvjet. Perpara kje Austrí-Ungjeria e motëshme a por Rusija e motëshme, ma vonë Britanija e Madhe e Franca, neser do të jën Italia, Britanija e Madhe e Franca që do të provokojn luftat inter-balkanike. Gjithëcilla prej këtyne fuqinavet të mëdha, ka interesa në nonjë grup të Shtetevet të Balkanit, e kështu kuer ato kan per të ndreqë ndo'j hesapë nermjet të tyre, ato fillojn habitualisht me Balkanët.

Popujt balkanik, luftojn nermjet të tyre, e kuer maron lufta, ato shofin si fituesët ashtu të mbujtunit se në funt s'kan fitue kurgjë per vehte; vehtëm borxhet naj të huejt janë shtue e skami në vent të tyre është bë permanent; nënat kan bjerrë fëmijt e tyre, grát burrat e tyre e fëmijt babat e tyre. Kjo është në pak fjalë piktura e marimit të luftës, por duhet shtue dhe exterminacioni en masse i krejt distriktavet, si ká ndollë në Shqipëri e gjeti.

Këto lufta persëritën periodikisht, e edhe tash rë të zeza kan mblue horizontin balkanik, të shtyme prej një éres që fryn prej Italis.

Një Federacion të popujvet të lir të Balkanit munt të realizohet vehtëm prej grumbujvet të mëdhej të popullësinavet balkanike që në luftën e tyre nuk do të gjëjn kundershim veçse prej qeverinavet të tyre respektive e t'aliatëvet të tyre, prej qeverinavet europiane kapitaliste.

Lufta per emancipacionin e popujvet balkanik prej zgjedhes nacionale e europiane është e lidhur ngusht me të t'jerat lufta-motra t'engaxhueme prej popujvet kolonial e semi-kolonial, e kështu dhe prej proletariatit, sidomos prej proletarjatit europian.

Federacioni i aferm i popujvet të lir të Balkanit nuk do të njojn shtypës e të shtypur; do të kën aq republika sá ká nacionalitete ner Balkan; do t'i napin token bujqëvet e exploitacionin e pasurinavet të mëdha e të produktionit të madh Shtetit.

Tuj abolue kufit doganor e tuj shue per gjithherë luftat inter-balkanike, ajo Federatë do të két mjete enorme per të vue n'exploitim pasurinat imense të tokes e të nen-tokes e do të krijojn konditat e nevojshme per një prosperitet të pá-njoftur deri tash prej popujvet balkanik të cillët në një kohë të shkurtë, do të munt të sherojn plagat e tyre, do të dalin prej skamit shekulluër në të cillin ato pësojn, e do të kapin gradat më të nalta të civilizacionit.

E generacionet e reja që të luma do të banojn vilat e bukura e arat e pasura, do të çuditen prej shtasëris të parvet të tyre që u shtyshin ner lufta prej intrigavet të hueja, ner lufta qëllimi i të cillavet s'ish t'jater veçse me shtue borxhet naj të huejt e me eter-nisue skami që ato e gjëjn të natyrshem e të domosdoshem.

Konstantin Boshnjak

Socializma dhe Shqipnia

Deri dje, shumica e njerzve t'ushqye prej frymës së borgезis dhe të klasit të kalbët të aristokracis shkante tuj thërrit ndepër katër anët e botës se Socializma ishte një teori abstrakte dhe si e tillë nuk mund t'u vente në vëprim. Si duket ata nuk shikjojnshin më larg rrethit të vogël të jetës së tyre, nuk hudhshin syt mbi vujtjet të shpërda për qark, dhe qi kishin, në disa vende, arrit diapasonin. Ai qi ndinte në shpirt nevojën e përmbykses se plotë të societetit të tanishëm, me fakte, dhe jo vetëm me fjal, rrëfente se Socializma ishte me të vërtet një teori, por si të gjith teorinat kishte edhe ajo aplikacionin e saj. Në fillim qe një grup i vogël njerzish, të cillve natyra u kishte dhuruë shpirtmadhnin, qi shkoj tuj predikuë me mija mundimesh idhen e shejtë, e cilla dal e nga dal filloj me u shpërda e me fituë mjaft përkrahës. Prej më të parve studenta të zbet, me shpirtin plot andrra, hyn ndepër popullin e vogël, prej të cillit kishin dal, dhe bashk me shok të tjer, idealista të vërtet, i dhan zjarr idhes së madhe e pre-gatitën fushën në të cillën më von do t'u ndezte flaka e kuqe e vëllazërimit të përbotshëm. U mblodhën at her, por si kafsh të egëra, kundra këtyne idealistave, të gjith fuqit shtypëse të burokracis gjakpërëse me e rrenuë két andërr të bukur qi ve-

tëm ndër vujtjet u bë realitet. Burgjet u mbushën me njerz qi kishin në trup shejat e plagave qi ju kishte ngul societeti brutal, e ndër ato burgje e ndepër vende ku drita e dillit s'kishte hyë kurr, u pregatit flaka e kuqe qi ndriçoj më von një pjes të njerzësis qi vunte. Prap drita erdh prej Orientit! Rusia ku populli i mjer kishte tërhek prej kaqë shekujsh të tan kryqin e vujtjeve, i dha shqelmin e parë monstret të vështirshëm dhe ngriti mbi kufomën e tij flamurin e liris dhe të vëllazërimit të pergjithshëm. Dhe ndepër ato vende ku kishte kaluë karroca e artë e njerzve të kalb prej qefeve të marra sot shkon puntori i shëndoshë, me buzën në gaz, i sigurt se nuk ka me i munguë buka për t'ushqyë fëmija. Dal nga dal flaka po shpërdahet, dhe kujtoj se në një koh jo të gjat bota mbar ka me ken atdheu i të gjithëve.

Asht vall e mundun një fuqi socialiste në Shqipni? Duë me than, në vendin, ku sundon, me ndër të lexuësit Ahmet Zogu me shok, mund të zhvillohet dhe të triumfoj një fuqi qi të përmbysi két kasolle të kalbët qi por si hije e zezë i rri mbi kryë Shqipnis. Ja kam bë vetes shpesh her két pyetje, dhe më përpara përgjigja ka qen më tepër mohuëse se pohuëse. Sot, mbas ngjarjeve qi jan tuj u zhvilluë në Shqipni, them se jo vetëm mundet, por duhet ngrëh në vendin t'on një fuqi socialiste. Ja çfaqja, ka disa muej, një njeriut influent të Shqipnis két mendimin t'em; aj më shikjoj, simjeshtri nxanësin e vogël, qi s'kupton misteret e jetës,

dhe më tha: «Harrove, djalo, se nuk do të kuptonte kush, dhe se do të merrshin për të marrë.» U largova pa ju përgjegj, pse kishe kuptuë se do t'ja kishe mbush menden më përpar një gomari se sa zotnis së tij. Shpesh e kam ndigjuë, si objekteon idhes s'onë, se populli shqiptar, pse asht i pa ditun, nuk mund të kuptoj një teori kaq të randë. Bum! Mos qen vall të gjith të ditun puntorët që në Rusi sot kan fuqin në dor? Duhet predikuësa dhe populli asht mjaft i mençëm për të kuptuë se ç'asht e mira e tij. Sot në Shqipni, kur përmendet emni bolshevik, përfytyrohet ky i mjeri por si një kafsh e egër dhe e vështirshme, kjo rrjedh natyrisht nga pa dijenia; por kur puntorit t'on t'i themi se bolsheviku asht një vlla i tij, dhe se i vuni drumin kurrizit «beut» që e kishte martirizue për kaq kohë, dhe se i dha dorën shokut që vdiste për buk o qi lëngonte në shtrat, at her do të ndryshonte mendimi, andrra nuk do t'u realizonte për një her, por, un jam i sigurt, se nuk do të kalonte shum kohë dhe populli shqiptar, bashk me vllëznit e Balkanit do të rrokte flamurin e kuq, simbol i liris dhe vëllazëris. Pse po t'a studiojm thëllësisht gjendjen e Shqipnis, shohim se klasa të vërteta nuk gjinden, pse ajo bejlerëve, që u dote të ja gjasonte aristokracis, nuk asht veç se një societe a *delinquere*, një grusht njerëzish të lidh me interesa të përbashkëta, pa rraja të nguluna; nesër, në ngrehet një fuqi që të mund të ju baj ballë, kishin me lan fushën pa zhurmë duke u zhduk por si voesën që tret dilli. Klasa e borgezis nuk ekziston, veç se në një form të shpërdame, pse në Shqipni kjo asht e përbame prej disa njerzve që shikojn interesat vetiake dhe që s'kishin me dyshuë në zgjedhjen e partis së popullit, klasa

e vetme që duhet ngreh, dhe ka me qen një fuqi e patundun, po t'i vehemi punës pa u lodh. Sot lufta klase ka plas në Shqipni, dhe neve që dëshirojm me i shkund popullit t'mjer barrën që rondon mbi te, duhet t'i rrefejm rrugën që të marrim për të realizuë idealin e shejtë. Por këtu na ndal diçat! Disa nga ato që jan të mendimit t'on kan droje me dal çiltazi dhe me u rrefyë botës si Socialist. Neve, një pjes e vogël studentash, krenohemi përpara botës, dhe konsiderojne vehten perkrahës të asaj idheje që kërkon shpëtimin e botës. Pse me pas droje? Prej kuj? Mos prej atyne që shkojn tuj vra e pre ndeper katër anët e botës? Neve ndërgjegja e pastër duhet të na japi më tepër kurajo, pse nuk përpiqemi për t'i pregatit vetes një kultuk, por për t'i dhan puntorit t'on ndenjen e fuqis së tij. Jemi rrethuë prej shtetesh me qeverina krejt imperialiste. Të gjitha perpiqen me shfrye sa më tepër deshirat e tyne të pangimuna. Italia me shok bani luftën kundra Gjermanis për të shujt imperializmin tedeshk, në Bari vritet Gurakuqi, dhe për të mujt me i çkëput ndo një cop Shqipnis, Stamolla lirohet prej gjy katoreve fashiste. Kur neve at her qajshim njerin që ishte përpjek-për popullin qarqet e qelbëta t'Europës imperialiste qeshën. Ka pak kohë që u bën traktati Italo-Shqiptar; nuk asht një prov e kuart e ambicjeve të këmishave të zeza? E lufta në Kinë? E vujtjet e pa numërta të popullit t'on? Pse me u mësheh? Në drit të dillit, me ballin të nalt, të shikojm annikun në ftyr, se idealët e nalta s'kan droje me dal sheshazi.

Shati

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Пълна амнистия за българските политически затворници и емигранти!

Големия въпрос, който от месеци насам занимава общественото мнение и трудиачите се в България е въпроса за пълната и безусловна амнистия за политическите затворници и емигранти. Този въпрос е взел характер на един голем политически и обществен въпрос. И основателно. Пълната политическа амнистия жива засега не само затворниците и емигрантите, не само техните близки, но и всички трудиачи се, целия български народ. От разрешението на тоя въпрос зависи в голема степен умиротворението на страната.

В занданите на Цанков и Ляпчев има от 1.500—2.000 политически затворници; въвн от България се намират над хиляда политически емигранти. Всички те живеят в най-невъзможни условия, което се вижда от сведенията, които ежедневно се поместват в българския легален печат.

Политическите затворници са натъпкани в малки, влажни стаички; в една стая с обем 150 куб. метра са застапени да живеят 20—35 души. Затворите са нехигиенични. Некои затвори, като Пловдивския, при всеко наводнение на Марица, се пълнят с вода, която с седмици не изтича, вследствие на което, поради големата влага там, затворниците заболяват и мнозина свършват преждевременно с свой живот. В всеки затвор има едно отделение, тъмно, много влажно, където и за най-малкото нарушение на безчовечния правилник за затворите, се хвърлят затворниците.

Политическите затворници се третират много по-зле от криминалните; началниците и надзирателите на затворите се отнасят с тех като с добитък. Тех оскарбяват, бият; на много затворници са били счупени ръце, крака, ребра; некои от тех са умрели от нанесените побоища. Положението на затворничките е още по-лошо: садисти и развратници надзиратели досегат на техната чест. Известен е случая с Драгойчева, която бе осъдена на смърт, изнасилена в затвора и там роди, поради което смъртната присъда не се изпълни; сега и нейното дете, на 1 год. възраст, е осъдено да линее в затвора заедно с майка си. (Смъртното наказание на тази затворничка бе заменено с вечен затвор!) На затворниците не се позволява никакво друго четиво, освен библии и евангелия, и правителствени вестници. Храната, която им се дава, е най-отвратителна. Боб, праз, вода, хлеб, често мухлясал — ето техното ежедневие меню. На тех се запрещава да получават помощи.

Правителството и неговите вестници не престават да наричат политическите затворници и емигранти «разбойници» и «убийци». А какви са те в сщност?

— Това са най-съзнателните представители на трудиачите се в България. Между тех има и стотици младежи — бждачето на нацията. Съзнателни работници, селяни и еснафи, адвокати, инженери, учители, студенти, ученици, ученички — ето това са «престъпниците» и «убийците».

«Между нас има само един затворник, осъден за убийство и четирима за четническа дейност от политически характер», заявяват политическите затворници в София в изложението си за причините, които са продиктували обявяването на гладна стачка (Като се има пред вид, че и тия 5 души са осъдени въз основа лъжливите показания на полицейските агенти пред воените съдилища, ще стане ясно, че и те не са извършили никакво убийство). Всички останали политически затворници са осъдени, защото са участвували или са подпомагали — въз основа показанията на тайните агенти на Цанков и Ляпчев — забранени по закона за зацитата на държавата организации. Нито един политически затворник не е осъден като организатор на атентати и чети.» Политическите затворници в Русе заявяват, че са жертва на гражданската война; че в Русенския окръг от 9 юни 1923 г. до сега не е извършен нито един мятеж, нито един атентат, нито един грабеж и при все това, правителството и неговите органи ги третират като разбойници и убийци!

Положението на хилядната емиграция в Югославия и в централна и западна Европа е също тъй тежко. Те изнемогват от материални лишения. Те са без работа, гладуват. Но класовата мъст на спекулантската буржуазия, която подкрепя правителството на воената лига, преследва и тех, макар и да не се намират в техното царство. По дипломатически път, неговите представители, и чрез лъжливи съобщения, подкупената от него преса в чужбина правят доноси пред правителствата на държавите, където емигрантите са намерили подслон, и всеки ден тия последните са изложени на безпокойствия и преследвания.

При това положение на политическите затворници и емигранти, българския трудов народ, целия българския народ, бихме казали иде, иска да се даде пълна амнистия на тех; той иска още да се създадат в страната условия за да не се пълнят

затворите с нови политически затворници и да не се увеличава број на политическите емигранти: той иска да се премахне жестокиот и безочовечен закон за заштита на државата, жертва на който са тия затворници, и да се овозможи условија за един свободен живот, како се възстановат потшканите конституционни слободи. Тази воља на българскиот народ се изрази в молби на политическите затворници от всички затвори, в искания на техните бащи, майки, жени, деца и на техните близки сграждани и сселени из цела Бугарија, в искания и протести на политическите емигранти от Југославија и другаде в Европа и на целиот опозиционен печат и в заявления на депутати от опозицијата в парламента. Работническиот печат в Бугарија систематично води борба за пълна политическа амнистия.

На всичко това обаче, правителството и неговите органи отговаряха и отговарят: «амнистия се даде на два пјати; сека амнистия означува разклаќање на правосудието; в затворите нема политически затворници — това са «разбойници» и «убийци», които треба да дадат доказателства, че са се «покајли» и тогава могаат да разчитат на «височайша милост».

Наистина, правителството даде на два пјати «амнистия»: првиот пјат, през јануари 1924 г., и вториот пјат, пак през јануари 1926 г. Но кого амнистрира българското правителство?

Првиот пјат беа амнистрирани убијците на дваесет хилади селяни и работници, действующите и запасни офицери и подофицери, членове на разните фашистки организации: офицерската лига, Кубрат, Родна заштита, македонските главорези на Ив. Михайлов и Протогеров и Врангеловите офицери. Вториот пјат беа амнистрирани разните престјпници през време на војната, които беа осјдени како виновници за народната катастрофа, и разните спекуланти и крадци, а за да хвјрли прах в очите на българското и чуждо општествено мнение, правителството на Лјачев вклучи в вториот «амнистия» и неколку десетки души работници, селяни и интеллигенти, противници на неговата политика.

Обаче, вјспреки цинизма на правителството и неговите органи, вјпроса за пълна политическа амнистия не слиза от колоните на опозиционниот печат. Почти всички легални опозиционни партии се изказаха за амнистия. Социалисти, земледелци, безпартийни работници, работнически синдикати, радикали, демократи, стамболовисти се изказаха за даването на пълна политическа амнистия. В парламента, народниот представител от земледелската група П. Минев внесе предложение за амнистия, подкрепено от депутати на всички опозиционни партии, вклучително и от представителот на национал-либералната партија Д. Ѓиорчев.

Но правителството на Лјачев не се сјгласи да постави това предложение на разискване в сјбрането. По това пред-

ложено на земледелскиот депутат, Лјачев с насмешка отговори, че с този вјпрос мога да се занимае бјдацата камара.

Това поведение на военото фашистко правителство прете чашата на търпението у политическите затворници. И те решиха да действуват; те решиха да изразат својот протест како објавиха гладна стачка. Те излезоха и публично оповестиха на българскиот народ, че са принудени да прибегнат до гладна стачка, како единствено средство, кјм което те могаат да прибегнат, за да заставаат правителството да внесе в Народното сјбрание на разгледање и приемање един законопроект за пълна политическа амнистия.

Гладна стачка бе објавена от политическите затворници в цела Бугарија. От 28 февруари гладуваат 500 души политически затворници. Правителството се смути. То отрече сјществувањето на стачката; едновременно с това обаче то почна да действува с присјщата нему бруталност против стачниците. Чрез прокурора на Софийскиот Окрјжен сјд то предприе разследвања мејду стачниците, за да «установи» сјществувањето на некаква «конспиратива организација» мејду тех. Стачниците беа наказани с по един месец строг карцер. Но правителството не се ограничи с това; то арестува целиот редакционен и административен персонал на работническиот вестник «Новини», който даваше редовно сведения за стачката и публикува заявления на стачниците, в което те изложиха мотивите на стачката.

И тия нови насиљия не ще помогнат на Лјачев.

Масовата стачка на политическите затворници в Бугарија слага с още поголема настойчивост пред българскиот народ вјпроса за пълната политическа амнистия; тј слага с една наложителност тјој вјпрос пред работничеството и прогресивното општествено мнение в чужбина, което ще засили својата борба за пълна амнистия.

Борбата за ослободувањето на политическите затворници и завржачането на политическите емигранти, и за сјздавањето на условија, при които не ќе могаат те да бјдат избивани и не ќе «изчезваат безследно», како техните другари, които се завррнаха миналата и по-миналата година, продолжува.

Петициите на затворниците и техните близки и исканията на опозиционните партии в Бугарија за пълна амнистия; митингите и сјбрањата в разните европејски столицы и специјалните брошури, които се публикуваха «за пълна политическа амнистия» в Бугарија» покаваат, че тая борба не ќе престане, до като не се даде пълна амнистия на политическите затворници и емигранти, до като не се премахне крјвавиот закон за заштитата на државата, до като не се възстановат конституционните слободи в тая измјчена страна.

Г. Казановски

Развјрзаните рјце на капитализма

Не веднај аз сјм доказувал в колоните на в. Балканска Федерација, че малките балкански државици от преди војната са били винаги жертва на антагонизма мејду големите европејски држави. Пјрвокласните европејски канцеларни беа успели да си сјздадат на полуострова свои клиенти и уповавајќи се на тех, те се стремеха да имаат там надмоќие. Те се стремеха, повеќе или по-малко, кјм Проливите и когато не можаа да ги завладаат за себе си, те ги поискаа за своите васални и протежирани от тех држави. Царска Русија тјр сеше начин да излезе вјч от Черното море, кјдето ја беа затворили договорите. Германија наложи своето владичество на султана при стара Турција, како и при нова Турција — по целата нејна политика беа рјководена от нејниот икономически тласк кјм Мала Азија. Господарка на Багдадската ж. п. линија, којто тја строеше, Германија се чувствуваше в Анадола како у дома си и имаше за цел да компенира, чрез колонирањето на тая страна, недостатјноста на другите свои колонии, които трудно можаа да се заселат. Австро-Унгарија, чијто аспирации беа идентични с тия на нејната сјюзница — Германската империја, се стремеше кјм Солун и Белото море, и тј помисли, че ќе направи една голма крачка в това на правление, когато в 1908 г. анексира Босна и Херцеговина, вјпреки сјществувањето на Берлинскиот договор. Англија и Франција пак тјрсеа начини за да парализираат подема на германските сили; с не по-малко недоверие те следеха похода на царизма кјм Босфора, макар че за да предотвратат неговото военно отсјгашление те требаше в 1915 г. да му обещаат завладавањето на Цариград и Проливите, които тая столица доминира.

Малките балкански државици беа васални на великите сили и страдаа от техните сјперничества. Още от 1883 г.

Ромњија беа свјрзана чрез договори с Берлинскиот и Виенскиот кабинети; Бугарија, којто беа рожба на бившите руски царе, се објрна против тех, и Фердинанд Кобургски беа човека на Балхаусплац (Австро-унгарското министерство на вјшните работи). Затова пак Карагеоргиевичите от Белград беа орјдени на Петербург. Гјрција, којто се управљуваше от шуреја на Вилхелм II, се колобаше мејду својата германо-филска и антантофилска фракција. Относно черногорскиот крал, тјој беа едновременно най-малко при три велики сили на заплата. Преди 1914 г., Балканскиот полуостров многу пјати щеше да стане крјрав театар на австро-руските конфликти, обаче итали-австријскиот антагонизам беа не по-малко остјр отколкуто пјрвите и Албанија му служеше за бойно поле.

Нищо или почти нищо не се е изменило в 1927 г. Вјспреки изменението на географическата карта, балканските народи, са винаги подчинени. Селяните, които представляваат грамадното болшинство от населението мејду Карпатите и Пелопонес, работниците, чието число достатјчно се е увеличило и којто са концентрирани в неколку центрове, продолжуваат да бјдат подчинени на тесногјрди олигархии, на дворцови котерии, на землевладелски или банкерски феодали, на воени камарили. Ромњија, Југославија, Гјрција увеличиха своите територии за сметка на: Унгарија, Бугарија и Турција, без обаче с това да се е подобрило социјалното положение на болшинството от народа.

Но тия дворцови котерии, тия воени камарили, тия феодали продолжуваат да са играчка в рјцете на чуждите европејски сили. Тия сили не са вече пак сјщите, които преди 15 години си оспорваха надмоќието.

Германија нема вече авторитет в Балканската зона, како и Австро-Унгарија. Германија погледа по-скоро кјм Рейн и Висла, а Константин гјрчки и Фердинанд Кобургски не са вече в Гјрција и Бугарија, за да обслужваат техните интереси. Австро-Унгарската монархија е разпокјсана и днес Австрија и Унгарија, взети по-отделно, са по-маловажни отколкуто Белгија.

Русия от своя страна до днес не се е опитала да упражни в Балканите, освен едно ограничено влияние. Тя предпочита да обрща погледите си към Балтийските страни и Азия. Тя се намира в борба с Ромъния за Бесарабия, която Букурещкия кабинет загуби, въпреки всеко право. Режимите, които са настанени в София и Белград, са нейните родени врагове.

Големото съперничество днес на Балканите е между Франция и Италия, при все че тия две капиталистически и империалистически държави нямат там едни и същи интереси.

Официална Франция търси навред съюзници, които биха могли да ѝ гарантират стабилността на Версайския договор. Тя води преговори с правителства, които се надпреварваха да обкръжават германския свет, да парализират всеки опит на Германия за нападение и всеко присъединение на Австрия към нея. Така, тя води последователно преговори с Полша, Чехославия, Ромъния и Югославия за сключването на разни политически и военни конвенции.

Френско-ромънския договор бе публикуван през м. януари. Той интересува едновременно и Унгария и Съветска Русия. Лесно обяснимо е това, понеже велика Ромъния се обогати с Трансилвания, за сметка на Унгария, и с Бесарабия, за сметка на Съветите. С една реч, Ке д'Орсе — Външното министерство на Франция, дава известни гаранции на ромънското правителство против неговите северни и южни съседни. Но всеки отбранителен съюз може да се превърне лесно в нападателен. За това и, с право, съветския представител в Париж, Раковски, е протестирал против тоя дипломатически акт, в който той съзира известно заплашване против С. С. С. Р. В последно време е бил сякщо тѝ подписан и един френско-югославиянски договор, на който текста още не е известен. При това, не би требвало да се придържаме на този текст, ако даже той би бил публикуван, защото по край откритите ангажменти, които биха се приели в него, има и тайни задължения.

Благодарение на тая своя политика, Франция разполага на Балканите с неоспорими средства. Италия преследва на полуострова много обекти наведнаж: един политически обект, който се състои в групирването на повече държави под свое управление; един икономически обект: турянска рѝка върху природните богатства на тия държави и експлоатацията на техните пазари. Докато тя разговаря с дирижорите в Букурещ, София и Тирана, за да ги подчини на своите планове, Мусолини получава от тех разни мини, петролни извори или постройката на големи обществени предприятия. В Белград той се сблъска с френското влияние, но той си отмъсти като вилете Югославия в цела мрежа от интриги, третирайки едновременно и с Ромъния, която е съюзница на Франция и на Италия, и с България и с Гърция. Той открива даже война в Турция, която пази Цариград и Проливите. По този начин, съперничеството между френския и италианския империализъм замести това на австрийския и руския империализъм, който бушуваше преди 1914 г. Това съперничество може да породи най-страшни последици.

Проче, нема нужда да изтъкваме правотата на тезата, която ние много пъти сме защитавали в колоните на в. Балканска Федерация. Само една Балканска Социалистическа Федерация би била в състояние да избави полуострова от тая ненаситна европейска алчност, която подготвя нови войни на Балканите.

Пол Луи

Аграрния и селския въпрос в Ромъния

I.

Преди войната.

Ромъния беше, па и сега си остава една земеделска страна. Населението на Ромъния в своето бо̀шинство е селско. Докато градовете броят едно население от 3,085,363, това в селата достига до 14,068,569. Според неотдавнашните изчисления на г. Алиманистеану (публикувани в Вииторул от 31 декември), 2% от жителите в окръжните градове, 5% от жителите в не окръжните градове и 90% от жителите в селските общини се занимават с земеделие; а това значи, че от целото население на Ромъния 17,153,932 — 12,744,960 са земеделци.

Сравнена с Ромъния от преди войната, днешна Ромъния продължава да е една земеделска страна, при все че са присъединени към нея Трансилвания и Банат, които са повече индустриализирани, отколкото старото царство. Но между вечерашна и днешна Ромъния ние имаме това, което олигархията нарича «велика аграрна реформа» или тѝ наречената «мирна революция», която била изменила основно целата структура на Ромъния. Това твърдение е разпространено, чрез агентите на олигархията сякщо тѝ и вжн от Ромъния. «До войната, Ромъния беше страна на едрите собственици, но днес тя е станала страна на селяните. Обширните латифундии беха унищожени; едрата собственост беше разделена. Вижт на селяните: «ние искаме

земя», който се разнасяше из целата страна, не се чува вече: «желанието на селяните е удовлетворено». В такива розови краски рисува ромънския генерален консул г. Роменхюлер в своята наскоро излезла книга, претендираща на научност, която по-скоро е една панаирджийска реклама, «основните промени», които «аграрната реформа» била донесла в Ромъния. (Велика Ромъния, 634 страници, печатана при Мартинус Нуйхуф, Хага, 1926 г.) Както се вижда, г. консула е в възторг. В действителност обаче, той само преписва това, което ромънската банкеро-финансова-феодална олигархия повтаря при всеки случай, без да има кой да ѝ верва. Според ромънската олигархия — и според нейния генерален консул — едрата собственост била изчезнала в Ромъния и селяните били вече задоволени и щастливи, понеже били получили земя. Г. Роменхюлер прибавя още, че «поземелната феодална собственост била унищожена». Г-н Роменхюлер се изказва тук малко не ясно. Изглежда, че под поземелната феодална собственост, той разбира чисто и просто латифундната собственост. За аграрните феодални **отношения** обаче, или по-право за полу-феодалните или нео-феодални отношения, за тия именно аграрни отношения, които големия ромънски социолог и економист, Доброджано-Герее, вече покойник, ги е включил в наименованието **ново-ро̀бство**, за тия именно отношения г. Роменхюлер не казва ясно, дали и те са били унищожени. Ние ще се помѝчим да дадем върху тия три въпроса — «изчезването» на едрата собственост; «изчезването» на безимотността на селяните и «унищожението» на новото ро̀бство — някои пояснения.

Ромъния от преди войната, между Дунава, Прут и Карпатите, имаше една повърхност от 13,790,300 хектара. Обработваемата площ беше 7,826,796 хектара. Това са изчисления, извлечени из декларациите на самите едри земевладелци, които, разбира се, имаха интерес да представят в по-малко именнията, които са декларирали, и които са могли да дадат фалшиво представление за действителността, като се има предвид, че в Ромъния никога не е имало, па и сега още нема закон за кадастѝра. Според изчислението на бившия депутат Борис Стефанов, който сега е в затвора, обработваемата площ е 8,042,272 хектара.

Ето как се разпределяше обработваемата площ между разните категории собственици.

2071 едри земевладелци, собственици на повече от 500 хектара, са притежавали . . . 2,993,976 хектара или 38,26%.

3314 собственици, от 100 до 500 хектара, притежаваха 816,385 хектара или 10,43%.

Собствениците между 10 и 100 хектара притежаваха 862,800 хектара или 11,02%,

когато останалата част от отруденото селско население, което притежаваха некая и друга част земя, а именно:

290,939 селяни, си разделиха това, което оставаше, а именно 3,153,645 хектара или 40,29%.

С други думи, ако ние вземем собствените с повече от 100 хектара, от една страна, и тия с по-малко от 10 хектара, от друга, ще видим, че **0,64% от собствениците (едрите собственици) притежаваха 48,69% обработваеми земи, когато повече от 95% (селяните) притежаваха само 40,29% от тия земи.**

В другите територии, анексирани след войната, положението не беше много различно от това в самата Ромъния. Отношението между едрата и дребна селска собственост, беше почти едно и също. Само средната собственост беше малко по-голема.

В Трансилвания, 0,5% от собствениците (едрите собственици) с повече от 100 хектара, притежаваха 34,6% обработваема земя, 10,8% (средните собственици от 10 до 100 хектара) — 29,9%, когато 88,7% селяните, са притежавали само 35,6% от обработваемата площ.

В Бесарабия, разпределението на собствеността на обработваемата земя беше следното: 0,7% от собствениците (едрите собственици) притежаваха 45% земя, 24,3% (средните собственици — от 10 до 100 хектара) — 30%, когато 74,4% селяните, притежаваха само 25% земя.

В Буковина, 0,4% от собствениците (едрите собственици) притежаваха 60% от обработваема площ, 3,32% (средните собственици) — 14,6%; и 96,3% селяните, притежаваха 25,3% от обработваема площ.

Трѝбва още да се прибави, че едрите собственици са турили рѝка и върху всички почти гори (6,847,000 хектара или 23,3% от целата повърхност на Ромъния), върху пасищата (2,921,000 хектара или 9,9%) и върху ливадите (1,854,000 хектара или 6,3%), значи на едно пространство, което съставлява приблизително около 40% от целата повърхност на страната. Като се прибавят тия гори, пасища и ливади, които едрите земевладелци притежаваха, към обработваемите земи, техна собственост, ще се види, че едрата собственост заемаше повече от 60% от повърхността на страната, когато дребните селяни са притежавали само 20%. Останалото, съставляваха водите, от които по-големата част от риболовните места, принадлежаха некая сякщо тѝ на едрите собственици, и лозята, пѝщицата (една част от които сякщо принадлежаха на тех), сградите и пр.

Селската сопственост, означена в статистиките до 10 хектара, беше, в действителност, малка. Числото на селяните, които притежаваха повече от 5 хектара, беше тврде малко. Тези, които притежаваха 2, 1 и даже $\frac{1}{2}$ хектар, сѣставляваха болшинството от народа. От 920.939 собственици до 10 хектара, 6,7% имаха по-малко от $\frac{1}{2}$ хектар, 8,8% — между $\frac{1}{2}$ и 1 хектар, 30,4% между 1 и 3 хектара, и 34,9% между 3 и 5 хектара, значи: 80,8% имаха по-малко от 5 хектара и само 19,2% между 5 и 10 хектара. Напротив, едрата сопственост беше едро-земледелска (латифундия). Много малко беа тия от боярите, които познаваха точно поврхноста на своите земи. Не редко беа и такви от тех, които никога не са даже виждали своите земи, които ги познаваха само по име, и които приказваха за тех като за владения в Африка или в Индия. Фамилијата Кантакузен например, притежаваше, както се приказва, само в Яломидијата округ (на Дунава) близо 100.000 хектара. В цела Ромџија имаха 771 имения, с по 1.000 до 5.000 хектара, 112 от 3.000 до 5.000 и 66 над 5.000, значи приближително 1.000 имения с повеќе от 1.000 хектара земя. Много бояри, ленивци, неспособни да управљават своите имения, отдаваха ги често под аренда на чужденци, които идваха тук за брзо забогатјување. Токмува възхвалениј патриотизам на боярите и тук блесна в својата голота. Тџи например, брати Фишер, австријски евреј, беа концентрирали в свои рџце преди 1907 г., 159.399 хектара обработваеми земи, коиго беа взели под аренда в Молдавија и 98.439 хектара гори, или всичко повеќе от четврт милион хектара. В Мунтџија, крупни землевладелци, повеќето от грџци произход, сѣставляваха второ издание на брати Фишер.

Земледелското стопанство, условјата в които боярите и техните крупни арендатори обработваха тия огромни имения сѣставляваха едно хиџно чудовиџе с две глави: една феодална и една капиталистическа, една смесица от всичко најстрашно и најадско, което феодализма и капитализма притежаваха.

При феодализма, селянина имаха известни права врџу земята, бояра не беше нејн абсолютен сопственик: тој беше длџжен да остава земя и на селянина. След «освобождението» на селяните, в 1864 г., именията на бояра беа објавени за негова абсолютна сопственост, и селянина немаше вече никакво право над земята.

При капитализма, сопственика свободно располагаха с својата сопственост. Но дребниј сопственик селянин не се радваше на тоа право. Малките парчета земя, коиго «освобождението» беше му подарило, беа објавени за неотчуждаеми, тој не можеше да ги продава или да промени своето местожителство, тој беше закрепостен за земята и за едриј сопственик. Защото, ромџискиј селянин, којго не беше свободен како «сопственик», не беше свободен и како работник: тој не можеше да продава својата земя, којта беше недостатџна да го изхранва, и да отиде другаде да работи; тој беше принуден да остане там, кџдето беше и там да продава своите рџце на единствениј работодадел в округта: бояра или неговиј арендатор, којго му палаше по-теџки условиј, отколкото в колонииите.

Боярите и арендаторите обработваха своите имения не само с помоџта на труда на селяните, но още и с техниј инвентар. От 516.443 плугове, 41.723 само принадлежаха на едрите сопственици, когадо 474.720 принадлежаха на селяните. От общото число на конете, едрите сопственици притежаваха 4,8%, а селяните 84,8%; от тоа на рогатия и работен добитџк, џврвите притежаваха 7,8%, а последните 87%. Добитџка принадлежеше на селяните, а пасиџтата на боярите и селяните беа оставени просто на благоволенieto на боярите.

Едриј сопственик позволяваше на селянина да използва една част от земята, обаче тој последниј в замена на тоа требваше да обработва друга част от имението на бояра с свој плуг и с своите сопствени волове чак до реколтата, како пренасяше всичко до магазината или до гарата, разбира се, с своите сопствени кола и волове. Друга една система се закључаваше в тоа, че се позволяваше на селянина да използва част от земята, обаче тој последниј в замена на тоа требваше да отџџпи на бояра половината или две-трети от реколтата, натоварена сџмасно указанијата на бояра. Селянина беше задлџжен да изврџи нај-напред сџответните работи в големите имения, а тоа ставаше в времето, което му служеше за да обработва своето парче земя или даденото му такџво под аренда. Тоа ставаше причина, што земята на селянина да остане необработена или неговата реколта се униџожаваше. Една статистика за Мунтџија покава, че 30,1% от селяните имаха само 47 свободни дни в годината за да се занимават с работите на «своите земи», 25% имаха 42 дни и 8,5% само 27 дни.

Вџн от работата, којта селянина требваше да изврџи за получената земя от имението на бояра, тој требваше да се занимава сџчо тџи и с неговите пасиџца. Много ангарии беа предвидени за селянина, како и разни давнини в натура, коиго тој требваше да дава на едриј сопственик. По-големата част от контрактите беа скључени все през зимата, т. е. когадо селянина и неговото семејство мреше от глад. И по тој начин труда беше оценен дневно от 30 до 40 стотинки и селянина предварително заборџчаваше с работа на бояра за 2 до 3 год. (Велика Ромџија, стр. 168). Ако тој би се опитал да се отскубне от тоа робство, како напускаше семејство, кџџца, добитџк, плуг, земя и избегаше другаде, тој биваше арестуван, по силата на един закон от 1872 г., врџнат обратно в село и заставен да работи. Тој не можеше да се освободи от својата работа, за којта беше се «ангаџира», платџџки в замена на тоа известна сума. Член 2 от тој страшен закон забраняваше на селянина да напуска своето село и да се ангаџира другаде на работа, ако едриј сопственик от округта имаха нужда от неговите рџце. И тој закон се казваше «закон за заштита на труда».

Тој чудовиџен аграрен реџим, тази смесица от нај-џесто-кото и нај-отвратителното, което феодализма и капитализма имат в себе си, тоа ново робство изчезна ли с «великата аграрна реформа» след войната? Тоа ние џе разгледаме в идущиј брой на вестника.

И. Матеску

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

NAŠA ANKETA

KOD ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIŽEVNIKA
O BALKANSKOJ FEDERACIJI

Ghitsa Moscu

Ghitsa Moscu stupio je već u prvoj svojoj mladosti u rumunjski revolucionarni pokret. Osnovao je zajedno sa drugima: Savez trgovačkih i industrijskih namještenika, bio mu je glavni tajnik i uređivao je savezno glasilo: Činovnik. Bio je urednik socijalističkog dnevnika Romania Muncitoare, koji se kasnije prozvaao Lupta. Suradivao je u stranačkom časopisu Viata Sociala. Organizovao je i podržavao ilegalni revolucionarni pokret za vrijeme njemačke okupacije u toku rata i zato je bio osuđen od okupa-

cijonih vojničkih sudova i zatvoren u tvrdjavu Jilava, odakle da je oslobođio istom konac rata.

Poslije rata on je vodio glavnu riječ u legalnom i ilegalnom radničkom revolucionarnom pokretu. Zato je bio osuđen na doživotni prisilni rad, uspjeo mu je da uteče i pobjegne u inozemstvo, gdje sada živi u emigraciji.

Baš sam htjeo odgovoriti na anketu, koju je vaš odlučni časopis „Balkanska Federacija“ proveo po čitavom svijetu, kada mi dopade u ruke historički dokumenat od velike vrijednosti za balkansko pitanje, koje nas isto tako zanima,

Imam pred sobom: „Manifest socijalističkih stranaka balkanskog poluotoka“, izdan 1915, u ime stranaka Rumunjske, Grčke, Srbije i Bugarske, godinu dana kasnije nego li se je srpski narod, najprije u ratu sa austrougarskim imperijalizmom, prolio svoju krv sa radničkim narodom ostalih zemalja, a sve samo u interesu gospodujućih slojeva u zaraćenim državama. Bilo je to u oči nastupa Bugarske u rat, zatim Grčke i Rumunjske, u oči tih događaja, koji preobratit će čitav balkanski poluotok u dolinu ruševina. Ovaj manifest socijalističkih stranaka, jedinih političkih stranaka na Balkanu, koje već od 1909 na prvoj međubalkanskoj socijalističkoj konferenciji u Beogradu zahtjevaše *Balkansku Republikansku Federaciju*, obratio se je ovim riječima balkanskim narodima: „Osvojenje i podjela balkanskog poluotoka i Turske uz borbu za posjed svjetskog tržišta glavni je cilj, za kojim dandanas ide imperijalistički rat... Nikad nije bila očiglednija pogibelj osvajačke politike velikih sila... Obruč mača i ognja sve se više steže oko Balkana... Vladajuće klase i balkanske dinastije drže pod režimom proganjanja i ugnjetavanja podjarmljene naroda u Macedoniji, Dobruđi, Traciji i taj režim je najjasniji dokaz, da rat nije imao cilj oslobađanja naroda i nezavisnost balkanskih zemalja, nego osvajanje novih teritorija... U ovaj su čas štampa, državni, čitave stranke u balkanskim prijestolnicama potkupljene i prodane za novac, kojega prospilju zaraćenim državama... Balkanski proletarijat zvoni na uzburu i pozivlje radničku klasu i široke narodne slojeve balkanskih zemalja, da one same uzmu u svoje ruke spašavanje nezavisnosti balkanskog poluotoka... U njihovom je interesu i njihova je dužnost, da se bore za ostvarenje Balkanske Republikanske Federacije... I balkanski rat (1912—1913) i svjetski rat dokazuju očito, da je samo nezavisni savez balkanskih naroda u stanju, da im osigura slobodu i neodvisnost.“

Gotovo doslovice mogu se danas opetovati ove iste riječi! Članci i činjenice, koje u svakom broju donosi „*Balkanska Federacija*“ potpuno dokazuju, da niti rasulo austrougarske carevine niti pojava Velike Srbije i Velike Rumunjske nijesu promijenili položaj i sudbinu radnog naroda na Balkanu. Danas se kao i prije igra na ledjima balkanskih naroda ista politika odmazde između vladajućih klasa na Balkanu, ista imperijalistička politika velikih evropskih sila prema balkanskim državama. Jedva je prošlo nekoliko godina od takozvanog „mira“ i eto je sve gotovo, da bukne novi rat. Macedonija ne pripada Macedoncima, niti Dalmacija Dalmatincima, a nijedna balkanska zemlja ne uživa slobode. Politika tlačanja narodnih manjina ne vuče za sobom samo zločinačko uništavanje ovih naroda, nego nosi u se bi iskru novog rata između balkanskih država. Prodiranje talijanskog imperijalizma u Albaniju i Bugarsku, francuski imperijalizam zaokružuju Jugoslaviju, engleski i talijanski vlada emporijima Rumunjske i Grčke — eto to je slika, koja pokazuje, da današnji vladavci balkanskih zemalja nijesu u stanju kao ni do sada, da osiguraju slobodu i napredak balkanskim narodima.

Da se izbjegne novo krvavo obračunavanje između balkanskih naroda, mora zahtjev za „Federacijom balkanskih država“, koja ustalom ne može biti nego: „Federacija balkanskih republika“ biti *dnevna* lozinka akcije radnih masa varoši i sela i svih balkanskih narodnosti. Ali da ova borba balkanskih masa za Federaciju balkanskih republika može biti okrunjena uspjehom, potrebno je, da same mase, a u prvom redu napredne radničke stranke najprije shvate, da je u nacionalnom pitanju jedino ispravno načelo, koje odgovara interesima svih balkanskih naroda načelo „samoodredjenja do potpunog odcijepljenja“; zatim, da samo savez sa Unijom sovjetskih socijalističkih republika može jamčiti uspjeh borbe za Federaciju balkanskih republika. Eto pod tim uvjetima može se po mom mišljenju ostvariti Federacija balkanskih republika. Promatrati danas stvari kako su one bile pred svjetskim ratom i tobože ne vidjeti, da ima tomu deset godina postoji veličanstvena Unija sovjetskih socijalističkih republika — bila bi velika politička pogriješka. Sovjetska Unija je u nacionalnom pogledu — balkanski poluotok u velikom omjeru, ali ona je riješila i nacionalno i socijalno pitanje. Danas, kad je potpuno bankrotirala ratna politika kapitalističkih država i kad te iste kapitalističke države pripravljuju novi rat,

tražiti i biti u savezu sa *Jedinom Republikanskom Federacijom Naroda* — to može i mora biti jedina politika naroda, koji se žele osloboditi od svakog jarma i svakog tlačanja.

Ghitsa Moscu

Ladislav Fényes

Ladislav Fényes rodio se je 1871 god. Bacio se je na novinarstvo u svojoj 21 godini i od tada bori se bez prestanka za seljaštvo i proletarijat varoši i sela. U 1917 vodio je ogorčenu borbu protiv rata. Poslije revolucije radio je zajedno sa Mihajlom Karolyem. Iza toga bio je dvije godine u istražnom zatvoru, osuđen, da je sudjelovao u umorstvu grofa Tisze. Bio je riješen i netom je ponovno izašao na slobodu, napao je svom ostrinom diktaturu i zato je bio osuđen na 5 godina tamnice. Podigao se protiv njemu osam parnica radi tiskovnih prekršaja i te bi mu sigurno donijele doživotnu kaznu, da nije na vrijeme utekao iz Ugarske. Sada živi u Beču. Za vrijeme balkanskog rata 1912 bio je ratni dopisnik u Sofiji i na bojnim poljima.

Ladislav Fényes je veoma uvaženi publicista u Ugarskoj.

Vi ste mi iskazali čast, što me zapitaste za moje mišljenje o sadašnjem položaju na Balkanu i o balkanskoj federaciji, cilju, koga je sebi postavio vaš list.

Socijalni položaj nalazi se u čitavom svijetu u vulkaničkom stanju, jer se je čovječanska svijest, njena snaga i njena energija oslobodila vanjskog plašta.

I ako se nije sve u zadnjim decenijama na svijetu demokratizovalo, želje i težnje svih naroda zauzeše prostranije dimenzije. Neprestana głoženja i sukobi, koji postoje između tih želja i realnosti, stvorit će ozbiljna legla požara.

Balkanski je poluotok najstariji i najstpriljiviji vulkan u Evropi. Jedva se može zamisliti, da je riješenje balkanskog pitanja moguće *putem evolucije*. Stare ideologije i želje raznorodnih masa, koje žive na Balkanu, tako su nerazriješljivo pomiješane, da je jedva moguće naći neki izlaz. Kad bi za svaki nacionalni, jezični ili vjerski zahtjev u toj zemlji izviralo jedno vrelo petrolija, bio bi balkanski poluotok zaista najbogatiji kraj u Evropi. Ma kakvegod granice odredili pojedinim balkanskim narodima, pa da ih zadovolje, neka ih proglase i državama, uvijek će se predbacivati nepravda i od časa, kada se interesi vladajuće kaste pod maskom nacionalnih ideala ne budu mogli podrediti jedni drugima — biti će ideja federacije, koju vaš list propagira, najpoželjnije riješenje: savez autonomnih teritorija pod zajedničkom političkom i gospodarskom upravom. Što vlada dandanas u takozvanim narodnim balkanskim državama nije nego despotizam nekih političkih grupa, koje hoće da gospodare nad drugim despotičkim grupama na štetu nesretnog i nevoljnog naroda. Političko, gospodarsko i duševno stanje u Evropi dandanas je u tako mutno, da ja vidim, kako se približava užasna katastrofa, koja će uništiti kulturu i čovječanstvo. Tada će se iza te velike krize podignuti pomalo novi svijet, nastati će novi pogledi, koji će najprije potpuno, uništiti stari nazor o svijetu i onda tek izvršiti potrebno izjednačenje. Ali koliko će lijepih i dragocjenih žrtava pasti za vrijeme tog procesa!

Prosvijećeni duhovi nemaju na žalost na raspoloženju vojsku bez narodnosti, vojsku, koja nema krvavih prohtjeva i čiji bi vodja mogao reći političarima: „Vodje, mi smo ljudi postali potpuno svjesni naše časti i mi vam naredjujemo: u ovoj zemlji mora svatko imati, šta da jede, da se odijeva i da stanuje u zdravim stanovima, da se može naobraziti i da može raditi, ovo nam se ne može uskratiti, kako nam se ne uskraćuje zrak i voda. Mi hoćemo, da pomoću strukovnjaka i silom zakona i naredaba osiguramo svakomu, koji hoće da radi najnužnije za život. Ako netko neće da radi, ako netko neće, da izvrši vaše naloge, koje mu izdaste kao strukovnjaci a ne u vašem vlastitom interesu, onda ćemo mi postupati s njim onako, kako bi vi isti s njim postupali.“

Ali u ovom času, dok ne postoji takva vojska, koja može prisiliti mogućnike i nezallice, da rade u interesu istinske kulture i u interesu miliona i miliona ljudi, veoma je naravno, da vi sanjate o jednoj federaciji.

Mi ne smijemo pak zaboraviti, da je svaki napredak nastao doista iz sanja.

Ladislav Fényes

Jedan historički događaj

Antiimperijalistički kongres u Bruxellu

Zajednički front radnih slojeva i potlačenih naroda čitavoga svijeta

Imperijalizam datira ima tomu 40 do 50 godina. To je najnoviji oblik kapitalističkog izrabljivanja.

U zadnoj četvrti prošlog vijeka bacile se velike kapitalističke države pojačanom snagom na osvajanje kolonija. Do tog vremena imale su samo Engleska, Rusija, a donekle i Francuska kolonija. Od 1884 do 1900 pojavile se na pozornicu Njemačka, Sjedinjene

Države Sjeverne Amerike i Japan: Kroz to vrijeme bilo je osvojeno u Aziji, Africi i Americi površine sa 57 miliona stanovnika.

Želja za osvajanjem kolonija rasla je uslijed toga i povećavala se sve više. Imperijalističke države prisvojile nove zemlje i tamo, gdje se nemoguće domoći kolonija, tamo nastojahu proširiti i pojačati svoj politički i gospodarski upliv.

Na početku svjetskog rata kolonije velikih i malih imperijalističkih sila zauzimahu površinu od 65.000.000 km² sa 523 milijona stanovnika. Kolonijalni narodi sačinjavahu tako trećinu svega Gudsstva. Ali osim kolonija bilo je zemalja kao Kina, Persija, Turska, Balkan, koje se nalazahu u polukolonijalnom stanju. A u tim zemljama živjelo je preko 450 milijona stanovnika.

Poslije velikog imperijalističkog rata nije se položaj promijenio. Kolonijalni narodi, koji su aktivno učestvovali u ratu i koji nakon ovog mrvarenja primiše od antantinih država svečana obećanja, da mogu slobodno odlučivati svojom sudbinom, u stvari promijenise samo svoje gospodare. Njemačke kolonije podijeliše između sebe veliki imperijalistički grabljivci. Još više: oni podjarmise narode, koji su dotle bili slobodni ili na pola slobodni. Liban, Mezopotamija, Hedžas, Jemen, Haiti, Crnagora i još druge zemlje padoše pod teške pandže imperijalizma.

Što se tiče samog režima u kolonijama, on je ostao potpuno isti. Nije nastala nikakva promjena u odnosima između imperijalističkih država i kolonijalnih naroda. Strahoviti sistem pljačkanja, nepravde, odiranja, razbojništva, koji je do tada vladao i sada sve ljepše napreduje. Još se je pojačala želja, da se iz kolonija iscrpi što veća korist, da se što više izrabli radnika i seljaka. Financijski kapital raspolaze sa životom i imanjem urođenika. Upravne, vojničke i porezne vlasti tamo su neograničeni gospodari. Samovoljna djela upravnih vlasti, zatvori, pa i ubijanja urođenika, koji bi bili i najmanje sumnjivi, da se i najmanje bune proti drakonskim zakonima kolonijalnih vlasti — obične su stvari i na dnevnom su redu. Radničke nadnice u tvornicama evropskih, američkih i japanskih kapitalista veoma su neznatne. Ne postoji za ove narode pravo štrajka, sastajanja, udruživanja, niti sloboda štampe. Kao što smo istakli, imperijalisti nastoje samo pomnožati svoje bogatstvo, izrabiti naravno bogatstvo kolonija i prisvojiti njihove rudokope, šume i t. d. — i samo se obogaćivati i opet obogaćivati. I kolonijalni narodi dodjose do vrhunca svoje strpljivosti!

Pod uplivom ruske revolucije počese ovi narodi ustancima i bunama davati znakove njihovog protesta i negodovanja. Mi opazamo u ovih zadnjih pet-šest godina, kako u većini kolonijalnih zemalja planuše oružani ustanci, bune u velikom omjeru: u Maroku, Indiji, Siriji. Probudila se je i polukolonijalna Turska. Borila se je i uspjelo joj je, da se oslobodi i ona je tim ohrabrila kolonijalne i polukolonijalne azijske narode na borbu proti kapitalizmu Zapada. Njen primjer slijedila je Kina. U malom razmaku vremena od same dvije godine uspjelo je revolucije ovog ogromnog teritorija sa 400 milijona stanovnika, da zadade užasan udarac tim imperijalističkim državama u osobama njihovih plaćenika različitih kontra-revolucionarnih generala. Polovina ovog ogromnog kineskog teritorija nalazi se već sada u rukama revolucionera, a to jest u vlasti radnika, seljaka, intelektualaca, te trgovaca i industrijalaca, koji se također bore za svoje narodno oslobodjenje.

S jedne strane ruska revolucija, koja je uništila vlast carizma i buržoazije, koja je oslobodila seljaka i radnika, koja je proklamovala pravo naroda, da sami određuju svoju sudbinu, a s druge strane kineska revolucija, koja prijeti samom opstanku imperijalističkih država kao takovih pobudjuju ogromno oduševljenje za borbu oslobodjenja kod kolonijalnih i polukolonijalnih naroda.

I odraz tog bojovnog oduševljenja bio je kongres u Bruxellu, koji se je tamo održavao pred dvije sedmice.

* * *

Odigrao se je veliki historički događaj u prvoj polovici veljače (od 10—15.) ove godine. U Bruxellu sastao se je prvi kongres proti imperijalizmu i kolonijalnom tlačanju. Opazilo se je, da na kongresu sudjeluju predstavnici jakih političkih organizacija, radničkih sindikata i nekih evropskih pacifističkih udruženja, te odlični nosioci misli i znanosti civilizovanog svijeta.

Kolonijalna pitanja bila su do sada veoma često raspravljana na međunarodnim socijalističkim kongresima i osobito je ljevica stavljala predloge, da se jednom učini kraj kolonijalnom potlačivanju i u tom pravcu bile su prihvaćane rezolucije. Ali sami kolonijalni narodi stali su do sada po strani osim na kongresu u Amsterdamu 1904, ali i tu su bili samo predatavnici dvaju naroda: Katayama i Hindu. Uostalom rezolucije, koje su prihvatili ti kongresi imali su uvijek samo teoretski značaj.

Poslije rata i poslije ustanovljenja komunističke internacionalne ova se je temeljito pozabavila položajem kolonijalnih naroda i proklamovala je odlučno njihovo pravo na potpunu i neograničenu narodnu slobodu. Tri godine za ruske revolucije održavao se je kongres u Baku, koji je okupio predstavnike azijskih naroda. Ali sada, i ako je ovaj kongres u Bruxellu bio organizovan u veoma kratkom razmaku vremena, mi vidjesmo tamo zastupane gotove sve kolonijalne i polukolonijalne zemlje čitavog svijeta.

Na ovom kongresu bile su zastupane 134 organizacije sa 174 delegata, od kojih je stotina predstavljalo kolonijalne zemlje, a ostali su bili predstavnici moćnih sindikalnih i političkih organizacija i nekih pacifističkih udruženja, tu su nekoliko odličnih evropskih intelektualaca pridonijeli ugled svojih osoba i svojih riječi. Na ovom historičkom kongresu uzeše učešća delegati Kine — pred-

stavnici kantonske vlade, kantonske narodne vojske i narodne revolucionarne stranke Kuomintang i njenih mnogobrojnih odijeljenja u Evropi, profesionalnih i studentskih kantonskih udruženja, kantonske trgovačke komore; delegati Indije — predstavnici narodnog sveindijskog kongresa, ceylonskih strukovnih udruženja i saveza indijskih studenata u inozemstvu; delegati Indo-Kine, Japana, Koreje, Filipina, Sirije, Arabije, Palestine, Perzije, Egipta, Venezuele, Meksika, Haiti, Kube, Portorika, Alžira, Maroka, Tunisa, Istočne Afrike, Južne Afrike (Kap, Transval, Oranje, Natal) i t. d., i t. d. Između tih delegata bilo je nekoliko predstavnika strukovnih organizacija teh zemalja. Na kongresu uzeše učešća predstavnici 8 milijona sindikalnih radnika. Među evropskim učesnicima ističemo iz Francuske: Henri Barbusse i Vernochet, glavni tajnik internacionalne nastavnika; iz Holandije: Edo Fimmen, glavni sekretar internacionalne transportnih radnika i Henrietta Roland-Holst; iz Engleske: Lansbury, glavni tajnik nezavisne radničke stranke Brockway, Bekett, Wilkinson, Pollitt, Mac Manus, glavni tajnik amsterdamske internacionalne Brown; iz Belgije: Marteaux, Gérard; iz Njemačke: Georg Ledebour, Willy Müntzenberg; profesori Einstein i Lessing, Helena Stocker, Ernest Toller i t. d. Više odličnih evropskih ličnosti, koje su bile zapriječene prisustvovati kongresu kao Viktor Margueritte, Cook i drugi poslaše izjave svojih simpatija i pristajanja uz protest kongresa.

Nakon izvještaja o stanju različitih kolonijalnih i polukolonijalnih naroda, o imperijalizmu i radničkom pokretu, o pomoći, koju će radnička klasa čitavog svijeta pružiti pokretu za oslobodjenje kolonijalnih i polukolonijalnih naroda, o zajedničkom nastupu oslobodilačkog narodnog pokreta i socijalne borbe u tim zemljama, — kongres je primio naročitu rezoluciju *ad hoc* i zaključio, da različite lige proti kolonijalnom tlačanju i divljaštvu ujedini u svjetsku borbenu organizaciju proti imperijalizmu i za narodnu nezavisnost. Na koncu je kongres izradio već objavljeni manifest proti kolonijalnom ugnjetavanju, u kojem je naglasio svrhu, koju ima ova svejetska liga i žarkim riječima pozvao sve potlačene narode, da učestvuju u ovoj ligi i da se ujedine za zajedničku borbu.

* * *

Od velikog interesa bili su izvještaji kolonijalnih delegata o staju u njihovim zemljama i izjave predstavnika evropskih radnika.

Očajna je bila slika, koju su na kongresu iznijeli kolonijalni delegati. Evo samo nekoliko primjera:

— Bogatstvo naše zemlje nalazi se u rukama samo nekolicine kapitalista; čitav gospodarski život milijona i milijona ljudi ovse o njima, oni ostvaruju basnoslovne dobitke; dividende kapitalističkih poduzeća iznašale su u 1914 god. 40%, u 1920 god. 125%, 1925 god. 200%, radničke su nadnice do smiješnosti niske: 2 do 2½ francuska franka na dan (*Indo-Kina, francuska kolonija sa 19 milijona stanovnika*).

— Režim užasne satrapije... bombardiranje gradova i sela, ubijanja djece i žena, krađe i otimačina... (*Sirija, francuski protektorat*).

— Ne postoji nikakvo pravo organizacije ni štrajka, radno vrijeme iznosi 11 do 12 sati, kupovna je snaga naroda veoma niska, nadnice iznosi jedva šestinu najniže nadnice u Evropi; 95% je pučanstva analfabetsko (*Holandeska Indija, 49 milijona stanovnika*).

— Sva se trgovina nalazi u rukama japanskih kapitalista, samo u ugljenokopima oni ostvariše u prošloj godini dobitak od 50 milijona maraka, a jedna porodica urođenika od pet članova jedva zasluži na godinu 200 maraka. Naša djeca moraju posjećivati japanske škole, u našem jeziku ne tiska se nikakva novina, nikakva knjiga, i ako smo mi različit narod od Japanaca, sa drugom kulturom (*Koreja, japanska kolonija sa 17 milijona stanovnika*).

— Amerikanski kapitaliste bacise svoje poglede na našu zemlju. Njihovi trusti pokupovaše uz smiješne cijene čitave domene velikoposjednika, samo da izrabljuju naš narod. Samo borbom proti američkom kapitalizmu bit će moguće, da se čitav svijet koriste bogatstvom naše zemlje (*Meksiko*).

— Mi tražimo ljudska prava i čuvanje našeg dostojanstva; mi tražimo, da budemo zastupani u parlamentu, mi tražimo pravednu podjelu zemlje. Kolonizacijska politika vlade upravljena je isključivo proti nama, a nama je nekad pripadala sva ta zemlja. Mi ne možemo niti pomisliti, da podignemo ustanak, ali mi ćemo organizovati i provesti pasivni otpor; mi ne ćemo plaćati poreza, kad nemamo prava; četiri smo puta poslali odaslanstva u London, ali sva četiri puta bile su odbivene naše tražbine (*Predstavnik crnačkih radnika i seljaka u Južnoj Africi, engleskoj koloniji*).

— Najvažniji je momenat u povijesti naroda, da se je svuda, u jedan mah stvorila veza između narodnih pokreta pojedinih kolonijalnih zemalja, nema sumnje, da će tim u prvom redu biti pogodjena Engleska. Mi smo razoružani, mi ne možemo ni posumnjati na ustanak, na oružanu bunu, ali mi smo u tolikoj mjeri popularizovali ideju „ne-saradnje“, da ona već predstavlja veliku silu. Simpatije su u Indiji naravno za Rusiju, jer je ona kao i mi protivnik engleskog imperijalizma (*Indija, engleska kolonija, 319 milijona stanovnika*).

— Engleski imperijalizam postupa sa Kinom kao kakvom kolonijom. Engleska je zaposjela kineski teritorij: 1848 i 1860 otok

Hongkong, 1896 zaljev Wei-Hai-Wei; 1858 interesnu zonu u dolinama Yang-Tse i 1904 u Tibetu. Od 1896 financijska je oligarhija „podijelila“ zajmove u iznosu od 110 milijona lira sterlinga, 40 milijona od toga bilo je upotrebljeno za gradnju željeznica; četiri velike engleske banke u Kini rade sa kapitalom od 8 milijona lira sterlinga; u rukama se ovih oligarha nalazi 4.500 km željeznice (t. j. 35% čitave kineske, željezničke mreže); rudokopi u pokrajinama Shili i Honan, koji proizvadjaju 20% čitave proizvodnje u zemlji, riječna i obalna plovidba (75 brodova), ta oligarhija ima k tomu u rukama specijalnu poštansku i brzojavnu mrežu i četiri podmorska kabela; kineska trgovina sa Kinom iznosi 37% (120 milijona lira sterlinga) čitave kineske trgovine; čitav niz upravnih i financijskih ustanova nalazi se u engleskim rukama. Ukupna vrijednost engleskog vlasništva u Kini prelazi 300 milijona lira sterlinga. Mora se priznati narodnu kantonsku vladu kao jedino punopravnu vladu zemlje, ostale vlade u Kini samo su orudje u rukama stranih imperijalističkih država (Engleska, Japan, Sjedinjene Države). Mi zahtjevamo, da se prestane sa intervencijama u naše poslove i da se povuku sve trupe, mi zahtjevamo neutralnu anketu o pokoljima u Shangaju, Khakaju, Whansien (Kina) i t. d., i t. d.

Takva je slika u većini kolonijalnih i polukolonijalnih zemalja, na koje se je oborilo gospodstvo Engleske, Sjedinjenih Država, Francuske, Japana, Holandije.

Ali se predstavnici potlačenih kolonijalnih naroda ne ograničavaju samo na to, da se tužakaju i da platonski protestiraju. Oni postavljaju i svoje zahtjeve i pokazuju pravi put k potpunom oslobođenju: uništenje i obaranje svjetskog imperijalizma, koji u sebi nosi pljačku, ropstvo, krvoštvo za kolonijalne narode. Do sada su imperijalističke države huškale jedan kolonijalni narod protiv drugoga, evropske radničke mase protiv potlačenih kolonijalnih naroda. Sada se moraju ujediniti kolonijalni narodi i nastupiti rame uz rame sa radničkim masama čitavoga svijeta, provesti zajednički front protiv internacionalnog imperijalizma za narodno oslobođenje potlačenih naroda.

Kongres je slavio u velike kineske revoluciji. — Mlada Kina zna, rekao je uz veliko odobravanje čitave dvorane glasoviti knji-

ževnik Henri Barbusse, da ona brani svoje pravo na život u isto doba brani također pravo na život ostalih potlačenih naroda. — Mi smo za kinesku revoluciju protiv engleskog imperijalizma. U slučaju rata između Engleske i kantonske vlade mi smo na strani ove posljednje rekao je predstavnik nezavisne radničke stranke.

Kongres je proglasio zajednički, ujedinjeni front kolonijalnih i svih potlačenih naroda, te radnika i seljaka čitavog svijeta. Visoko je naglasio načelo, da se bez narodnog oslobođenja radnici i seljaci ne mogu osloboditi ekonomskog izrabljivanja, da narodno oslobođenje ne može biti potpuno bez oslobođenja od kapitalističkog jarma i da se narodno oslobođenje može potpuno provesti samo ujedinjenjem narodnih, radničkih i seljačkih sila.

Kongres se je sjetio sa zahvalnošću svega onoga, što je učinila sovjetska unija, kojoj se mora zahvaliti probudjenje kolonijalnih naroda i čitav ovaj nastup događaja; kongres se je udivljenjem sjetio svega onoga, što je postigla ruska revolucija.

* * *

U Bruxellu učenjeno je veliko djelo. Posljedice neće izostati u dani čas. Ono će dati novog podstreka revolucionarnom uspjehu kineskog naroda, komu će poći za rukom, da u najkraće vrijeme zada smrtni udarac engleskom imperijalizmu. Ono će ohrabriti kolonijalne i polukolonijalne narode u njihovoj borbi, sigurne, da mogu računati na pomoć radničkih masa čitavog svijeta i oni će pojačati njihovu akciju protiv svojih tlačitelja. Ono će pojačati kod ostalih potlačenih naroda u Evropi vjeru u blisku pobjedu njihovih ideala.

Mi potlačeni balkanski narodi pozdravljamo oduševljeno zajednički rad kolonijalnih, polukolonijalnih naroda i radničkih masa čitavoga svijeta. Njihova bol i naša je bol; njihova borba protiv svjetskog imperijalizma i naša je borba. Uništenje imperijalističkih sila znači također i oslobođenje balkanskih naroda, jer iste sile guše i one narode tamo i nas ovdje. Svjetski je imperijalizam onaj, koji nas preko svojih balkanskih agenata, a to su fašističke vlade balkanskih država i financijski kapital, guši, siše i ubija.

D. VI.

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑ ΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

για την

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΕΜΜΑΝΟΥΗΛ ΝΤΟΥΒΙΓΙΑΡ

Γεννήθηκε στη Λυών στα 1887. Διευθυντής του Γραφείου σχολικών Αρχείων και παιδαγωγικών έρευνών καθηγητής στο Ίνστιτούτο I. I. Ρουσσώ.

Έδημοσίεψε: „οι σημερινές τάσεις της στοιχειώδους έπαι-
δεύσεως“, „το σχολείο της αύριον“, „ο παιδαγωγικός ρόλος του Έρυθρου Σταυρού της Νεολαίας“.

Συνεργάτης της εφημερίδος Έλβετικής Λαός, έπειτα της Έργασίας. Πρώην πρόεδρος της παιδαγωγικής εταιρείας της Γαλλικής Έλβετίας. Πρόεδρος της παιδαγωγικής εταιρείας της Γενεύης. Πρωταγωνιστής πολλών σχολικών μεταρρυθμίσεων.

Ο Έμ. Ντουβιγιάρ είναι πρόεδρος της Επιτροπής της Γενεύης προς υπεράσπιση των θυμάτων της λευκής τρομοκρατίας στη Βαλκανική.

Είσαι Σέρβος; Είσαι Βούλγαρος; Είσαι Έλληνας ή Άλβανός; Σ' αυτήν την σειρά ερωτήσεων, ο μακεδονικός λαός δίδει σήμερα έπως και χθές την ίδια απάντηση: „Είμαι Μακεδόνας“.

Έλευθερωμένη από τον τουρκικό ζυγό, η Μακεδονία ξαναπο-
φέρει, ακόμα πιο σκληρές, τις άγωνίες του παρελθόντος. Οι τουρκικές άγριότητες αντικατεστάθηκαν με βασιανιστήρια πιο σφα,

με κακουργήματα ραφιναρισμένα. Ο λαός αυτός δεν μπορεί να μιλήσει ούτε τη γλώσσα του ακόμα την ίδια γιατί τον άπειλούν βασιανιστήρια. Και όμως δεν παραιτείται των πόθων του. Περισσότερο παρά ποτε διεκδικεί την ανεξαρτησία του. Τι πρέπει να σκεφθεί ένας έλβετός πολίτης για μια τέτοια προσπάθεια; Πρέπει να την θεωρήσει ως νόμιμη;

Ός έλβετός πολίτης κηρύσσομαι άλληλέγγυος με τους άδελφούς μου της Μακεδονίας. εύχομαι, με όλη μου την ψυχή, να επιτύχουμε μέσα στο βαλκανικό πλαίσιο την αυτονομία που ζητούν και που έχουν το δικαίωμα να ζητούν. Όλοι οι έχθροι του καπιταλιστικού ιμπεριαλισμού πρέπει να επιθυμούν την όμοσπονδία των βαλκανικών λαών για να επιτευχθεί η ειρήνη στην Ευρώπη. Η όμοσπονδία αυτή θα μας άπαλλάξει από ένα μελλούμενο μεγάλο πόλεμο. Γιατί δεν πρέπει να ξεχνάμε πως το Μακεδονικό ζήτημα βρίσκεται στο κέντρο του βαλκανικού ζητήματος. Η Όμοσπονδία των βαλκανικών λαών είναι επιθυμητή όχι μόνο για τη Μακεδονία, αλλά ακόμα και για τις εθνικές μειονότητες της Ελλάδος, Γιουγκοσλαβίας και Ρουμανίας, που τα δικά τους δεν έγιναν σεβαστά κατά την υπογραφή των μεταπολεμικών συνθηκών.

Από ποιους μπορούμε να περιμένουμε την Όμοσπονδία αυτή; Από τις κυβερνήσεις; Αυτές θα είναι πάντοτε οι πιο μεγάλοι της έχθροι. Τα συμφέροντα των δυναστικών και των μεγάλο ιδιοκτητών

είναι αλληλέγγυα, και οι μὲν και οι δὲ βρίσκουνε κέρδος μέσα στο βαλκανικό χάος.

Ἡ Ὀμοσπονδία τῶν βαλκανικῶν λαῶν δὲν μπορεῖ νὰ εἶναι παρά τὸ ἔργο αὐτῶν τῶν ἰδίων τῶν λαῶν. Ἀλλ' αὐτὴ ἡ δράση δὲν εἶναι τόσο εὐκόλο νὰ πραγματοποιηθεῖ ὅσο θὰ μπορούσε νὰ πιστέψει κανεὶς. Οἱ βαλκανικὲς μειονότητες οἱ καταδιωγμένες, ὡς τὰ τώρα δὲν ἔχουνε φτιάξει ἕνα κοινὸ μέτωπο. Ἐξεγείρονται οἱ μὴ ἐναντίον τῆς ἄλλης και εἴτε ἐνσυνείδητως εἴτε χωρὶς νὰ τὸ καταλαβαίνουν ἐξυπηρετοῦν ἔτσι τὰ συμφέροντα τῶν κυβερνήσεων.

Τὸ πρῶτο σημεῖο τοῦ προγράμματος δράσεως εἶναι ὁ σχηματισμὸς τοῦ ἐνιαίου μετώπου τῶν καταδιωγμένων μειονοτήτων. Πρέπει νὰ πάψουνε οἱ ἐσωτερικὲς μακεδονικὲς διαμάχες και νὰ πάψουνε νὰ γίνονται, ὅπως συνέβη συχνά, οἱ ἀνθρωποὶ ποὺ ἀφιερώνουν τὴ ζωὴ τους στὴν ἐλευθερία, τὰ ὄργανα τὰ συνειδητὰ ἢ ἀσυνείδητα τοῦ

σερβικοῦ, ἐλληνικοῦ ἢ βουλγαρικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ. Πρέπει ἐπίσης νὰ ἐγκαταλειφθοῦν οἱ τρομοκρατικὲς μέθοδοι ὠρισμένων βαλκανικῶν ἐπαναστατικῶν ὀργανώσεων. Οἱ μέθοδοι αὐτὲς ὠδήγησαν ἄλλα κινήματα στὴν καταστροφή, τὰ ἔχουν κάνει νὰ παρεξηγηθοῦν και ἔδωκαν τὴν εὐκαιρία στὴν ἀντίδραση νὰ τὰ χρησιμοποιήσει γιὰ πρόφαση πρὸς ἐπέμβαση.

Τὴν ἡμέρα ποὺ τὸ ἐνιαῖο μέτωπο τῶν βαλκανικῶν λαῶν θὰ βρίσκεται — δὲ λέμε ἤδη πραγματοποιημένο ἀλλὰ — στὸ δρόμο τῆς πραγματοποίησεως τοῦ τότε θὰ προσέχει και ἡ εὐρωπαϊκὴ γνώμη περισσότερο τὶς βαλκανικὲς βλῆψεις. Ἐκείνη τὴν ἡμέρα, ἡ ἀντιδραστικὴ ἐπιρροή τῶν κυβερνήσεων, δὲ θὰ μπορέσει πιά νὰ ἀντισταθεῖ μετὰ τὴν ἴδια ἐπιτυχία, στὴν πραγματοποίηση μιᾶς πολιτικῆς μεταρρυθμίσεως, ποὺ θὰ εἶναι τὸ πρῶτο σοβαρὸ βῆμα γιὰ τὴν ὀργάνωση τῆς εὐρωπαϊκῆς εἰρήνης.

Ἐμμανουὴλ Ντουβιγιάρ

ΤΟ ΒΟΛΙ ΤΩΝ ΕΡΓΟΔΟΤΩΝ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

..... Ἡ κυβέρνησις εἶναι ὑποχρεωμένη νὰ προστατεύσει ἐπίσης και τοὺς ἐργοδοτάς

Τσαλδάρης, ὑπουργὸς τῶν Ἐσωτερικῶν, „λαϊκός“.

Ἐνας ἐργάτης ἐσκοτώθηκε. Ἐνας κληρονομιάς ἐδολοφονήθηκε ἀπὸ ἕνα βόλι „χαμένο“ τῆς „ἐκκαθαρισμένης“ χωροφυλακῆς. Τὸ ὑπουργεῖο τῶν Ἐσωτερικῶν δὲν ἐβοήθησε τοὺς ἀέργους δὲν ἐξήνάγκασε τοὺς ἐργοδοτὲς νὰ ἀνοίξουνε τὰ ἐργοστάσια στοὺς ἐργάτες ποὺ ζητοῦνε δουλειά, ἀλλὰ τὸ ὑπουργεῖο τῶν Ἐσωτερικῶν ἐγγυήθηκε στοὺς ἐργοδοτὲς „τὴν ἀσφάλειαν τῶν ἐπιχειρήσεων“. Τὸ σύνταγμα διακηρύττει ἴσα δικαιώματα, και τὸ οἰκουμενικὸ ὑπουργεῖο παραχωρεῖ ἴσα δικαιώματα: Βόλια στοὺς ἐργάτες, και τὴν ἐξασφάλιση τῶν κερδῶν τους στοὺς ἐργοδοτὲς! Νὰ τὸ πρόγραμμα ἀκέραιο, νὰ τὸ πραγματικὸ σύνταγμα! Φυσικῶ τῷ λόγῳ οἱ Οἰκουμενικοὶ ἀρνούνται κάθε εὐθύνη γιὰ τὰ γεγονότα — Ὁ διευθυντὴς τῆς Ἀστυνομίας, ὁ Γενικὸς Διοικητὴς, ὁ ὑπουργὸς τῶν Ἐσωτερικῶν δὲν εἶναι ἔνοχοι — κανένας δὲν εἶναι ἔνοχος. „Οἱ ἐργάτες προσέβαλον τὴν χωροφυλακὴν“, ὅταν αὐτὴ ἔμπαινε γιὰ νὰ προστατεύσει τὴν ἐλευθερίαν τῶν ξένων ἐργοδοτῶν, και μὴ τυφλὴ βολὴ διέπερασε τὸν τοῖχο και ἐσκότωσεν ἕναν ἐργάτη — αὐτὸ ἦταν ὄλο. Ἐνα „λυπηρὸν γεγονός“ ἔχει ὅμως μὴ συνέπεια ἐνὸς συστήματος. Αὐτὰ δηλώνει „τὸ ἀμερόληπτον“ ὑπουργεῖο, αὐτὰ λέγει ὁ ἀρχηγὸς τῶν σταυρωτῆδων ποὺ κατηγορεῖται γιὰ τὴν ἀνθρωποκτονία: ὅλα εἶναι ἐν τάξει „ἡ τάξις βασιλεύει στὴν Θεσσαλονίκη“. „Τὸ κράτος ἐνδιαφέρεται τόσο γιὰ τοὺς ἐργάτες ὅσον και γιὰ τοὺς ἐργοδοτάς.“ Τὸ εἶπε ὁ κύριος Τσαλδάρης στὴν συνεδρίαση τῆς βουλῆς. Τὸ ἐνδιαφέρον γιὰ τοὺς ἐργάτες ὑπῆρξε πολὺ μεγάλο. Ἐζήτησαν τὸ δχτάωρο. Ἡ Ἑλλάς ἔχει ὑπογράψει τὴν διεθνή σύμβαση τῆς Οὐάσιγκτων, ἢ Ἑλλάς εἶναι μέλος τῆς κοινωνίας τῶν Ἐθνῶν· ἕνα μέλος ὅμως τοῦ συνδικάτου, ποὺ ἀγωνίζεται γιὰ τὸ δχτάωρο, ἐδιώχθηκε· οἱ ὀργανωμένοι ἐργάτες δὲν ἐδέχθησαν τὴν βάνουσον ἀπόφαση τοῦ ἐργοδοτοῦ· συνέπεια: πληρωμένοι και ἕνας νεκρὸς. Ὁ Ἀλμπέρτ Τομάς θὰ κατέβει στὴν Ἑλλάδα. Ἡ οἰκουμενικὴ κυβέρνησις θὰ παρουσιάσει τὰ σέβη τῆς, τοὺς χαριετισμοὺς τῆς στὴν κοινωνία τῶν Ἐθνῶν. Χαριετισμοὺς στέλνει στοὺς διεθνεῖς ἐργατικὸς νόμους, στὸν ἐργάτη ὅμως ποὺ ὑπερασπίζεται τὰ αἰτήματά του στέλλει — βόλια.

Ἀλοῖμονο! ἡ οἰκουμενικὴ κυβέρνησις ἔκαμε καλὰ τήδουλειά τῆς! Τὸ δημόσιο χρέος ἤβησε, ἡ ἐπαναφορά τῶν ἀξιοματικῶν ἐξηκολούθησε, ἡ χωροφυλακὴ ἐνισχύθηκε, και ἡ ἐπανάληψις τῆς ἐργασίας στὰ κληρονομιάς ὀργανώθηκε κάτω ἀπὸ τὴν πίεση τῆς ἐλάττωσεως τοῦ μισθοῦ. Εἴκοσι ἐργάτες βρίσκονται στὴ φυλακὴ και οἱ ἔνοχοι τῆς ἐργοδοτικῆς ἀνθρωποκτονίας δηλώνουνε φανερά και ὑπερήφανα, τὰ ἀποτελέσματα: „κάνουμε ὅτι εἶναι ἀνάγκη γιὰ νὰ ἀνακαλύψουμε τοὺς πρωταίτιους“. Οἱ μισθοὶ ἤλαττώθηκαν, ἐνῶ ἀπὸ τὴν ἄλλημερὴ ἐψηφίσθησαν οἱ ἀλλαγὲς τοῦ ἐνοικιοστασίου. Οἱ ἰδιοκτῆτες εἶναι εὐχαριστημένοι! Μία αὐξηση 20% γιὰ τὰ μαγαζιά και 10% γιὰ τὰ σπίτια! Δὲν εἶναι ἀσχημα. Ἡ ἐπέτειος τοῦ δημοκρατικοῦ μανιφέστου ἐωρτάσθη, ἀπὸ τοὺς οἰκουμενικοῦς: Αὐξηση τῶν ἐνοικίων, ἐλάττωσις τῶν μισθῶν. Ἡ „μακεδονικὴ πυγμητὸ σύστημα τῆς βίας, ἐφαρμόσθη στὴν ἀρχὴ κατὰ τῶν Βουλγαροφόνων, ἐφαρμόζεται τώρα κατὰ τῶν ἐλλήνων

ἐργατῶν, κατὰ τοῦ λαοῦ ποὺ ἐδημιούργησε τὴν δημοκρατία και ποὺ ὑπερασπίζεται τὶς βάσεις ἐνὸς συντάγματος ἐναντίον ἐνὸς καθεστώτος, ποὺ αὐτονομάζεται δημοκρατικῶς.

Ἡ ἐπέτειος τῆς ἀνακηρύξεως τῆς δημοκρατίας εἶναι μὴ πένθημη μέρα. Στὸ οἰκονομικὸν ἐπίπεδο: ἡ σύμβαση μετὰ τὴν Πάουερ ἀντ Τραξιον ἔχει γινεϊδεκτῆ, πρῶτα ἀπὸ τοὺς πολιτικοὺς ἀρχηγούς και ὕστερα ἀπὸ τὴ βουλὴ. Ὁ κ. Μεταξᾶς, ὑπουργὸς τῆς Συγκοινωνίας, ἠνάγκασε τοὺς συναδέλφους του νὰ ἀποδεχθοῦν τὴν ἀποψὴ του, τὴν πλήρη του ὑποταγὴ κάτω ἀπὸ τὸ ξένο κεφάλαιο. Τὸ ἀγγλικὸ κεφάλαιο εἶναι εὐχαριστημένο. Τὸ σύστημα τοῦ Παγκάλου κατηγορήθη, ἀλλὰ τὸ φάσμα τοῦ δικτάτορος διευθύνει ἀκόμη τὴν οἰκονομικὴ πολιτικὴ τῆς Ἑλλάδος. Ὅλα τὰ κυβερνητικὰ κόμματα παρεδέχθησαν τὴν „παράνομη“ σύμβαση τοῦ Παγκάλου, ἐδέχθησαν τὴν ὑποπτὴ κληρονομία. Οἱ Μεταξικοὶ ἐπροτίμησαν νὰ διώξουν δυὸ μέλη ἀπὸ τὶς γραμμὲς τῶν Ἐλευθεροφρόνων, παρά νὰ τοὺς ἐπιτρέψουν νὰ ψηφίσουν ἐναντίον αὐτῆς τῆς οἰκονομικῆς πολιτικῆς, ἐναντίον αὐτῆς τῆς ὁποίας διεμαρτυρήθησαν ἔχει μόνον οἱ ἐργάτες αὐτοκινήτων, ἀλλὰ και αὐτὴ ἡ μικρὴ μπουρζουαζία ἡ δημοκρατικὴ και ἐκέρυξαν τὴν ἀπεργία και ἀντίσταση.

Ἡ ἀπεργία τῶν αὐτοκινήτων ἐτελείωσε, ἀλλὰ οἱ λαϊκὲς μάζες, οἱ μάζες ποὺ δὲν ἔχουν ἀκόμη καταλάβει τὸν ἀντιδραστικὸ ρόλο τῆς οἰκουμενικῆς κυβερνήσεως ἐπήραν ἕνα ἀρκετὰ σοβαρὸ μάθημα. Ἡ μεταφορά πᾶν στίς σπουδαίους δρόμους ἔχει πουληθεῖ στοὺς ξένους. Βενιζελικοὶ και Ἀντιβενιζελικοὶ ἀπεδέχθησαν τὴν ἀποψὴν ὅτι οἱ διαφορὲς μεταξὺ Κράτους και τῆς ξένης ἐταιρείας δὲ θὰ ἐκδικασθοῦν ἀπὸ τὴν ἐλληνικὴ δικαιοσύνη. Τὴ στιγμὴ ποὺ στὴν Κίνα οἱ μάζες ἐπαναστατοῦν γιὰ νὰ ἐπιτύχουν ἴσα δικαιώματα, στὴν Ἑλλάδα ἐγκαθίστανται ἐν νέου καταθλιπτικὲς ἡγεμονίες. Ἡ οἰκουμενικὴ κυβέρνησις ἐξετέλεσε καλὰ τὴν ὑπόσχεση ποὺ ἔδωκε ὁ πάλῃος λακὲς τῆς ξένης πολιτικῆς: ὁ κ. Ζαΐμης. Ἡ σύμβαση ἐψηφίσθη παρά τὴν θέληση τοῦ λαοῦ, παρά τὴν ἀπεργίαν τῶν σωφῆρ. Ὁ Πάγκalos μπορεῖ νὰ εἶναι εὐχαριστημένος. Ὅταν θὰ μάθῃ τὴν εἰδηση αὐτὴ στὴν φυλακὴ του στὴν Κρήτη θὰ μείνει εὐχαριστημένος. Ἡ ἀντίσταση κατὰ τῆς καταπατήσεως τῶν ἐλληνικῶν συμφερόντων ἔχει ὀπάσει. Αὐτὴ ἦταν και ἡ δικὴ του πολιτικὴ γραμμὴ. Ἡ ἀπαγόρευση τοῦ πανεργατικοῦ συνεδρίου ἔχει ἀγγελθεῖ πανηγυρικά. Ἡ ποιὴν τοῦ θανάτου μένει ἐν ἰσχύει. Ἡ δημοκρατία, ξαναδημιουργηθεῖσα ἀπὸ τοὺς ἐχθροὺς τῆς δὲν εἶναι πιά ἀσφαλὴς ἀπὸ πρῶν.

Φυσικὰ τὸ λαϊκὸν κόμμα ποὺ λαμβάνει μέρος στὴν οἰκουμενικὴ κυβέρνησις δὲν ἔχει ἀκόμη ἀναγνωρίσει ἕνα ἄλλο νόμιμο καθεστῶς. Οἱ δηλώσεις ὅμως στὴν ἐπιτροπὴ ἐπὶ τοῦ συντάγματος σχετικὰ μετὰ τὸ δημοψήφισμα εἶναι μὴ προειδοποίηση. Πράγματι, ἡ βασιλικὴ οἰκογένεια εἶναι ἀχάριστη παραδόξως ἀντιπασσομένη στὴ θέληση τῶν πᾶστων τῆς ὑπηρετῶν. Ἦταν τελείως περιττὸ νὰ σταλεῖ ὁ κ. Ὑψηλάντης γιὰ νὰ σχηματίσει ἕνα νέο κόμμα „καθαρὰ“ μοναρχικόν. Εἶναι ἀλήθεια· τὸ μνημόσυνο γιὰ τὸν πεθαμένο βασιλέα ἀπηγορεύθη και ὁ Μεταξᾶς ἐδήλωσε πῶς δὲν ἦταν ὁ ἐμπνευστὴς τῆς μοναρχικῆς αὐτῆς διαδηλώσεως. Ἀλλὰ τὸ γεγονός ὅτι, γιὰ νὰ ἀποσοβθεῖ τὸ σκάνδαλο, ἡ οἰκουμενικὴ κυβέρνησις δὲν εὐρῆκε ἄλλο μέσο παρά νὰ ἀπαγορεύσει στὸν ὑπουργὸ τῆς δημοκρατίας νὰ περιπατήσει ἐπὶ κεφαλῆς μιᾶς μοναρχικῆς διαδηλώσεως, λέγει ἀρκετὰ. Ἐτσι, ὁ Τσαλδάρης και ὁ Μεταξᾶς δὲν θὰ κάμουν ἀκόμη τὴν μοναρχικὴ τους διαδήλωση· θὰ μείνουν „πιστοί“ στὸν ὄρο τους ποὺ ἔδωκαν ὅτι θὰ εἶναι ὑπὲρ τοῦ σημερινοῦ καθεστώτος ὡς ποὺ νὰ ἀνατραπεῖ ἡ δημοκρατία. Τὸ ζήτημα τῆς ἐπαναφορᾶς τῶν ἀξιοματικῶν

πέρνει ακόμα μεγαλύτερη σημασία ένεκα τών συνεπειών που μπορεί να έχει, τής πιθανότητας μιās μοναρχικής επανρθώσεως· ή ελάττωση τής τροφής του στρατού, κατά 40. εκατομμύρια — εκ μέρους του βενιζελικού ύπουργού έχει ακόμα μεγαλύτερη σημασία για την μοναρχική προπαγάνδα από την κάθοδο στην Ελλάδα ενός βασιλικού αξιωματούχου.

Η κατάσταση στην Ελλάδα δέν είναι ίσοροπημένη. Ένα χρεωκοπημένο σύστημα έχει έχθες στη συνείδηση του λαού το «δημοκρατικό καθεστώς» και οι Αντιβενιζελικοί, συναγωνιζόμενοι τούς επίσημους ύπηρετες του μοναρχισμού τον Θεοτόκη και Σια, τούς θερμούς οπαδούς τής ανρθώσεως, μπορούν να έχμηταλλευθούν την κατάσταση. Η βάση τής οίкуμενικής κυβερνήσεως είναι αντι-

δραστική: ή «ιερά συμμαχία» τών έργοδοτών κατά τών εργατών. Στη Θεσσαλονίκη ένας εργάτης έσκοτώθηκε. Άλλά ο δυστυχής Καρενφίλ το θύμα τών εργοδοτών, είναι ένα σύμβολο τής περιόδου αúτης. Η οίкуμενική δημοκρατία είναι ο έκτελεστής τής θελήσεως τών εργοδοτών, και βοηθός στον άγωνα κατά τής θελήσεως τών μαζών, κατά τής δημοκρατικής παραδόσεως· και δέν είναι τυχαίο το ότι ή επέτειος τής κηρύξεως τής Δημοκρατίας εορτάσθηκε με το γεγονός ότι ο ύπουργός τών Έσωτερικών έδωκε τή διαταγή στον αρχηγό τής αστυνομίας να βαρέσει άλύπητα τούς εργάτες. Η Δημοκρατία τής οίкуμενικής εξεμασκαρέυθηκε. Θα κριθεί κάποτε από τή θέληση τών εργαζομένων μαζών.

Μελιγκος

ΒΑΛΚΑΝΣΚΑ ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУΜΕΣΕЧНИК

ОРΓΑΝ НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗΛΑΖИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈΕЗИЦИМА

„Соколовићи“ и „Ристићи“

Београд, почетком марта

25 фебруара о. г. одиграла се у београдском великосрпском парламенту велика «сензација» и почит, тако бар је приказан догађај који се тамо у тој бившој касарни одиграо. Да видимо у чему се састаји так «сензација».

За време «одбране» министра унутрашњих дела, Боже Максимовића по тужби радићевске парламентарне фракције за насиља и терор који је вршен за време обласних избора над њиховим присталицама, изненада уносе неколицина демократских посланика (Ж. Рафајловић, Ј. Радивојевић) полу-налог и модро-испребијеног општинског службеника Јована Ристића у пленумску салу. Природно, да су се г. «народни представници» згранули и запрепастили. У том је међувремену несретни радник Ристић, у оној страховитој ларми уз протесте појединих посланика против полициског терора подигнут у вис, и његово испребијано модро-крваво тело окренуто према влади, галеријама, дипломатској и новинарској ложи. Пре тога већ, док се Ј. Ристић налазио у соби демокр. заједнице позвани су били представници штампе, председник владе и министар полиције да виде бестијалан поступак њиховог штићеника, комесара топчидерске полиције Миодрата Соколовића. И један и други одбили су да дођу. На то је онда Ристић упет у скупштинску салу. Који је био повод за полициски сејмен Соколовић тако крваво истуче овог јадног човека? Соколовић је наишао случајно у кафану где је и Ристић седео, један Ристићев пријатељ запита га, који је тај дотични господице? На то овај одговори да је то комесар топчидерске полиције, стари демократа и тобоже његов пријатељ. Соколовић на то нареди кафецији да га избаци из локала. Одмах после кратког времена Соколовић се удали из кафане, дође са жандармима и идвуче Ристића у комесаријат. Ту у једној мрачној соби отпочела је инквизиторска туча над Ристићем: кундаком, боксером жилом и ногама.

Демократска Заједница искористила је овај појединачан случај премлаћивања једног од њењих присталица, да инсценира у парламенту онакву демонстрацију, и то у добар час када је на дневном реду била оптужница против једног од главних криваца, Боже Максимовића. Али случај Ристића и Соколовића није јединствен. Већ пуних 6 година врши се првенствено на радничком класом, над револуционарним пролетаријатом, македонским, црногорским, хрватским потлаченим народом један нечувен терор који превазилази случај несретног Јована Ристића. Тај крвави терор добио је своју формалну санкцију Законом о Заштити Државе и Обзнаном 1921 г. под радикално-демократском владавином када је на челу министарства полиције седео лидер демократске странке Драшковић, који је за свој чин платно животом. Али самим тим реакција није престала да бесни у монархији С. Х. С. Краљевски Соколовићи продужили су јаче са прогонима, убиствима, робњом и батинама над сваким оним који није њихов, а главна нападна тачка био је обесправљени револуционарни пролетаријат и незадовољне, угњетење широке масе поглавито Македоније, Црне Горе и Хрватске.

До сада штампа и јавност није забележила ни један једини случај протеста демократских парламентарца или било којих других из данашње буржоаске опозиције, да мушки и борбене устане против ових прогона, драконских осуда робије, премлаћивања и убистава која се већ годинама перманентно врше на раднике и сељане. Бутке се прелазило преко свих безакоња које је режим вршио и врши преко својих Соколовића над хиљадама Ристића. И сада када се опажају све јасније и одређеније контуре отвореног насиља и диктатуре «мрачних сила» не само против обесправљеног пролетаријата вароши и села свих нација у монархији С. Х. С., већ и против једног дела буржоазије која се трепутно налази у опозицији, устају парламентарни представници исте, да протестују на један платонски начин, тражећи главног кривца у личности министра полиције Максимовића и владе Узунвића VI. Они гледају сво зло у та два фактора и зато се чине сви напори да се Максимовић и Узунвић збаце са власти. А шта да се ради са «тајним и мрачним силама», шта ћемо са многобројним Соколовићима? Поставља се питање. Шта да се ради са З. о. З. Д. и Обзнаном, о томе ни једну једну реч не казаше ни Давидовић, ни Јовановић-Пијон, ни Радић. Диктатура, терор и насиље које се узаконило код нас није само дете Максимовића, Узунвића, радикала, демократа или радићеваца, оно је дете свих наведених, дете реакционарног системе једне милитаристичке и империјалистичке и угњетавачке монархије. И сва вика опозиције и све оптужбе на Б. Максимовића (на које се он у осталом и не обазире) иду на то да и они дођу до власти у циљу заједничког али у толико ефикаснијег пљачкања и угњетовања широких радних маса вароши и села. Соколовићи остали би и даље ради обављања њихове инквизиторске функције, без да им фали једна длака на глави. Као што неће ни М. Соколовићу ништа бити и ако је за тренутак одстранен са свога топчидерског пашалука да би дошао на неко важније место. Демокр. посланик Јован Јовичић упутно је поводом тога интерпелацију Максимовићу у којој износи како се Соколовић после догађаја непосредно јавно у једној београдској кафани хвалио: «Зна се ко мене штити, противници ми ништа не могу» (Обзор од 27 фебруара). На то је назвао београдску демокр. општинску управу мангупаријом. Тачно је да га нека «мрачна сила» са Теразија штити. Јер му се није десило ништа ни онда када изударео шофера принца Ђорђа и камо зато што је преплалио безбројне Ристиће, Каљевиће и многе безимене. И што ће се то и даље продужити док не дође до једног одлучног разрачунавања између носилаца мрачних и тајанствених сила и незадовољног народа. О томе не треба имати илузија, систем реакције, диктатура, терор и угњетавачка политика која нас је оградила и коју осећамо и видимо не избија се путем парламента, оптужбама и евентуално оставком. Са истим се обрачунава на други начин, у отвореној класној борби: ту реакција, тамо обесправљени народ. На ко од то двоје буде организованије мора и победити. У тој одсудној борби видећемо по свој прилици моћне управљаче «мрачних сила» и разне Радиће, Давидовиће и Пијоне на једној линији са њиховим Соколовићима где бране «демократске тековине» монархије против «большевизаног» и непослушног народа. А на другој страни обесправљене народе монархије С. Х. С. на челу

са револуционарним пролетаријатом, кога никаква реакција нити мрачна сила може уништити у одбрани својих најелементарних права а против: насиља, корупције, белог терора, Соколовића и уветачаког система монархије. У томе смислу треба се радни народ вароши и села свију нација С. Х. С. припремати и организовати — а у циљу обарања данашњег система кундака и живе кога разни и многобројни Соколовићи на народ применују.

Димитрије Јовановић

Допис из Македоније

Узевши у обзир националне мањине које су поробљене и заједнички осећају терет са радном снагом које империјализам терориса а капитализам експлоатиса, поглавито узевши пређашње и данашње стање на Балкану, видно место заузима Македонија која непретерано рећи може се назвати Арарат европске голготе.

Управитељства у све три освајачке земље које су Македонију поробиле изјављују званично и преко јавности како је Македонија њихова беда, они ово не крију али су увек сви избегавали казати у чему лежи та беда; мада они појмљиво је то, врло добро знају пошто ту беду у Македонији сами стварају — а ко је луд самог себе осудити и означити кривцем, не рећи да је Македонија њихова беда, али се народ под бичем увија, свет има очи и види, а позната је она народна изрека: «где се шума љуља ту има нечега.»

У неколико би се могло рећи да је Македонија беда за ова три тлачитеља, али то би се могло односити у толико, што би хтео сваки себи подјармити што већи комад ове јадне и паћене земље, стављене ван закона на њихову милост и немилост без икакве заштите, до личног пожртвовања и самопоуздања на отпор.

Шта тражи Македонија?

Македонија не тражи много, Македонија тражи и мора добити оно што хоће, она хоће оно на шта полаже пуно право, хоће своју самосталност у оквиру федерације балканских држава, чији ће управо бити стуб културни и економски и најискренији сарадник за изградњу социјализма на Балкану, и прави поборник његовог истинског остварења. То су вечите тежње Македонаца, укореване у њеним широким народним масама, — а рањеник најбоље зна где га боли и медем треба привити.

Дакле, ово хоће Македонија у својој кући и породици да усреди прилике како то битни интереси њени налажу и захтевају, без суделовања империјалистичко-капиталистичких влада Београда, Атене и Софије.

Дати Македонији своју самосталност, тројни крволази решише се «беде» од које како кажу пате, а Македонија једне траструке чуме црње од 5-вековне отоманске тираније.

Ствари узевши Македонија је сама у беди као ни једна до данас потлачена држава на свету; с обзиром на патње које трпи од 1912 г., када је пала у поновно ропство верујући лажним паролама балканских управљача, који су се од браће претворили у братоубице. О поступку балканских држава над македонским живљем, излишан је сваки коментар, јер је у правом смислу те речи **цар свих до данас запамћених терора.**

Све већи притисак који се врши од сва три управитељства над македонским живљем обратни даје резултат од притиска који се врши над другим националним мањинама; јер код њих већи притисак даје чвршћу кохезију међу масама, које покреће на устанак и чини их челичнијим борцима за одлучни моменат.

Из средине македонскога народа издвојила су се у врховном водству две сасвим супротне струје још пре 1912 г., и то једна којој су на челу врховисте, који на сваком кораку још од оснивања свога комитета експлоатисају македонски народ, што су своје дело крунисали за време светскога рата у окупираној Македонији од стране Бугарске, а које су довршили превратом у Бугарској за време убијства Александра Стамболиског, — и федералисти којима на срцу лежи добро македонскога народа, а који у ствари уживају поверење народних маса, и који су највише показали пожртвовања за слободу Македоније.

Да је У. М. Р. О. (Обединена) заиста народна и македонска, види се по томе, што упоредно са македонским народом страда, и што неможе никаког њен члан опстати на територији трију балканских тлачитеља; док су аутономисти у Бугарској извршитељи управне власти.

Македонски радни народ преко својих представника, који истински на срцу осећају патње и бол свога народа, обраћају се са представкама разним европским представништвима као н. пр. Друштву Народа и др. износећи стварне конкретне случајеве патње и вапијући за помоћ и заштиту од угњетитеља;

и на све ово гђа-Европа остаје глува и представке шаље једно надлежство другом, на даљу поднадлежност.

Ко је надлежан за македонско питање?

Пошто се ниједна до данас установа није побринула, а која је моћна решити македонско питање; значи да је за македонско питање надлежан **сам македонски народ**, уз припомоћ и сарадњу револуционарног пролетаријата осталих балканских земаља. — Ово је једини и истински корак којим се путем Македонија може ослободити — силама европским не конвенира економски ослободити поробљену и разчерчену Македонију, јер је у томе правцу гледају експлоатисати, те према томе сваки корак Европе, и кад би био предузет за македонско «ослобођење», у ствари би то било **3-ће македонско ропство** и колонизација јер све крвождерне животиње имају један те исти циљ — плен, а то је свакадашња капиталистичка тежња.

Где је гвоздени ослонац за ослобођење?

На челу свих национално потлачених и економски подјармљених, ставио се револуционарни пролетаријат, и смелим неустрашим коракором корака напред у борби противу угњетача-насилника; он помаже национално-револуционарну борбу и пружа свестрану помоћ свакој истинској народној револуцији, којој није циљ експлоатација већ пуна народна слобода, и која ступа ка социјализму чврстим кораком кроз револуцију, као једине методе за остварење пуне народне слободе — суверености, где ће свака нација по сопственом убеђењу из широких народних слојева, уређивати сва своја економска политичка и остала питања без овисности и утицаја са стране.

До скоро узан и тминов видокрут, разви нам у јасне и широке видике европски злочиначки рат те и ми увидесмо, ко је борац за народна права и слободу а ко народни експлоататор и угњетач; препреде лажне измишљотине буржоазије и империјализма не допиру до наших унију, што нам је угрожен опстанак и цивилизација од истока; јер ми знамо да од истока сунце изилази — извор свега што живи, па према томе и темељ људскога живота отуда ће прво проићи, — пример је данашња Совјетска Русија, земља срећног покољења, у којој је постављена широка народна владавина где сви грађани уживају пуни благодет без разлике на народности, пошто је свака народност дошла до свога суверенитета и слободног самоопредељења за регулисање свога живота и среће боље будућности — која се ослања на сопствену, узајамну и колективну помоћ целокупнога свога становништва у коме правду и ми морамо водити одлучну борбу.

Са правом се Македонија може назвати нацијом гвозденога воље, где под притиском терора није клонула што је она на делу доказала херојски издржавајући патње, како до данас ни једна нација.

Сваки онај кога народно добро интересује а ступи на тло Македоније, тај је већ у средини својих натискренијих пријатеља, радо дочекан, по је на жалост Македонац и у томе контроли подвргнут; али они то врше својим старим уобичајеним путем, и у томе је над њима онемогућена свака контрола.

Македонац је јако огорчен што га цене по опцивању јавности по свему и за свашто, када се зна да се ти извештаји оснивају на извештајима **власти**, — а одушевљени су што они који осећају заједничке патње загазе по цену свега у народне масе, ради издрпљивања тачних извештаја на лицу места и из средине широких народних маса као на пр. Коста Новаковић, вођа пролетаријата, који је дао књигу: «Македонија Македонцима, Земља Земљорадницима», која одговара правоме стању Македоније, износећи њену прошлост, садашњост и шта треба урадити за бољу будућност — осуђен недавно на 5. год. робије, коју на нашу велику радост не издржава, јер је својом уменношћу и енергијом успео измаћи из тамнице.

Никада неможе бити тачан извештај који се заснива на извештају полиције а у питању терора, јер нико себе неће да огласи кривцем, — а већина партијских вођа разних фракција из европских држава прођу кроз Македонију и из полицијских канцеларија прикупљају материјал о полицијском насиљу и терору у Македонији, као и материјал по осталим питањима, не зајавивши ни једнога момента у народне масе и њихов живот, па се констатује на жалост и то да су овако више пута поступили и неки научњаци.

Дакле, овако стоји ствар о информација македонскога положаја и живота!

Код нас још данас пре остварења наших идеја, не постоји никаквих националних ни верских подвојености, јер смо ми **сви Македонци** пошто на овоме терену живимо, — па је из овога лако проценити, какав ће наш живот бити и хармонија елоге владати, онда, када ми будемо у слободној федеративној радничко-сељачкој Македонији.

Ми одавде поздрављамо све оне револуционарне духове, који се боре противу националнога и економскога ропства, изјављујући тим тешћу сарадњу пролетаријата и сељаштва, да заједничком слогом скршимо јарам са врата, и створимо једин-

ствени фронт радне снаге и власт над (империјализмом) — буржоазим, уредивши друштвене и економске прилике по угледу на Совјетску Русију.

Напред браћо, радници, сељаци, другови! Уједињени у јединствени фронт у борби противу империјализма и буржоазије, путем револуције разбимо чврстом песницом ланце који

нас стежу, стиснимо заједнички руке, ступајмо раме уз раме, — зидајмо заједничку кућу по угледу Совјетске Русије.

Живела народна слобода!

Живела балканска федерација!

Р. Куч. «Подградски»

Брегалница, 10 фебруара 1927 г.

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Mussolini a dăruit Basarabia oligarhei române Dar Basarabia însăși va hotărâ la urmă!

Mussolini a ratificat convențiunea celor patru Mari Puteri cu România asupra Basarabiei. Oligarhia română jubilează. Este o bucurie ieftină, însă scump plătită. În schimbul ratificării, Italia primește întinse zăcăminte de petrol ale statului român, avantajii considerabile la fixarea tarifului vamal român și comenzi repetate de muniții și armament pentru armata română. Ceeace e însă mai important, este că, în schimbul ratificării, România se alătură blocului balcanic de sub conducerea Italiei imperialiste, alcătuit din Bulgaria, Grecia și Albania, și se pune la dispoziția Angliei în frontul pe care imperialismul britanic îl organizează contra Uniunii Sovietice. Privită deci din unghiul politic internațional, ratificarea însemnă lipirea și mai strânsă a imperialismului englez și italian cu vârful îndreptat contra U. R. S. S. și creșterea pericolului de război pentru masele populare.

Sub unghiul politicii românești ratificarea nu schimbă însă nimic în esență din chestiunea Basarabiei. Chiar un ziar ca *Neue Freie Presse*, care nu poate fi bănuit de părtinire față de U. R. S. S., scrie (10 Martie) cu privire la ratificarea convențiunii asupra Basarabiei de către Italia: „De fapt România este de-acumă sigură de apărare din partea marilor puteri, dar cu adevărat bucurioasă de stăpânirea Basarabiei va putea ea deveni de-abia atunci, când înțelegerea cu Rusia va reuși, când ura totdeauna periculoasă a unui asemenea vecin însemnat va fi stinsă.“ *N. Fr. Pr.* vorbește de „ură“, acolo unde nu este decât vorba de apărarea de către U. R. S. S. a intereselor unei populații, care și-a văzut și-și vede salvarea într-o frățeescă comunitate cu Marea Republică a Popoarelor Eliberate. Dar trebuie reținut faptul, că ziarul pe care îl cităm vede just că chestiunea Basarabiei nu poate fi socotită „rezolvată“ fără participarea Uniunii Sovietice — și fără participarea populației basarabene însăși, adăgăm noi.

Și care este atitudinea acestei populații, o aflăm chiar și în momentul când Italia ratifică convenția, prin care câteva mari pu-

teri dăruiesc oligarhiei române o provincie ce nu le aparține și nu le-a aparținut niciodată, o aflăm chiar în momentul când oligarhia pavoazează Capitala în cinstea acestei ratificări. La Chișinău a sosit o delegație sovietică pentru a rezolva în chip obicinuit cu delegația română câteva incidentele de graniță. Această vizită, întâia în felul ei la Chișinău, a fost prilejul pentru populația basarabească ca să demonstreze în masă pentru Uniunea Sovietică. Ziarele cari vorbesc de aceste demonstrații au fost confiscate, și armata a trebuit să fie scoasă pe străzi pentru a „ține ordinea“, și a „apăra pe delegații sovietici“, cu care prilej s'au produs și ciocniri violente între populație și aramată. Cu toată cenșura în *Adeverul*, ziar burgez independent din București, a putut să se strecoare totuși la 8 Martie sub titlul *Interesul provocat de delegația sovietică la Chișinău* următoarele rânduri, cari vorbesc cât volume întregi: „Pe ziua de astăzi măsurile pentru menținerea ordinii au fost înăsprițe și au produs din această cauză dese conflicte între patrule și publice. Au fost și câteva cazuri de bruscări regretabile. Mai cu seamă spre seară, pe când doi din membrii delegației ruse se aflau într'un magazin de galanterie din centru, după târguiești, circulația pe străzile Pușchin și Alex. cel Bun a devenit imposibilă. Intrarea în magazin a fost barată de patrule și de către agenți de siguranță. Ordinea a putut fi ținută cu mare anevoință din cauza miilor de curioși (!? *Fed. Balc.*) aglomerati pe trotuare. Patrulele existente au fost întărite cu alte patrule tari de câte 80 de oameni în ținută de campanie.“

Așadar, s'ar putea spune că ratificarea este primită la Chișinău cu manifestații de simpatie pentru Uniunea Sovietică. Este cea mai bună dovadă, că gestul lui Mussolini poate câștiga oligarhia română, dar nu poate hotărâ de soarta Basarabiei. Despre soarta Basarabiei va hotărâ la urmă numai populația basarabească însăși printr'un plebiscit efectuat liber după retragerea, sau alungarea, armatelor și autorităților de ocupație ale oligarhiei române.

La Red.

Chestiunea agrară și țărănească în România

III. Cine a primit pământ?

Am arătat în numărul 62 al *Federației Balcanice* cum, cu toată exproprierea, marea proprietate stăpânește încă în Vechiul-Regat 3.821.157 ha., din cari circa 1 milion și jumătate pământ arabil. Făcând pentru toată România o socoteală analogă cu cea făcută pentru V.-R., — și anume: scăzând din suprafața totală a țării de 29.424.400 ha. apele, drumurile, clădirile, etc. (5.016.862 ha.), suprafața proprietății mici până la 10 ha (6.991.715 ha.) precum și suprafața proprietăților dela 10—100 ha. (4.645.794 ha.), — rămân în stăpânirea marelui proprietăți (private, a statului, de mână-moartă, ș. a. m. d.) înainte de expropriere 12.770.029 ha.

Ce s'a împărțit țăranilor prin reforma agrară din această suprafață a marelui proprietăți? D. Cipăianu, fostul sub-secretar de stat al Ministerului de Agricultură, a afirmat într'o conferință ținută luna trecută la București, că suprafața împărțită țăranilor s'ar ridica la 6 milioane ha. După datele oficiale însă suprafața expropriată dela marea proprietate nu este decât 5.914.019 ha.*)

Dacă l-am crede deci pe d. Cipăianu, atunci ar urma că s'a

împărțit țăranilor mai mult decât li s'a luat boerilor. Iată o reformă miraculoasă, care face dintr'un hectar, două!..

Împărțitu-s'au însă într'adevăr țăranilor cel puțin aceste 5.914.019 ha. expropriate? Dacă ne-am lua după afirmațiile de reclamagii de iarmaroc ai oligarhiei, atunci ar urma că da! Dar aceste afirmații sunt o minciună. Din suprafața expropriată s'a reținut (conf. statisticeei Min. de Agric.) pentru pășuni comunale 867.978 ha., ca păduri comunale**) 392.232 ha. și ca „rezerve“ ale statului 507.361 ha. — în total deci 1.767.571 ha.***) Așadar chiar după datele oficiale rămâne ca suprafața nu „împărțită“, ci vândută țăranilor numai 5.914.010 ha. minus 1.767.571 ha. egal: 4.146.448 ha. Și anume vândută țăranilor pe un preț socotit de 20 de ori arenda din anii 1917—1922.

Cine însă a primit cu adevărat pământ? După lege, țăranii fără pământ de fel trebuiau să capete loturi de câte 5 ha., iar cei cari aveau ceva pământ dinainte, trebuiau să capete loturi de complectare până la 5 ha. Pe această bază însă era limpede din capul locului, că cele 4 milioane hectare erau complect insuficiente. Pedaltăparte, oligarhia nu vroia să exproprieze toate proprietățile depălită dela 50 ha. în sus, pentru a crea în chipul acesta un fond

**) Pădurile nu erau expropriabile în genere. Proprietățile străinilor însă și ale altor categorii de mari proprietari au fost complect expropriate împreună cu pădurile.

***) După indicațiile d-lui Rommenhoeller (La Gr. E o u m., pag. 185—186) suprafața pășunilor reținute ar fi numai de 546.868 ha. în schimb însă cea a pădurilor comunale reținute din suprafața expropriată ar fi de 701.027 ha. și cea a rezervelor statului 638.681 ha., în total 1.886.576 ha., adică cu aproape 120.000 ha. mai mult decât indică statistica de care vorbim noi în corpul articolului, și care a fost comunicată parlamentului de către ministrul de agricultură depeatunci, Al. Constantinescu.

*) Când vorbim de suprafața „expropriată“, trebuie să știm că moșierii au primit pentru ea despăgubiri în valoare de până la 40 de ori prețul arendei din anii 1917—1922. Nu trebuie deci confundat termenul de expropriere cu cel de confiscare: exproprierea a fost în realitate o vânzare, însă reglementată prin lege.

de-o întindere apropiată de cea necesară pentru realizarea unei reforme folositoare țărăniei. Deaceia nu i-a rămas oligarhiei altă ieșire, decât a împroprietări numai o parte a țăranilor, dând pământ numai unora din cei îndreptățiți, împărțind astfel țăranimea în două tabere, așăfând una din tabere contra celeilalte și prefăcând prin mijlocul acesta machiavelic ura legitimă a țăranimei contra oligarhiei într-o ură a unei tabere de țărani (neimprietăriți) împotriva celeilalte (imprietărite).

Intr'adevăr, din capul locului au fost înlăturați dela împrietărire sute de mii de țărani sub pretext de dezertare sau nesupunere în timpul războiului, de pactizare cu inamicul și de atitudine nepatriotică în timpul ocupației. Caracteristic este că alți numeroși țărani au fost înlăturați dela împrietărire pentru pretexte diametral opuse: pentru incapacitate de a lucra pământul de pe urma invalidității provenite tocmăi din atitudine „patriotică” pe front. După această primă reducere a țăranilor îndreptățiți la împrietărire, numărul acestora a scăzut la 1.692.000. Pentru că însă nici pentru toți aceștia pământul expropriat nu ajungea, au rămas neimprietăriți dintre dânsii, cu tot dreptul lor recunoscut de lege și de fel-de-fel de comisii, 485.862 țărani, căpătând pământ numai 1.206.138. Așa afirmă statistica oficială: atâția au căpătat pământ, și toți aceștia ar fi țărani. Vom vedea mai la vale că aceasta este o afirmație șarlatanească. Dar chiar dacă acceptăm aceste cifre, atunci urmează că 485.862 de țărani cu drepturi recunoscute la împrietărire plus circa 800.000 țărani, fără pământ sau cu pământ insuficient, dar înlăturați din capul locului dela împrietărire, adică în total peste 1 milion și un sfert au fost înșelați în așteptările lor de „reforma” agrară.

Am calculat mai sus suprafața împărțită țăranilor, și am ajuns la cifra de 4.146.448 ha. Cifrele concrete sunt însă cu mult sub această cifră ce ar reeși, din calcule, ca fiind împărțite țăranilor. Iată cifrele concrete: în Vechiul-Regat au fost împărțite 1.400.493 ha. la 414.968 persoane; în Transilvania 404.644 ha. la 241.286 persoane; în Basarabia 1.098.045 ha. la 357.016 persoane; și în Bucovina 8581 ha. la 13.065 persoane. În total deci s'au repartizat la 1.026.335 persoane numai 2.911.763 ha., adică cu 1.234.685 ha. mai puțin decât ar fi trebuit să fie împărțite, dacă ținem socoteală de întinderea destinată împrietăririi. Aceste cifre datează dela 1 August 1924 și par a fi cele mai sigure, întrucât ele sunt reproduse de d. Rommenhoeller în cartea d'omnială *La Grande Roumanie*, și este evident că d. R. a consultat izvoarele oficiale. Alte cifre mai noi (din 1925), incomplete și nesigure, nu dau însă nici ele decât 3.191.281 ha. ca suprafața împărțită, și anume la 1.206.138 persoane (adică la cifra de persoane pe care am găsit-o și noi). Dar chiar și după această cifră urmează că s'a repartizat (4.146.448 ha. minus 3.191.281 ha.) cu 955.167 ha. mai puțin decât ar fi trebuit. Unde a dispărut această considerabilă întindere de pământ expropriată, dar neimpărțită? Și ce departe suntem de cele 6 milioane ha. ale domnului Cipăianu!...

Dar să rămănem la suprafața dată ca deja împărțită. Ce însămi această împărțire? Cât a primit țăranul „imprietărit”? În Vechiul-Regat, conform cifrelor de mai sus (1.400.493 ha. : 414.968 persoane) 3'37 ha. în mijlociu de persoană; în Transilvania (404.644 : 241.286) 1'67 ha.; în Basarabia (1.098.045 : 357.016) 3'08 ha.; și în Bucovina (8581 : 13.065)... 0'65 ha. de fiecare persoană. Iată „revoluția pașnică”

înfăptuită de oligarhia română! 0'65 ha. de fiecare țăran împrietărit...

Dar în Basarabia, unde reforma a fost efectuată în chipul cel mai radical, care e realitatea? În această provincie reforma agrară a însemnat e expropriere nu a moșierilor, ci de fapt a țăranilor. Intr'adevăr, în Basarabia încă înainte de ocuparea ei de către armatele oligarhiei românești, revoluția expropriase fără nici-o despăgubire (adică a confiscat) toată suprafața mării proprietăți și a trecut-o fără nici-o plată în stăpânirea țăranimei: pământul arabil cu întreg inventarul deadreptul în mâinile țăranilor fără deosebire de naționalitate, iar pădurile, iazurile, etc. în stăpânirea colectivă a țăranimei prin persoana statului muncitoresc-țărănesc — a Republicii Moldovenești. Aceasta a fost revoluția agrară îndeplinită în Basarabia. Ocuparea Republicii Basarabiei de către oligarhia română a adus însă anularea acestei opere de profundă transformare socială și de deplină eliberare a țăranimei. Pădurile au fost imediat luate din proprietatea țăranimei basarabene și în parte au fost, în parte sunt în curs de fi date îndărăt proprietarilor de mai dinainte, nobilii ruși sau rusificați. Iar pământul arabil a fost luat îndărăt de oligarhie și împărțit din nou, după placul și interesul ei și al agenților și aliaților ei din Basarabia. Țăranii au fost siliți să plătească pământul pe cari îl cuceriseră prin revoluție. În locul unei împrietăriți, am avut deci în realitate o expropriere a țăranimei basarabene, pe care ocupația românească o găsisse stăpână pe întreg pământul și inventarul agricol. Revoluția însă nu a trecut degeaba peste Basarabia. Plata impusă a fost aici mai mică decât în restul României, și mijlocia pământului căpătat ceva mai mare decât în celelalte provincii anexate. În Basarabia mijlocia este ceva peste 3 ha., pe când în celelalte ținuturi ea se coboară pe-alocurea, cum am văzut, până la o jumătate de hectar.

O prăjină de pământ! Simbolul „mării” și pașniciei „revoluții” agrare, îndeplinită de oligarhia română...

Cifrele de mai sus sunt cifre mijlocii. Realitatea este însă sub aceste mijlocii. În primul rând în numărul de 1.206.138 de persoane împrietărite sunt câteva sute de mii, cari n'au nici în clin, nici în mânăce a țăranimea: agenții politici ai oligarhiei, ofițeri, învățători, popi, reangajați, funcționari, cărciumari, agronomi, factori poștali, percepători, ș. a. m. d. Apoi aceștia au primit nu întinderea medie, ci câte 15—25 și mai multe hectare. Așa de pildă se pregătesc, încă și acuma, împrietărirea cavalerilor ordinului Mihai-Viteazu cu câte 25 ha. Tot atâta au primit și persoanele cari au contribuit la „unirea” provinciilor cu „patria-mumă”, ca d. Halippa de exemplu. Episcopii au primit câte 150 ha., plus deosebit întinderi de pădure. Generalul Berthelot, pentru serviciile aduse în război României, a căpătat un vast domeniu cu conac și inventar. Prin asemenea mijloace numărul țăranilor reali împrietăriți a devenit cu mult mai mic decât cel indicat de statisticele oficiale, suprafața căpătată de fiecare țăran cu mult sub media arătată, iar pământul pe loturile țăărănești este de cea mai proastă calitate, din ceace a rămas după ce agenții și favoriții regimului și-au ales ce a fost mai fertil și mai bine situat.

Iată pruncul schilod, numit „marea reformă agrară”, ce rămâne dacă-i zmulgem zdreanța în care cată să-l îmbrace oligarhia.

Dar nu am terminat încă.

I. Mateescu

عادلدر، مظلوملره یاردم ایدر، یوزلرجه سنه لردنبری اسیر قوللانديغي چینی بوکون قوللانميور، چینی حقی آراییور، یوردینک صاحی اولمغه باشلادی، انکلیز چینه عسکر کوندرمک ایچون یته بزم بالقانہ قوشیور کوکلی عسکر طویلامغه باشلایور، کوریورسیکر یا نه قدر بدبخت بر خلقز، چین ایچون ییلہ انکلیز حسابه قان دوکجک بزدن باشقه ادام بولنه میور. یته بر زوالی فقرا بالقان کویلیسی، ماکدونیا کویلیسی بر لقمہ اکک ایچون قاندر یلیور، چینه کیدیور، مزارینی اوراده قازیور، بو انکلیز انتریکه سنی آرتق دنیاده بزدن باشقه کلایان قالمدی، انکلیز قولونیرندن، کندی اداره سی آلتنده بولنان اسیر یوردلردن آرتق عسکر آلمیور، مالطه دن، اطرافدن الحق ۲-؛ بیک کیشی طویلايه بیلدی، هنددن، چیندن عسکر کوندرمک ایسته دیسه ده کمدیلر، بزدن بودالاسی، بیزدن بودالایادایسی یوق. یازیق چوق یازیق که بتون بالقان اھالیسی بولمجه سنه دن سنه یه یهوده یرہ اوتہ کینک بر یکنک قربانی اولوب کیده جکدر.

شار

(مابعدی وار)

دره بکی، شوالیاسی، سپاهیسی ده سپوتیک بر حکومتک ماشه لری اولمشه او زوالل کویلینک کماھی نه؟ اوزوالی ده عین صورته مغدور وعین صورته اسیردر. او حالبوکہ او غدار دره بکی، ترک فہودالی الآن یاشایور، اونک پاراسی، نفوذی، شہرتی واردی، او کله سنی قورنارا ییلہ جک بوللر بولدی، قاچدی، صاؤشدی، فقط زوالل بدبخت کویلی جزا چکدی، اونک یوردی یاندی، اونک چولوق چوجنی پارچہ لندی او محو اولدی، کول اولدی، خراب اولدی، او قانلی قاتل بک یته انتریکه یامقده، یته یاشا مقده در، بتون بوقانلی حریرلی، بتون بوفنلقاری او قودومان ده آقسوزر حکومتییلر، او ظالم حکومتییلر، بکلر، پاشار جنرالر هپ معصوم کویلی ایله یایدیلر، زوالی کویلی یه وطنک کیدیور، ناموسک دشمنک آندہ قاله جق، جامعک کلیسا، کلیساک جامع اوله جق دیہرک بیکلرجه فسادلرہ پراپاغاندا یایدیلر، کاه قاندرہرق کاه قیرباجله سیاه البیسی کیدیور بوجہ لڑہ اولدیرتیلر، او قودومانلرہ یاشایور، هر بری بر فساد دولابی قورمش، یته انتریکه یامقده بر دلوام. کچن کون غزته ده او قودوم، انکلیز چینه مسلط اولمش، اونظله اوغراشیور، اوغراشیور فقط الله

بalkan فدراسیونی

هر اون بش كونده انتشار ايدر
بalkan اقلیتلرینك و مظلوم ملتلرینك مجموعه سیدر
بالموم balkan لسانلرنده یازیلقمده در

ماكدونیا خاطراتی مظالم صحنه لرندن

ماكدونیا انتریقده لرندن

(بیوك یونانستان، بیوك بلغارستان، بیوك صربستان)

(اوننجی مکتوب)

یوزده بش بیله دکلدرد. بو بدبخت اهالی روم ديه یوردندن قوغولدی، روم ایلنه کلدی. لسانه، اخلاقه، عادتا بیابنجی، اقلیمه، هوايه، صویه بیابنجی بونکله برابر آچ، ایش یوق. سفیل، بونلرک چوغسی خسته لقدن، سفالتدن اولدی. عین حال ترک در ديه قوزانه، سرفیجه حوالیسندن آنوب آناتولی به نقل ایدیلن بدبخت اهالی به نه اولدی، بونلرک چوغی ترجه بیلرلر، مملکتده راحت یاشامغه کندی جنت کبی یوردنده ایشنی، دوزه نئی یولنه قومش برکومه خلقی یوردندن قوو، سن ترکسک، بورادن کیت، بوراده یاشامغه حقک یوقدر دی، مالی یاغما ایت، چیریل چیللق یوللره صالیور، بونه ایچون؟ ... بیوك یونانستانی یابه بیلک ایچون دکلی؟ ... یازیق بزه بزقارداشلر کندی مزارمرزی کندی المزه قازدق. ترک ایش ديه بن، کندیسینه درت بش یوزسنه برابرجه یاشادیم بر وطنداشمه نیچون دشمن اوله یم. زواللی کویلی نك، چقیجی ترکک نه قباحتی وار، اونک

ماكدونیالی قارداش!

اولکی مکتوبده اروپا، قورناز اروپا آرامزه نصل فساد قوبدوغنی یازیوردیم. سوزیمی بیوك یونانسانده براقشدم. روم کاردر، رومجه مدنی بر لساندر، الله آنجق رومجه آکلار، کلیساده رومجه دن باشقه لسان سویلنیرسه کفر اولور. آنلرک اسکی بر تاریخی وار. واسع بر دوره استیلاری وار ديه تکمیل balkan ویرسه ک دویمزلر، استانبول ده آنلرک! ... بوده کافی کلز، آناتولی ده آنلرک. بودلیلکلره بیکلرجه معصوم روملرک قانی آنقره اووه لرنده دوکولدی، یوز بیکلرجه آناتولی خلقی باپاسک آدامیدر ديه اوکوزل یوردندن قوغولدی، رومدر ديه چولوق چوجوغیله طاشیندی، بیوك یونانستانه کلدی، اوتانمادن (لیک ده ناسیون) دیدکلری بر ماتراباز هیئت برده مبادله قانونی یایدیدی. سوزده اقلیتلرک حقوقی محافظه ایده جکلر، آناتولی بی ترک ایدن یوز بیکلرجه خرستیان اهالی آره سنده رومجه بی سویلنلر، آکلایانلر

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (1209—1220)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique

Alexandre Nicolaou — Charles Plisnier

Mussolini a fait cadeau de la Bessarabie à l'oligarchie roumaine. Mais c'est la Bessarabie elle-même qui décidera en fin de compte

Paul Louis: Comment la réaction balkanique est soutenue par les puissances

G. Kazanovsky: Amnistie générale pour les prisonniers et émigrés politiques bulgares!

Marcel Walter: La situation en Macédoine

Dimitri Jovanovitch: La crise économique et financière dans la monarchie des S. C. S.

I. Mateescu: La question agraire et paysanne en Roumanie — III.

Louis Mesnard: Les impressions de M. Georges Pioch de la Roumanie « charmante et terrible »

Spectator: La meurtrière de Panitsa: Mencia Carniciu, et le meurtrier des ouvriers, paysans et intellectuels macédoniens: Ivan Mikhailoff, mariés

Une grande réunion à Paris pour l'Amnistie en Bulgarie

La mouvement pour l'amnistie

Intervention du Comité de Vienne contre la Terreur Blanche.

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (1221—1222)

Joško Cotić: Slowenien am Scheidewege — IV.

Milan M. Kossoritsch: Die gegenwärtige wirtschaftliche Lage in Montenegro

Die „sterbenskranke“ Mörderin vom Burgtheater in Wien auf Hochzeitsreise in Italien als Frau des Mörders Ivan Michailoff

Texte albanais (1223—1224)

Enqët-a e jonë permby Federacionin Balkanik

Konstantin Boshnjak

Shati: Socializma dhe Shqipnia

Texte bulgare (1224—1227)

Г. Казановски: Пълна амнистия за българските политически затворници и емигранти!

Дол Луи: Развжраните ржце на капитализма

И. Матеску: Аграрния и селския вжпрос в Ромжния — I.

Texte croate (1227—1230)

Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji

Ghita Moscu — Ladislav Fényes

D. VI.: Antiimperijalistički kongres u Bruxellu

Texte grec (1230—1232)

Ἡ ἔρευνά μας ἀνάμεσα στους πολιτικούς και λογογράφους τῆς Εὐρώπης περὶ τῆς Βαλκαντιζῆς Ὀμοσπονδίας

Ἐμμανουὴλ Ντουβιγιάο

Μελιγκος: Τὸ βόλι τῶν ἐργοδοτῶν στὴν Ἑλλάδα

Texte serbe (1232—1234)

Димитрије Јовановић: „Соколовић“ и „Ристићи“

Р. Куи: „Подградски“: Допис из Македоније

Texte roumain (1234—1235)

Mussolini a dăruit Basarabia oligarhei române

I. Mateescu: Chestiunea agrară și țărăneasă în România

Texte ture (1235—1236)

شار: ماكدونیا خاطراتی مظالم صحنه لرندن — اوننجی مکتوب